

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
BOURGEOIS DU ROI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 11 Juin 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

César CHABRUN

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

DOCTEUR EN DROIT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. ESMEIN,

Suffragants : { MM. LARNAUDE,
CHÉNON,

{ *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
BOURGEOIS DU ROI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Jeudi 11 Juin 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

César CHABRUN

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

DOCTEUR EN DROIT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS



Président : M. ESMEIN,

Suffragants : { MM. LARNAUDE, } Professeurs.
CHÉNON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1908

AVANT-PROPOS

Les traités d'histoire des Institutions françaises mentionnent les « bourgeois du roi » et insistent sur leur importance. Au point de vue purement juridique, l'institution constituerait une curieuse anomalie ; elle aurait en outre joué un grand rôle politique dans l'ancienne France.

Si attirant que parût le sujet, on n'avait encore publié sur lui aucun travail de quelque étendue. Sa bibliographie spéciale se réduit à une courte section de la dissertation de Bréquigny qui figure en tête du tome XII des *Ordonnances du Louvre*, et aux Positions de la thèse restée inédite, que M. Babelon soutint en 1878 à l'Ecole des Chartes.

Les Positions de thèse de M. Babelon étant dépourvues de justifications, la documentation de Bréquigny se bornant, à peu de choses près, aux ordonnances publiées dans les douze premiers tomes du *Recueil du Louvre*, il nous a fallu pousser nos investigations dans tous les sens pour rassembler les matériaux de cette étude ; nous avons apporté à ces recherches tout le

soin dont nous étions capable. Ce travail préliminaire accompli, il importait de soumettre la doctrine communément admise à l'épreuve des textes. Cet examen ne lui a pas été aussi favorable qu'on aurait pu le supposer, et nous avons dû le constater. Nous aurions atteint pleinement notre but, si les documents réunis dans ce livre amenaient le lecteur aux conclusions que nous avons cru pouvoir en tirer.

Nous ne voudrions pas terminer cet Avant-Propos sans exprimer notre respectueuse reconnaissance à notre Maître, M. Esmein, qui a bien voulu nous encourager dans notre travail, et nous éclairer de ses conseils.

Mai 1908.

INTRODUCTION

Comme la plupart des expressions qui servent à qualifier les institutions du moyen-âge, le mot *burgensis* n'a pas dès l'origine un sens précis. Il désigne tantôt — et c'est bien là son sens étymologique — les habitants d'un *burgus*; tantôt un habitant quelconque (1) serf (2) ou libre du domaine du roi ou d'un seigneur. C'est dans les actes émanant du roi ou de ses officiers que nous voyons succéder à cet emploi un peu vague une acception plus étroite.

Dans les textes de cette catégorie datés de la fin

(1) Certains auteurs, notamment Mayer, *Deutsche und franz. Verf. ges.*, t. II, p. 226 et suiv., ont soutenu que les *burgenses* étaient des commerçants. Cette opinion est contredite par les nombreux textes qui supposent au contraire les *burgenses* agriculteurs. On en trouvera un certain nombre au cours de cette étude (*Adde* Martène, *Thes. Anect.*, t. I, p. 391 cité par Luchaire, *Actes de Louis VII*, n° 44); d'autre part, nous n'avons jamais vu un bourgeois, lorsque son état est contesté, se fonder pour le démontrer sur sa qualité de commerçant.

(2) Voir sur ce point les textes cités par Mayer, *Deutsche und französische Verfassungsgeschichte*, t. II, p. 227, note 6 a. *Adde*, *Arch. nat.*, P. 1392¹, n° 711 (anno 1232). « Ego Henricus dominus Braciduni et Luziaci et ego Aloys uxor eius notum facimus universis presentibus et futuris, dilectos burgenses nostros de Luziaco libere esse condicionis... », Luchaire, *Actes de Louis VII*, n° 114 et Odéric Vital, lib. 6, p. 605 (cité par Du Cange-Henschel, V° *Burgenses*).

du XII^e siècle, le mot *burgensis regis*, « bourgeois le roi » des documents en langue vulgaire, désigne l'habitant libre d'une ville royale. Et cependant, si nous nous reportons aux historiens modernes, et même à ceux du XVII^e siècle, nous constatons que chez eux ces mots ont pris une acception très spéciale. Depuis Du Cange (1), on entend par là « l'homme libre qui, bien qu'habitant sur les terres d'un seigneur, est cependant soustrait à la juridiction de ce seigneur pour ne relever que de celle du roi (2). » Ce n'est pas que ces auteurs ignorent la signification large du mot *burgensis regis* dans les documents diplomatiques ; ils savent fort bien que, par exemple, un parisien n'ayant jamais quitté l'enceinte de la capitale est qualifié dans les actes royaux de *burgensis noster parisiensis*, et s'ils restreignent ainsi le sens du

(1) Du Cange-Henschel, *verbo Burgensis* : « Burgensis regis, qui licet in alterius domini jurisdictione maneat, ab illa tamen eximitur, et jurisdictioni regiæ tantum subest, nisi dominus iuribus regiis gaudeat, ut est in consuetudine Trecensi, art. 2 et Senonensi art. 141, 142, 143. »

(2) Bréquigny, *préf.* du t. XII, des *Ordonn. du Louvre*, p. 25 ; — Viollet, *Hist. des Institutions politiques*, t. II, p. 176 ; — Babelon, *Les bourgeois du roi au moyen-âge* (Ecole des chartes, Positions de thèses, 1878), p. 3 ; — Beaune, *La condition des personnes*, p. 143 ; — Luchaire, *Manuel des Instit. franç.*, p. 391, 392. — Brissaud, *Cours d'hist. gén. du Droit français*, p. 748 ; — Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du Droit français*, p. 424. M. Esmein ne parle que de bourgeoisie personnelle en se référant d'ailleurs à l'article 2 de la Coutume de Troyes. Voir aussi sur les bourgeoisies : Droz, *Essai sur l'histoire des bourgeoisies du roi, des seigneurs et des villes*, 1760, et Perreciot, *De l'état civil des personnes...* 1786

mot, c'est qu'ils distinguent précisément deux catégories de bourgeois : d'abord les bourgeois habitant leur ville, ensuite les autres.

Nous n'avons pas à nous occuper des premiers. Leur condition est connue ; sans doute, il manque sur ce sujet une étude spéciale, mais tous les traités d'histoire du droit, de même que les histoires dites générales, sans parler des monographies traitant de telle ville en particulier, contiennent des renseignements sur ce sujet. Il serait inutile de les résumer ici, la condition de cette partie de la population de l'ancienne France n'étant ignorée de personne. Dans la suite de notre exposé, nous ne parlerons que de la deuxième catégorie des bourgeois du roi, que nous demanderons la permission d'appeler « bourgeois forains » chaque fois qu'il nous faudra les distinguer des bourgeois résidents (1).

Avant d'aborder cette étude, il est utile de s'entendre sur la portée du terme bourgeois du roi au sens spécial du mot. La définition traditionnelle manque en effet de précision. Si on prenait à la lettre les expressions employées par Du Cange et les auteurs plus récents, on pourrait croire que tout homme résidant sur la terre d'un seigneur haut

(1) Le mot bourgeois forain peut être lui aussi considéré comme technique. Il est fréquemment employé par les auteurs et présente l'avantage de ne donner lieu à aucune ambiguïté.

justicier et échappant à sa juridiction pour relever de celle du roi soit un bourgeois du roi. Il n'en est rien. Ni les textes, ni les auteurs ne considèrent comme bourgeois du roi les Juifs du roi — *Judeus noster*, des actes royaux — qui, partout où ils se trouvent, sont jugés par le roi ; ni les commerçants étrangers, les Lombards, par exemple, sur lesquels le roi exerce ses pouvoirs de justice, ni d'autres personnes qui, en vertu d'une protection spéciale, seraient soustraites à la justice du seigneur de leur résidence. En parlant d'hommes libres soustraits à la juridiction du seigneur de leur domicile, les auteurs n'ont en vue que deux, parfois même une seule sorte de personnes : 1° des bourgeois originaires d'une ville royale, qui, après l'avoir quittée, se seraient établis sur les terres d'un seigneur autre que le roi, tout en conservant leurs droits dans leur ville d'origine ; 2° des sujets d'un seigneur qui, sans avoir quitté les terres de ce seigneur, seraient devenus, par un procédé qui reste à déterminer, sujets du roi, ses bourgeois.

C'est surtout la seconde catégorie qui a retenu l'attention des historiens. La bourgeoisie du roi ainsi entendue est, de l'avis unanime, une institution particulière, régie par des règles spéciales, et ayant influé sur l'évolution d'autres institutions juridiques de l'ancien droit. Elle serait devenue entre les mains des Capétiens, de Philippe le Hardi à Louis XII une arme redoutable — d'aucuns ajoutent trop brutale —

contre les juridictions locales à la chute desquelles elle aurait contribué (1).

Les auteurs ne précisent pas l'époque où apparaît l'institution ; il n'en est pas moins certain qu'on n'en saurait trouver de traces sous les premiers successeurs d'Hugues Capet. Les rois de France de la nouvelle race étaient trop occupés à affermir leur dynastie ; et, s'ils luttaient contre les vassaux, c'est à la violence pure et simple, aux guerres ou à des confiscations qu'ils avaient recours ; les principes juridiques eussent été une arme insuffisante à cette époque où le droit cède trop souvent le pas à la force. C'est seulement plus tard, quand aux troubles du ^x^e siècle aura succédé un régime mieux pénétré du souci de la légalité, qu'on pourrait surprendre les premières manifestations d'une action administrative de la royauté sur les pouvoirs locaux. En fait, nous ne possédons aucun texte antérieur au règne de Louis VI sur les relations de la royauté et de la population des villes. A partir de ce règne, l'action du pouvoir central sur les classes urbaines devient visible (2). Le roi donne des franchises, crée des villes neuves, élève des bastides, organise, en un mot, la vie municipale. Cependant,

(1) Cf. notamment sur ce point Viollet, *loc. cit.*; -- Mayer, *loc. cit.*, p. 247, « In Frankreich aber spielt noch im 13 und 14. Jahrhundert die Aufnahme in die burgesia regis eine grosse Rolle und dient zur Untergrabung der Provinzialgewalten ».

(2) Cf. Luchaire, *Hist. des inst. monarchiques*, t. II, p. 142 et suiv., notamment p. 144.

nous ne découvrons point à cette époque dans les actes royaux les traces d'une politique dont la bourgeoisie foraine serait le pivot ou, au moins, l'un des instruments. Aucune charte ne suppose le cas des hommes libres, des *burgenses*, quittant une ville royale pour aller s'établir sur les terres d'un seigneur tout en conservant le droit de se prévaloir de la justice du roi. Certes, la clause déclarant que les bourgeois pourront quitter la ville royale quand et comme il leur plaira est fréquente dans les chartes de coutumes ; mais notons que cette clause est toujours accompagnée d'une disposition prévoyant que l'homme du roi vendra sa maison lors de son départ : elle suppose donc une rupture complète du lien de bourgeoisie (1). On doit la considérer comme une faveur qui complète les autres privilèges, mais elle ne constitue assurément pas un moyen de miner la justice des seigneurs ; le roi n'essaie pas par là de peupler les seigneuries de ses hommes libres.

L'examen des autres sources nous confirme dans notre impression. Nous ne faisons aucun fonds sur le silence des sources narratives ; les empiètements du pouvoir royal opérés en vertu de principes juridiques

(1) Nous disons que cette clause est fréquente. Nous la trouvons, en effet, dans la charte de Lorris, si fréquemment concédée à d'autres pays, art. 17 (édit. Prou, *Nouv. rev. hist.*, t. VIII, 1884, p. 451) : « Et eorum quilibet res suas, si vendere voluerit, vendat, et, redditus venditionibus, a villa, si recedere voluerit, liber et quietus recedat, nisi in villa forisfactum fecerit. »

sont des faits qui frappent moins l'imagination des chroniqueurs que les batailles et les pilleries. D'ailleurs, les contemporains n'eussent pu que difficilement découvrir une politique suivie s'il en avait existé une à travers les textes qu'ils utilisaient ; cette politique eût été forcément latente, car aucun texte ancien ne pose le principe de la bourgeoisie personnelle du roi ; or, il faut le recul de l'histoire pour qu'on puisse apercevoir avec netteté une politique suivie mais non avouée ; on ne peut guère retrouver sa trace dans les textes que si l'on connaît son point d'arrivée et ses résultats. De même, nous hésitons à tirer argument de l'absence de chartes privées témoignant de préoccupations dont parlent les auteurs modernes. Le nombre des documents privés publiés est assez restreint si nous en exceptons les cartulaires ou les chartes ecclésiastiques (1). A part les publications relatives à la généalogie de quelques familles et aux layettes du Trésor des Chartes, nous n'avons que bien peu de recueils donnant des séries diplomatiques tant soit peu étendues pour notre époque. Nous n'avons pu naturellement nous livrer à des recherches personnelles dans les documents d'archives qui n'ont pas fait l'objet

(1) On pourra s'en convaincre facilement en remarquant dans la bibliographie des Cartulaires dressée avec tant de soin par M. Stein combien sont relativement rares les éditions de cartulaires laïcs. Quant aux recueils de chartes originales, on sait que leur nombre est des plus restreint.

d'un inventaire analytique. Enfin, en ce qui concerne le silence des documents publics relatifs aux seigneuries ecclésiastiques, on pourrait concevoir que les rois de France eussent suivi à l'égard de ces dernières une politique différente de celle qui aurait réglé leur conduite envers les seigneurs laïcs (1).

Mais si nous renonçons à nous prévaloir du silence des sources narratives et de celui des chartes privées, il nous sera permis d'invoquer le résultat négatif de l'examen des actes des rois du ^{xii}^e et du début du ^{xiii}^e siècle. Nous possédons des catalogues d'actes de Louis VI (2), de Louis VII (3), Philippe-Auguste (4) et Louis VIII (5). Ces recueils sont dressés par des historiens aussi bien informés que scrupuleux ; celui qui concerne Philippe-Auguste est dû au maître incontesté de la science diplomatique. Nous sommes donc assurés d'avoir à notre disposition la presque totalité

(1) Nous disons « on pourrait concevoir » en prévision d'objections possibles. Il convient cependant de remarquer que la différence dont il est parlé au texte serait pour le moins assez surprenante, le pouvoir royal ayant commencé de bonne heure à exercer son influence envahissante sur les seigneuries ecclésiastiques, soit à l'aide de sa garde des églises, soit par des partages qu'il se fait consentir.

(2) Luchaire, *Louis VI le Gros, Annales de sa vie et de son règne*, Paris, 1890.

(3) Luchaire, *Etudes sur les actes de Louis VII*, Paris, 1885.

(4) Léopold Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, Paris, 1836.

(5) Petit-Dutaillis, *Actes de Louis VIII*, à la suite de *Etude sur la vie et le règne de Louis VIII*, Paris, 1894.

des actes conservés. Or, dans cette riche masse de documents nous n'avons pu rien découvrir qui nous eût permis de soupçonner l'existence d'une politique royale exercée au moyen des bourgeoisies foraines : cette institution n'y est même pas mentionnée.

Ce mutisme nous autorise à conclure que, pour notre période, la bourgeoisie foraine n'a exercé aucune influence. Nous permet-il également de dire que cette bourgeoisie n'existait pas ? Il faut convenir que l'absence de renseignements, loin d'être un argument, constitue ici une difficulté : une institution peut exister et même être parfaitement organisée sans qu'elle ait donné lieu à une réglementation générale par voie d'ordonnances. De même le manque d'actes particuliers relatifs à des affaires de bourgeois forains prouve tout au plus que la condition de ceux-ci, s'ils existaient, ne donnait pas lieu à des contestations fréquentes. Une particularité cependant doit retenir notre attention : quand un bourgeois est mentionné dans une charte royale de notre époque, le contexte lui donne uniformément la qualification de *burgensis noster de villa tali*. Nous n'avons pas rencontré d'exemple de qualification ne spécifiant pas l'attache réelle du bourgeois. Cela ne semble-t-il pas indiquer l'inexistence des bourgeois personnels pour notre époque ? En ce qui concerne les bourgeois des villes royales habitant sur les terres d'un seigneur autre que le roi, nous sommes réduits également à de simples suppositions.

Puisqu'ils sont rattachés par définition à une ville royale, et puisque la mention de la résidence ne fait pas partie des titres et des qualifications employés dans les textes diplomatiques, les sources nous laissent ici complètement en défaut. Seuls des actes relatifs à des contestations où la résidence joue un rôle pourraient projeter quelques lumières sur les bourgeois forains de cette catégorie (1). De tels bourgeois existaient-ils à notre époque ? Il serait aussi téméraire de le nier que de l'affirmer. On pourrait toutefois remarquer que la perspective de voir les bourgeois de ses villes s'établir en dehors du domaine ne semble guère avoir tenté le roi. Une clause de coutumes dont nous avons trois exemples spécifie que le bourgeois ne saurait faire un séjour prolongé (*manere*) hors du territoire de la ville qu'autant que les besoins de l'exploitation agricole l'exigeraient. Si l'absence prolongée du bourgeois n'est pas motivée par la nécessité de faire le mars ou l'août, il forfaira sa tenure, et, par voie de conséquences, ajoutons-nous, perdra la qualité de bourgeois de la ville (2). C'est à la même pensée

(1) On sait que les documents judiciaires nous font presque complètement défaut pour notre période.

(2) Charte de Roye de 1183, art. 42 (*Ordonn.*, t. XI, p. 230) : « Burgensis potest sine forisfacto manere extra villam a Purificatione Beate Marie usque ad exitum Aprilis pro suo martio et a festo sancti Joannis Baptiste usque ad festum sancti Martini pro suo augusto. » — Mêmes dispositions dans la charte de Bray de 1210, art. 6 (*Ordonn.*, t. XI, p. 296), et dans la charte de Saint-Quentin de 1295, art. 45 (*Ordonn.*, t. XI, p. 274).

que Louis VII semble avoir obéi lorsqu'en ratifiant l'octroi de la Coutume de Lorris, fait par sa mère, la reine Adèle, aux habitants de Chalou-la-Reine, il mit comme condition à sa ratification que les hommes, serfs ou libres, du domaine royal ne pourraient y être admis : « *Nullatenus liceat Regine in prefata villa Sonchalo retinere liberum, servum vel ancillam, vel hominem aliquem de dominio nostro* (1) ». — *Retinere aliquem* équivaut dans la langue des chartes contemporaines à *recipere aliquem*, recevoir, admettre quelqu'un chez soi, au sens matériel du mot (2). Louis VII ne veut pas que les hommes du domaine y compris les bourgeois, désertent leur tenure. De même que Philippe-Auguste, il tient à ce que ses terres soient bien peuplées.

Voilà tout ce qu'il est permis de dire des bourgeois-

(1) *Ordonn.*, t. VIII, p. 34 (anno 1175-76).

(2) En effet, les chartes qui comme celle de Chalon parlent de *non retinere* supposent que l'homme qu'on n'aura pas le droit de retenir devra quitter la ville. V. par ex. : Charte de Saint-Menge-lès-Châlons de 1231 (Teulet, *Layettes*, t. II, p. 206, col. 1, ligne 11) « Et, s'il avenoit que aucuns hom ou aucune famme de mes viles ou des viles l'abbé et le covant, de mes fiez ou des fiez l'abbé et le covant, ou de mes gardes, venoient pour demorer an la comugne de Saint-Mange, et li hom ou la famme qui i vainroit disoit qu'il ne fust de mes viles ou de mes fiez ou de mes gardes, ou des viles ou des fiez l'abbé et le covant, il seroit esclairci, à ma volenté, des miens, et à la volenté l'abbé et le covant, des suens, dou retenir ou dou refuser. — et, se gie le refusoie ou l'abbés et le covanz, il auroient de nos conduit, il et les leur choses, quinze jorz plenierement ». Cf. encore Teulet, t. II, p. 218, col. 2, l. 8; — p. 229, col. 1, l. 10.

sies foraines à la fin du xii^e et au commencement du xiii^e siècle. Ce manque de renseignements prouve que l'institution que nous étudions devait à peine être en voie de formation à cette époque. Il nous faudra arriver à la moitié du xiii^e siècle pour en constater le développement. C'est donc à partir de cette date seulement que notre étude cessera de ressembler à un procès-verbal de carence pour devenir un exposé de faits précis.

Dans un premier chapitre, nous passerons en revue les documents qui nous mentionnent les bourgeois forains du roi avant l'ordonnance de 1287 sur les bourgeoisies, c'est-à-dire pendant la période où la bourgeoisie foraine n'est pas encore entravée par une réglementation.

Dans un second chapitre, nous verrons comment se comporta la bourgeoisie foraine du roi réglementée par l'ordonnance.

Dans un troisième chapitre enfin, nous retracerons l'histoire de la bourgeoisie foraine de Champagne, qui, de tout temps, a été régie d'une façon particulière, et qui devait subsister jusqu'à la fin de l'ancien régime.

CHAPITRE PREMIER

De 1250 à 1287

Pour la période que nous allons étudier dans ce chapitre, l'existence des bourgeois du roi nous est révélée par les Olim. Nous y voyons des hommes libres, répondant à la formule donnée plus haut, qui sont justiciables du roi, bien que levant et couchant sur le territoire d'un seigneur féodal. Les textes les nomment *burgenses regis*, parfois aussi *advocati regis* (1).

Nous allons rechercher d'abord comment les *burgenses regis* ont acquis cette qualité, et quels droits elle leur confère.

On soutient généralement qu'il existe deux façons de devenir bourgeois du roi, entendons par ce mot bourgeois forain. On aurait pu d'abord se faire inscrire dans une ville royale et y prendre des lettres de bourgeoisie, sans pour cela y résider. Cette formalité aurait suffi pour faire devenir sujet de la ville royale et l'on aurait conservé cette qualité même en transportant sa

(1) V. plus loin, p. 40, n 1

résidence hors du domaine du roi. Nous constaterons que la théorie traditionnelle est justifiée sur ce premier point. Faisons remarquer dès maintenant pour ne plus y revenir que la juridiction du roi sur les bourgeois de cette catégorie n'a rien d'anormal. En effet, ces bourgeois, tout en résidant hors du domaine, restent par définition sujets de la ville royale à laquelle ils sont rattachés. Comme tous les sujets, ils sont justiciés par leur seigneur qui est en l'espèce le roi. Ils peuvent réclamer sa cour, lorsqu'ils sont défendeurs en matière personnelle et mobilière, sauf le cas de flagrant délit, de présent fait (1).

(1) Les historiens du droit n'ont pas à notre sens relevé avec assez de netteté les rapports du lien de sujétion et de la justice. La juridiction ordinaire du seigneur sous qui on couche et lève, la seule qu'on mentionne dans les traités d'institutions du moyen-âge n'est qu'un cas particulier de ce principe général. Quand les coutumiers parlent de la justice sur les levants et couchants, ils ne mentionnent que *quod plerumque fit* ; mais il est aisé de démontrer qu'ils ont conscience du principe auquel nous faisons allusion. Voici comment, nous dit Beaumanoir, un justiciable cité devant un seigneur incompetent doit demander son renvoi : « Sire, je me ferai bons et loiaus et sui près que je m'espurge de ce qu'il me met sus en la court de *mon* seigneur la ou je dois estre justiciés, c'est assavoir du seigneur dessous qui je sui couchans et levans ou du souverain de qui mes sires tient. » (Beaumanoir, *édit. Salmon*, n° 922). Il est bien évident que pour l'auteur des Coutumes de Clermont, le seigneur a justice sur ses levants et couchants parce qu'il est leur « sire ». L'expression « *mon* seigneur » est d'autant plus remarquable qu'il s'agit ici d'une formule ayant un caractère formaliste où tous les mots ont leur valeur. Les textes diplomatiques nous révèlent la même conception. Le fait pour un homme de lever et coucher n'est attributif de juridiction que parce que la résidence incontestée et paisible pendant l'an et jour met le seigneur du lieu en saisine

Mais on s'est fondé aussi sur deux textes, celui de la Coutume de Troyes et celui de la Coutume de Sens (1) où il est question de bourgeois du roi par simple aveu pour soutenir que dans l'ancienne France — sans d'ailleurs spécifier l'époque — on pouvait également devenir bourgeois du roi en faisant l'aveu pur et simple de cette qualité (2).

L'homme libre qui aurait voulu devenir bourgeois du roi n'aurait donc eu qu'à faire un simple aveu sans quitter sa terre d'origine et sans s'agréger à une ville royale. Il aurait acquis par là tous les droits des véritables bourgeois et notamment celui d'être justiciable du roi. Les bourgeois de cette seconde catégorie auraient été les bourgeois du roi par excellence, bour-

irréfragable du droit de sujétion. — V. Charte de Guy de Nevers de 1231, Teulet, Layettes, t. II, p. 212, col. 2, 1, 21 : « Si vero infra annum et diem non fuerit requisitus, dum tamen potuerit rationabiliter requiri, deinceps noster burgensis liber remanebit ». — Il faut conférer ce texte avec Beaumanoir, n° 1432 ; V. aussi Pierre des Fontaines, *édit. Marnier*, p. 10, n° 2 et 3, en tenant compte de la leçon du ms. T donnée en note et en remplaçant au n° 2 par *teue* du ms. H la mauvaise lecture *tenue* de l'éditeur. — Coutumier d'Artois, *édit. Tardif*, tit. I, n° 3.

(1) Ce sont les seuls en effet qui mentionnent cette expression.

(2) Cf. Viollet, *Hist. des Inst. polit.*, t. II, p. 176. « On devenait bourgeois du roi par simple aveu. Un homme libre échappait par ce moyen à la domination du seigneur dans les domaines duquel il habitait. On devenait bourgeois du roi par lettres : la lettre du roi vous faisait bourgeois de telle ville royale sans que vous fussiez astreint à prendre domicile dans cette ville », M. Viollet ne fait ici que reproduire les positions de thèse de M. Babelon. — Cf. aussi Brissaud, *Cours d'hist. génér. du Droit franç.*, t. I, p. 748

geois purement personnels sans aucune attache à un lieu quelconque.

Il nous suffira de transcrire le texte où le mot simple *aveu* nous est expliqué (article 9 de la Coutume de Troyes) pour démontrer la fausseté de cette théorie : « Les bourgeois du roy se peuvent advouer bourgeois du roy par simple *aveu* sans monstrier lettres de bourgeoisie excepté ou conté de Joigny ». Rapprochons cet article de l'article 2 de la même Coutume où il est écrit que « les roturiers libres du Baillage de Troyes sont appelez bourgeois du roy et sont les justiciables ordinairement en tous cas personnels », et nous avons la solution du problème. Le mot *aveu*, dans la Coutume de Troyes, est pris dans le sens de déclaration. Tous les hommes libres du Baillage de Troyes sont bourgeois du roi ; lorsqu'ils veulent réclamer leur privilège de juridiction, il leur suffit d'avouer le roi sans avoir besoin de fournir une autre preuve. Seuls les hommes du conté de Joigny sont dans la nécessité de prouver leur droit de bourgeoisie en montrant des lettres qui les constatent. Le simple *aveu* s'oppose donc à l'*aveu* prouvé par lettres ; il n'y a rien là que de très clair, et nous voyons difficilement comment l'équivoque a pu se produire (1).

(1) Le mot *avouer* a exactement le même sens dans l'art. 127 de la *Coutume de Sens* où nous la trouvons également. Il y est dit que les bourgeois de parcours (sur l'expression *bourgeois de parcours*, cf. nos explications, p. 112, n. 2) « se peuvent advouer bourgeois

La théorie que nous venons d'exposer ne trouve aucun appui dans les seuls textes sur lesquels on prétend l'étayer. En outre elle heurte de front tout ce que nous savons sur le sens du mot *aveu* au Moyen-Age. Qu'est-ce en effet que l'*aveu* ? Beaumanoir (1) et les Etablissements dits de Saint-Louis, pour ne citer que ces deux coutumiers, nous démontrent que s'avouer d'un seigneur ou avouer un seigneur c'est tout simplement déclarer qu'on est l'homme de ce seigneur. Cette déclaration peut être vraie ou fausse. Dans ce second cas, elle pourra donner lieu à un procès : le véritable seigneur de l'homme qui s'est avoué faus-

du roi par simple *aveu* sans montrer par écrit leur bourgeoisie.» Il est à noter que Glossaire de Ragneau-Laurière n'avait pas commis une telle confusion (Cf. p. 373, V^o *Parcours*). « Par le simple *aveu* on ne devenait pas Bourgeois du Roy mais celui qui l'étoit déjà déclinait seulement en deffendant dans les cas personnels non concernans la police, la juridiction du seigneur sous qui il demouroit duquel il auroit été justiciable de plein droit sans cette formalité. Cet *aveu* étoit appelé simple parce qu'il se faisoit sans lettres ».

(1) Beaumanoir, n^o 1418 (*éd. Salmon*) : « Cil ne garde pas bien sa foi vers son seigneur qui désaveue ceux qui doit tenir de li et l'aveue a tenir d'autrui ».... n^o 1419 : « S'il il avient qu'un gentius hons tiegne ou doie tenir un fief de Pierre et il l'aveue a tenir de Jehan ... » n^o 1421 : « J'ai homme de cest fief que vous avés saisi et bien l'aveue a tenir de moi.... », n^o 1423 : « Beaus amis vous voulés avouer de moi a tenir tel fief » ou « vous dites que vous estes mes hons de cors ; or ne vous y avoués pas, car je n'ai droit ou recevoir ». On peut lire tout le chapitre XLV de Beaumanoir et l'on s'apercevra que le seul sens technique du mot *aveu* est celui que nous donnons.

sement, le réclamera et protestera contre la fausse avouerie qui, par rapport à lui, constitue un désaveu. Par l'aveu on ne devient pas l'homme d'un seigneur : on fait seulement constater de qui on est l'homme. L'aveu n'est pas créateur de la sujétion, il suppose que cette sujétion préexiste. Faudrait-il donc penser que, par une surprenante anomalie, on puisse devenir l'homme du Roi par un simple aveu ? Le texte des Etablissements de Saint-Louis démontre précisément le contraire (1). Lorsqu'un homme s'avoue du roi, il doit, comme s'il s'agissait de n'importe quel autre seigneur, apporter la preuve qu'il a le droit de faire un tel aveu. Dans aucun des documents du ^{xiii}^e siècle ni des époques postérieures nous ne trouvons exprimée l'idée qu'on devient bourgeois du roi par le simple aveu de bourgeoisie.

En réalité, les textes de notre période où nous voyons apparaître les *burgenses regis* levant et couchant sur les terres d'un seigneur autre que le roi ne nous apprennent généralement pas comment ces bourgeois sont devenus bourgeois du roi. Nous ne pouvons nous référer pour trancher la question aux textes postérieurs à l'ordonnance de 1287 qui a

(1) V. Beaumanoir, ch. XLV, n° 1427 et suiv. *Etab. de St-Louis*, t. II, p. 432 et suiv. « Et li deffenderes si doit dire en tel manière : « Sire, je sui hom le roi et bien m'i avoe... Et si il puet prover qu'il soit fiz de la franche fame le roi ou de son franc home, il demorra par devers le roi. »

innové en la matière. Nous sommes donc assez mal renseignés. Il n'existe, à notre connaissance, qu'un seul texte où nous voyons créer des bourgeois forains. Des hommes d'Eust, dont parle ce texte, se rendent auprès du châtelain de Conches, ville royale voisine, qui les reçoit comme bourgeois de la ville, et leur donne des lettres de bourgeoisie. Ces bourgeois ne sont astreints à aucune résidence. Il est vrai qu'ils ont été reçus par fraude. Mais on peut conjecturer que, la fraude exceptée, leur situation était régulière, puisque par la suite ils essaient d'exciper de leur qualité de bourgeois pour échapper au seigneur du lieu qu'ils habitent (1). Il nous est donc permis d'affirmer, puisque rien ne contredit ce texte, qu'il ne constitue pas une exception, et qu'au ^{xiii}^e siècle, le bourgeois forain est rattaché à une ville. C'est là un premier point que nous pouvons dès maintenant considérer comme acquis.

Cette affirmation est corroborée par le fait que les règlements sur les bourgeoisies à la fin du ^{xiii}^e siècle ne font même pas allusion à une bourgeoisie purement personnelle. Nous estimons donc que tous les bourgeois forains que nous rencontrons à notre époque sont rattachés à une ville du roi à laquelle ils appartaient eux ou leurs ascendants. On peut fort bien

(1) V. Olim, t. I, p. 102, n° VII et les explications que nous donnons plus loin sur cet arrêt, p. 43.

supposer que des familles de bourgeois s'établissent en dehors de leurs bourgeoisie et là, de père en fils, se réclamaient du roi.

Par sa définition même, le bourgeois forain n'habite pas dans la ville à laquelle il appartient. Est-ce à dire qu'il ne devra jamais faire acte de résidence dans cette ville ? Ici l'on ne peut poser de règles générales et il est vraisemblable que tout dépendait de la Coutume du lieu. Nous savons notamment que pour conserver la bourgeoisie de certaines villes le bourgeois forain était tenu de venir y résider à trois fêtes annuelles. Un arrêt de 1262 consacre le principe pour Château-Landon et admet que les bourgeois qui font bourgeoisie dans cette ville aux trois fêtes sont exempts du tonlieu, à Puisieux en Gâtinais, comme les autres habitants de la ville (1).

Certaines villes avaient dans leur charte un article spécifiant que cette résidence aux fêtes suffirait pour conserver le privilège de la bourgeoisie (2). Elles jouiront de cette faveur même après l'ordonnance de 1287, et nous savons qu'on pouvait régulièrement en devenir bourgeois sans y demeurer.

Quant aux charges qui pèsent sur le bourgeois

(1) Olim, t. I, p. 537, n° VI : « Determinatum est quod illi qui faciunt burgesium apud Castrum Nontonis in tribus festis annalibus non tenentur solvere thenoleum apud Puteolum in Gastinesio. »

(2) V. plus loin, p. 94 n. 1.

forain, rien ne nous démontre qu'il eût à payer une taxe spéciale comme on l'a soutenu (1). Les comptes de villes qui nous sont conservés pour cette époque ne font pas mention d'une semblable redevance. Il est donc vraisemblable de supposer que le prévôt levait sur les bourgeois forains les mêmes impôts que sur les bourgeois résidants : taille ou abonnement. Ils devaient payer au roi, de même que les autres, la *burgesia*. On peut tirer argument en ce sens du fait que les bourgeois forains d'une commune doivent payer exactement ce que paient les bourgeois résidants. Nous sommes renseignés sur ce point par des textes précis et qui ne laissent aucun doute (2).

Le bourgeois qui fait de « bourgeoisie son devoir » peut se réclamer du roi comme il lui plaît sur la terre d'un seigneur, d'après les règles générales dont nous avons parlé plus haut, c'est-à-dire qu'il est son justiciable en matière personnelle lorsqu'il est défendeur (3), sauf le cas de flagrant délit.

Par application du principe bien connu : l'aveu

(1) Cf. Bréquigny, *Ord.*, t. XII, p. 22 et Viollet, *Hist. des institutions polit. et administ. de la France*, t. II, p. 177.

(2) Cf. Pour Compiègne et Corbie, Olim, t. I, p. 506, n° V, A° 1261 et p. 618, n° XI, A° 1266 ; — Labande, *Hist. de Beauvais et de ses inst. communales jusqu'au commencement du xv^e siècle*. Paris, in-8°, 1892, p. 105, qui cite un arrêt du 2 juin 1380 (Archives communales de Beauvais, AA. 1, fol. 231), condamnant un bourgeois forain de Beauvais à payer la taille de la Commune.

(3) Cf. par exemple, Olim, t. I, p. 823, n° XIX.

emporte l'homme, le bourgeois, dès qu'il avait excipé de son privilège, était remis aux agents royaux, et c'était devant ces agents que le seigneur du lieu d'origine devait, s'il le voulait, lui contester sa qualité. N'est-il pas arrivé parfois que l'homme d'un seigneur, même en s'avouant faussement du roi, fût traité comme véritable bourgeois ? Il suffisait en effet que le seigneur n'apportât point la preuve de son droit pour que le justiciable avoué du roi restât dans la saisine que lui avait conférée son aveu, et comme c'étaient précisément les juges royaux qui avaient à prononcer sur le point de savoir si la preuve apportée était suffisante, il y a lieu de penser que, dans bien des cas, ils auraient pu garder par devers eux la connaissance de procès qu'ils auraient dû régulièrement renvoyer à une autre cour. Nous ne trouvons naturellement aucun exemple de ce fait dans les documents judiciaires que nous possédons. C'est qu'en effet il est impossible de savoir, lorsqu'il ne reste d'un procès que la sentence, si les juges qui l'ont rendue ont agi d'après les seules règles de la justice. Cependant il y a lieu de supposer que les arrêts de ce genre ont dû être rares : les seigneurs ne se plaignent jamais d'une telle usurpation ; or les échos de ces plaintes, si elles avaient existé, nous seraient vraisemblablement parvenus et l'on en trouverait des traces au moins dans les contestations que relatent les Olim.

Une autre prérogative judiciaire du bourgeois forain consistait en ce qu'il était par le fait de sa bourgeoisie

en garde du roi. Dès que cette garde était enfreinte, le roi intervenait et punissait les délinquants (1). C'est ainsi que deux bourgeois du roi ayant été mis à mort dans la prison de l'évêque de Châlons par des officiers de ce seigneur, le roi réclama qu'on lui livrât ces officiers pour en faire justice (2). De même le comte de Joigny ayant pris sur sa terre un bourgeois du roi « en présent meffait », prétendait-il, avait refusé de le rendre au sergent qui voulait s'en saisir afin que la question de renvoi fût traitée devant les juges royaux comme

(1) Les exemples que nous citons ne spécifient pas expressément qu'il s'agit de bourgeois forains, on peut cependant le conjecturer, puisqu'ils parlent de bourgeois du roi pris sur la terre d'un seigneur. En tout cas, c'est surtout au forain que la garde du roi était utile pour le protéger contre les vexations du seigneur du lieu qu'il habitait.

(2) Olim, t. I, p. 665, n° II. Parlement de Pentecôte, 1267 : « Cum, in causa multri duorum hominum, detentorum in prisione episcopi Kathalanensis, quod imponebatur cuidam militi ballivo ipsius episcopi, et duobus prepositis ipsius episcopi ; uni videlicet laico et alteri qui se dicebat clericum, et ostendebat clericalem tonsuram, licet a parte que eum accusabat uxoratus et bigamus diceretur, quam tamen bigamiam ipse negabat, dictus episcopus curiam suam peteret de eisdem, et ipsi similiter reditum peterent ad curiam ipsius episcopi, parte adversa dicente in contrarium quod curiam non debebat habere super hoc, cum homines multriti essent burgenses regis, et ab ipso episcopo assecurati, cum eciam factum istud eum tangeret in magna parte, in cujus prisione taliter multriti fuerant et de eodem eciam facto in hac curia in placitum teneretur : tandem hiis et aliis propositis plenius intellectis iudicatum fuit quod de ballivo et preposito laico curiam suam non haberet in hoc casu episcopus memoratus ; de alio vero preposito, quia clericum se ostendebat, et de bigamia sibi imposita non erat certum, reddita fuit ei curia, quousque de bigamia certum esset. »

il convenait. Or il advint que le bourgeois mourut dans la prison du comte. Pour punir celui-ci Louis IX le fit enfermer au Châtelet de Paris (1).

(1) Le fait nous est rapporté par le confesseur de la reine Marguerite. « Comme li conte de Jooigni eüst pris pieça en sa terre un borgois le roy, liquel borjois avoit fet, si comme l'en disoit, un grief meffet en la terre du dit conte, et en fesant le meffet, li bourjois fu pris, si comme li contes disoit, la quele chose toutevoies li bourjois nioit, nonpourquant li contes mist le bourjois en prison. Dont li serganz le roi de la vile dont li bourgeois estoit requist au conte ce bourgeois a avoir, comme ainsi fust que par la coastume du pais, que li bourgeois nioit que il n'estoit pas pris eu meffet, la justice le roi le devoit connoistre de tel fet en tele manière que, se la justice le roy trouvoit que il eust esté pris eu fet, qüe il soit renvoïé a jugier par le seigneur en qui terroier l'en a conneu que il ait fet le meffet, ou se ce non, la justice le roy le doit jugier. Mes li contes ne volt pas rendre le bourgeois au sergant le roi, que, selon ladite coustume, la justice le roy conneust se il avoit esté pris el meffet. Or avoit ainsi que li bourgeois fut morz en la chartre de devant dit conte; pour la quelle chose li benoiez rois apela le conte en sa presence. Et quand li quens fu venu devant lui en un plein parlement, li benoiez rois commanda que il fust pris par ses serganz en la presence de touz, et que l'en le menast en prison el Chastelet de Paris, et fust ilec tenu. Car li contes confessa toutes les choses desus dites devant le benoiet roi. » (*Vie de Saint Louis par Guillaume de Saint-Pathus*, édit. Delaborde, p. 148).

On a vu également un cas d'intervention du roi dans un arrêt de l'an 1260, (n. st.) (Olim, t. I, p. 465, n° IX) ; Cf. Beugnot, Olim, t. I, p. 1028, note 20 et Luchaire, *Manuel des institutions françaises*, Paris, 1892, p. 392, n. 1. — C'est là une simple erreur due à l'éditeur des Olim qui a intercalé dans le texte le mot *homini*. Cette erreur a été relevée par M. Tanon (*Hist. des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris*, 1883, p. 22), nous ne saurions mieux faire que citer le passage de cet auteur : « Il est « dit en substance dans cet arrêt que les chanoines de Soissons « firent donner dans leur cour les « coups du roi » (sur les « coups « du roi » voir le même auteur, même ouvrage, même page) (*fecerunt « dari ictus regis in curia sua*) et qu'ils en eurent une amende de

C'est devant l'officier royal de sa ville que le bourgeois répondra lorsqu'il sera cité en justice, c'est-à-dire devant le prévôt ou son délégué comme cela résulte de tous les arrêts que nous verrons plus loin. Si les bourgeois forains sont assez nombreux, il peut se faire que le prévôt délègue un juge spécial qui résidera sur la terre des seigneurs où se trouvent les bourgeois et leur rendra la justice. Nous trouvons notamment déjà pour notre époque de tels juges installés en Champagne. Les maîtres des Grands Jours de Troyes dans leur session de la Nativité de la Vierge, en l'an 1287, ordonnèrent « que pour le bien de la province, les Baillis de Champagne et de Brie mettroient chacun, dans tous les lieux de sa Baillie où il devrait être établi des Maires, un Prud'homme pour garder et maintenir la mairie établie d'ancienneté dans ce lieu ; qu'il ne resteroit dans ces mairies aucun autre officier et que le maire qui y seroit établi ne pourroit se mêler

« 50 livres qu'ils durent restituer. M. Beugnot fait exprimer par
« ce document à l'aide d'une interpolation que les chanoines firent
« donner des coups à un homme du roi *fecerunt dari ictus [homini]*
« *regis*. Cette interpolation est un véritable contre-sens. Du Cange
« rapporte précisément ce passage dans son Glossaire sans aucune
« addition pour fournir un exemple du vocable *ictus regis*. Le sens
« de l'arrêt est d'ailleurs parfaitement clair : les chanoines avaient
« fait donner les coups du roi dans leur cour et ils avaient perçu
« l'amende qui leur était due par suite de la cessation du combat.
« Mais ils furent condamnés à restituer cette amende parce que
« leurs droits de justice étaient alors litigieux et qu'ils n'étaient
« pas autorisés à tenir un duel dans leur cour avant le règlement
« du litige non plus qu'à y faire aucun exploit de justice. »

d'autre chose que des affaires qui toucheroient la mairie, pour rendre raison desquelles il seroit tenu de se trouver aux Assises du Bailli du lieu » (1).

Il nous reste à dire comment on cesse d'être bourgeois forain.

De ce que nous avons établi dans les explications qui précèdent, on peut conclure que le bourgeois forain et le bourgeois résidant ont une situation identique en droit. Le bourgeois forain perdra donc sa qualité pour les mêmes causes qui le feraient perdre au bourgeois résidant. On cessera notamment de le considérer comme bourgeois s'il ne remplit pas ses devoirs de bourgeoisie, s'il ne paie pas les taxes qui lui sont imposées et si, dans les villes où il est tenu de le faire, il ne vient pas résider aux grandes fêtes. Il

(1) Brussel, *Usage des fiefs*, I, p. 242. Ces maires semblent bien être les prédécesseurs des maires royaux, juges ordinaires des bourgeois du roi, que nous trouvons en Champagne au temps des coutumes rédigées. — Voici le texte de l'arrêt des Grands Jours : « Injunctum est per Curia Campaniae concilium quod Baillivi terrae Campaniae Briæque comitatus ob utilitatem Provinciae ad loca in quibus debent constitui Majores, ponent quilibet eorumdem in Baillivia sua unum probum hominem ad observandum ibidem Majoriam constitutam nullis autem aliis Servientibus in dictis Majoriis remantibus; nec alio servitio uti poterit Major constitutus, præterquam de negotiis dictam Majoriam tangentibus, de quibus Major ibit ad Assisias Baillivi loci de factis suis responsurus ». *Registre des Grands Jours de Troyes*, t. 66, V°. On sait que ce registre a été détruit dans l'incendie de la Chambre des Comptes, en 1737 (Beugnot, *Olim*, t. II, Préface). Certains des arrêts de ce recueil avaient heureusement été recopiés par Brussel qui les a publiés dans son *Nouvel examen de l'usage des fiefs*.

peut d'ailleurs renoncer à sa bourgeoisie comme il lui plaît, puisqu'il est libre, et s'agréger à tel seigneur qu'il lui convient. Remarquons même que pour le faire il n'aura qu'à ne pas exciper de son privilège lors d'une semonce en justice : au bout de l'an et jour, il sera ainsi devenu l'homme du seigneur chez qui il lève et couche, et son justiciable.

Tels sont les droits particuliers du bourgeois forain dans l'ordre judiciaire. Nous n'avons pas à étudier les autres droits. Ils sont communs à lui et aux bourgeois résidant, comme nous l'avons dit ; ils varient de ville en ville et, pour les bien connaître, il faudrait écrire une monographie de chaque bourgeoisie royale.

Nous avons vu que les auteurs s'accordaient pour admettre que la bourgeoisie foraine du roi avait eu une portée politique. Le roi se serait servi de ses bourgeois forains pour miner les justices féodales, la bourgeoisie foraine aurait été entre les mains des Capétiens un puissant instrument pour la reconstitution de la majesté royale (1).

Nous allons rechercher si, pour notre période, nous trouvons des documents qui confirment cette thèse. Il

(1) Cf. Bréquigny, *Ordonn.*, t. XII, préface ; — Perreciot, *De l'état civil des personnes et de la condition des terres*, 1786, p. 486 ; — Viollet, *Institutions*, t. II, p. 176 ; — Mayer, *Deutsche und französische Verfassungsgeschichte*, t. II, p. 204.

est en effet bien certain que, si le roi utilisa de cette façon la bourgeoisie, nous devrions trouver de nombreux renseignements sur la matière. Or, dans les Olim ou ailleurs, rien n'indique une préoccupation systématique du pouvoir royal.

A notre connaissance un seul document pourrait en apparence être interprété dans ce sens. Il s'agit d'un procès entre le couvent de Saint-Sauve et le maire de Montreuil (1). Certains bourgeois de la commune de Montreuil habitent hors du territoire de la ville. Le maire les justicie puisqu'ils sont ses bourgeois. Or en l'an 1257 les moines de Saint-Sauve intentent un procès à la commune et protestent contre la juridiction qu'elle prétend exercer au-delà de son enceinte. L'abbé soutient qu'il a toute justice à Ecuire, Beaumerie et Campigneulles, lieux situés non loin de Montreuil, et il se plaint de ce que la mairie de Montreuil justicie les manants de ces villages. Le maire répond par un premier argument : les hommes dont il s'agit sont, il est vrai, censitaires de l'abbé, mais ils sont en même temps bourgeois du roi à Montreuil et font partie de la commune. Ils sont, dit-il, justiciables de nous : « *ratione cujus burgessie et communie, ipsos homines justiciant et justiciare consueverunt.* » C'est donc au nom du droit du roi sur ses hommes que

(1) Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais). La commune de Montreuil avait été fondée par Philippe-Auguste en 1188 ; Cf. *Ordon.*, t. XI, p. 252.

réclame la municipalité de Montreuil. Le maire invoque en outre un second argument : les moines de Montreuil ont reçu les lieux dont il s'agit en donation du comte de Ponthieu : le comte n'a pu naturellement leur donner que les droits qu'il possédait lui-même. Or, dit le maire, au temps de ce comte et dès le temps de Philippe-Auguste, les autorités municipales de Montreuil étaient en saisine de justicier tous les levants et couchants de leur banlieue, même sur les terres du comte. Elles taillent les hommes qui habitent ces terres, les mènent à l'ost et à la chevauchée, comme les autres bourgeois de Montreuil (1). Ne faudrait-il pas conclure de là que le

(1) Olim, t. I, p. 21, n° XX, A° 1257. Parlement de la Nativité de la Vierge. « Cum questio verteretur inter abbatem et conventum sancti Salvii de Monsterolio, ex una parte, et majorem et juratos ejusdem loci, ex altera, super eo quod ipsi abbas et conventus dicebant quod cum ipsi habebant, ratione ecclesie sue, omnem justiciam altam et bassam apud Escuir et Biaumeri et Campignoles, dicti major et jurati, contra justiciam, homines in ipsis villis manentes justiciare nituntur, utpote de releveiis, corveiis terragiis, falcillagiis, forisfactis, excadenciis et aliis plurimis casibus in prejudicium et gravamen ecclesie sue; adque dicti major et jurati respondebant quod, licet homines dictarum villarum sint censuarii ipsorum abbatis et conventus, tamen ipsi homines sunt burgenses domini regis et de communia sua, ratione cujus burgessie et communie, ipsos homines justiciant et justiciari consueverunt a tempore regis Philippi usque nunc, ut dicebant; et maxime cum ipsi abbas et conventus, id quod habent in ipsis villis, habeant ex dono comitis Pontivi, et ipse comes id solum dederit eisdem quod ibidem habebat, Dicunt major et jurati quod in ipsis locis justiciam habent, cum in rebus que dictus comes sibi retinuit in banleuca, habeant et habere consueverint judicium, quare in dictis locis id petunt habere. Item dicebant major et jurati quod homines ipsarum villarum consue-

maire aurait usurpé la haute justice de l'abbé au moyen des bourgeois habitant hors la ville ? Voici comment on pourrait supposer que les choses se fussent passées : Au nom de sa justice sur les bourgeois, la municipalité de Montreuil justicie les forains qui habitent chez les justiciers environnants. Peu à peu il se trouve que la majorité des couchants et levants de ces seigneurs est constituée par des bourgeois de Montreuil : une confusion s'établit entre les hommes de la commune et le petit nombre d'hommes appartenant aux hauts justiciers, et le maire de Montreuil prend l'habitude de considérer indistinctement les uns et les autres comme ses bourgeois : il les soumet à sa justice et à son impôt et, la saisine aidant, l'usurpation s'accomplit.

Une telle interprétation serait à la rigueur possible si nous n'avions pour résoudre la question que le seul arrêt de 1257. Mais les Olim nous ont conservé un arrêt de l'année suivante rendu entre le maire et les jurés de Montreuil et Jean de Contes, chevalier, habitant Campigneulles, — précisément un des lieux où l'abbé de Saint-Sauve prétendait avoir la justice — qui nous oblige à une interprétation différente (1).

verunt, a tempore regis Philippi usque nunc, justiciare, talliare et ipsos in cavalcata et in exercitum ducere sicut et burgenses Monterolii : Abbas et conventus nichil probant ; major et jurati optime probant ; remaneant ipsi major et jurati in saisina sua. »

(1) Olim, I, p. 31, n° XVI, anno 1258 (n. st.) Parlement de la Chandeleur.

« Conquerebatur dominus Jacobus de Contes, miles, quod Major

Le maire de Montreuil est accusé devant le Parlement d'être entré avec effraction dans la maison de Jean de Contes. La Cour le relâche de l'accusation car, dit-elle, Campigneulles est dans la banlieue de Montreuil, et le maire y a la justice. Dès lors l'argument que l'on aurait pu être tenté de tirer du premier arrêt est anéanti. En effet, ce n'est pas seulement au nom de ses bourgeois que le maire réclamait justice dans sa banlieue, le moyen par lequel il se prétendait en saisine de la justice n'était pas subsidiaire : il soutenait ses prétentions à la fois *ratione personarum* et *ratione loci* (1). La sentence de 1258 serait plutôt une présomption en faveur de la thèse qui attribue au droit de justice du maire sur un territoire et non sur des personnes le gain de son premier procès.

Nous ne trouvons donc aucun exemple démontrant

et jurati Montserolii domum suam de Campignoles, per violenciam et outragium suum, fregerant et eidem dampna multa intulerant, que sibi petebat restitui et emendari. Major vero et jurati dicebant quod hec que ipsi Jacobo fecerant in domo predicta, fecerant utendo jure suo, et quod dicta domus ipsius Jacobi et res in eadem existentes sunt in eorum banleuca, et debent per eos justiciari, quando casus accidit de quo justicia fieri debeat, et quod usi sunt de eorum justicia a longo tempore usque ad illos terminos et ultra, prout eorum banleuca se comportat, prefato Jacobo hoc negante : Per inquestam inde factam, probatum est sufficienter quod domus, de qua agitur, est in banleuca majoris et juratorum Monsterolii, et quod ipsi habent justitiam per totam banleucam suam, et quod ea justitia satis usi sunt ; et absoluti fuerunt major et jurati ab hujusmodi in petitione dicti Jacobi. »

(1) Peut-être invoquait-il d'autres moyens. Il n'y a rien à conclure du fait que l'arrêt a relevé seulement deux d'entre eux.

d'une façon péremptoire que le roi se soit servi de ses bourgeois forains pour empiéter sur les juridictions seigneuriales. Nous avons même lieu de croire qu'il n'avait aucune prétention de garder ses droits de justice sur les hommes quels qu'ils fussent qui quittaient ses domaines. Nulle part ce principe n'est affirmé. Dans les chartes où il confère des libertés aux villes, le roi ne spécifie jamais que les hommes qui partiront de la ville resteront soumis néanmoins à la justice royale (1).

Enfin les agents royaux semblent si peu se préoccuper de conserver la justice sur les hommes forains du roi qu'ils en laissent périmer la saisine. Ce fait nous est prouvé par une enquête de l'an 1265 (2). Des hôtes

(1) Ni dans la charte de Lorris ni dans quelque autre nous n'avons relevé cette idée. Le roi laisse partir ses hommes comme il leur plaît, tout au plus leur assure-t-il sa protection pendant le voyage. Charte de Sceaux en Gâtinais. V. *Ordon.*, t. XI, p. 199.

(2) Olim, t. I, p. 215, n° IX, anno 1265. Parlement de la Toussaint.

« Inquesta facta, de mandato domini regis, per cantorem Meledunensem et Petrum de Autolio, militem, ballivum Stampensem, ad sciendum utrum domini de Fericiaco usi sunt justiciare, de factis corporum, mobilibus et catallis, hospites eorumdem dominorum, qui sunt advocati domini regis, et utrum usi sunt justiciare ipsos advocacione durante, et a quo tempore cepit dominus rex habere advocatos in dicta villa, et qualiter advocati regis, in villis vicinis, consueverunt justiciari de facto corporum, mobilibus et catallis, utrum per dominum regem, post advocacionem et advocacione durante, an per dominos suos earumdem villarum : nichil probatum est pro dominis de Fericiaco propter quod dominus rex, cujus probatus est usus, debeat poni extra saisinam justiciandi advocatos suos de Fericiaco ; et propter hoc remaneat dominus rex in saisina sua, quantum ad advocatos suos de Fericiaco. »

Nous traduisons le mot *advocati regis* par bourgeois du roi. Un

de Féricy se sont avoués bourgeois du roi et réclament la compétence des juges royaux pour les procès tenant aux causes personnelles et mobilières. Le Parlement ordonne au chantre de Melun et au Bailli d'Etampes de faire une enquête où l'on recherchera si le roi est en saisine de juger les hommes qui s'avouent de lui sur la terre de Féricy et depuis quand le roi a des avoués sur cette terre. Remarquons que Féricy est à proximité de Paris (1), dans une région où l'influence royale devait se faire sentir plus que partout ailleurs ; or l'enquête pose la question de savoir si, dans les pays environnants, le roi est toujours en saisine de justicier ses bourgeois. Cela nous prouve péremptoirement que si dans certains pays le roi a conservé la justice sur ses bourgeois forains, il en est d'autres au contraire où il les laissa justicier par les seigneurs. De là à prétendre que systématiquement le roi entretient des bourgeois sur les terres d'autrui pour miner la justice féodale, il y a un abîme.

S'il laisse parfois périmer les droits qu'il avait sur ses bourgeois dans certains lieux, le roi ne se soucie pas non plus de s'en créer là où il pouvait logiquement le faire sur ses hommes libres ou non habitant hors de son domaine. Ainsi des serfs du roi levant et couchant sur les terres du prieur de Monceaux ont été affran-

texte que nous rencontrerons plus loin (p. 40) justifie cette traduction.

(1) Féricy, S.-et-M., arr. de Melun, canton du Châtelet.

chis. Il semblerait tout naturel que le roi se fût réservé le droit de les justicier. Il n'y aurait là qu'une rigoureuse application des principes sur le droit qu'à un seigneur de justicier ses sujets : et c'est précisément ce que soutient le prévôt de Senlis dans un procès intenté par lui contre le prieur. Mais, dans la terre de Monceaux, si le roi est en saisine de justicier ses hommes serfs il n'en est pas de même pour les hommes libres : c'est ce que répond le prieur au prévôt, et le Parlement décide que les prétentions du prieur sont justifiées (1).

Qu'on n'aille pas croire d'ailleurs que cet arrêt fasse allusion à un principe général en ce qui concerne la justice du roi sur ses serfs forains : il ne s'agit ici que d'une exception locale. Un autre texte nous apprend en effet que les serfs du roi sont ordinairement soumis

(1) Olim, t. I, p. 567, n° IV, anno 1264 (n. st.), Parlement de la Chandeleur.

« Prepositus Silvanectensis petebat pro domino rege, justiciam hominum de Moncellis, dicens quod dominus rex erat in saysina justiciandi eos de facto corporum suorum Prior vero de Moncellis e contrario dicebat quod ad ipsum pertinebat hec justicia, cum ipsi homines cubantes et levantes sint in dominio et districtu ipsius, et bene cognoscebat idem prior quod dominus rex fuit in saysina hujusmodi justicie, quamdiu fuerunt homines de corpore domini regis, racione servitutis, set, cum modo facti sint liberi, ad ipsum debet pertinere de jure, ut dicit, hec justicia, sicut de aliis liberis hospitibus suis: quia ipsi hospites prioris facti sunt liberi, et dominus rex habebat justiciam super eos, racione servitutis tantum, determinatum est quod hec justicia pertinet ad ipsum priorem sicut de aliis hospitibus suis. »

à la justice des seigneurs sur la terre desquels ils habitent sans cesser pour cela d'appartenir au roi. Le roi ne cherche donc pas plus à conserver ses droits de justice sur ses serfs forains que sur ses hommes libres (1).

Il est si peu jaloux de l'immunité de ses bourgeois forains qu'il les oblige parfois à contribuer à des charges locales du lieu de leur résidence : Saint Louis oblige ses bourgeois habitant à Auxerre à contribuer à la réfection d'un pont (2). Philippe le Hardi ordonne,

(1) Olim, t. I, p. 842, n° XI, anno 1271. Parlement de la Chandeleur. « Quidam miles de baillivia Silvanectensi manumiserat quemdam servum suum, quem una cum aliis in feodum a domino rege tenebat. Idem manumissus trantulit se apud Ve, in terra Manaseri de Ve militis. Ballivo itaque volente ipsum manumissum habere ad opus regis, dicens quod, cum sine domini regis assensu manumissus fuisset tanquam servus suus secundum terre consuetudinem, sibi remanere debebat, dictus Manaserus se opposuit, asserens quod cum rex Philippus dedisset predecessori suo villam de Ve et quicquid ibi habebat, dictus baillivus hominem ipsum petere non poterat, vel habere : Demum auditis hinc inde propositis, et visa carta ipsius Manaseri, pronuntiatum fuit quod, nonobstantibus propositis ab eodem, dictus homo domino regi remanere debebat : quandiu tamen in villa ipsa morabitur, justiciabitur per ipsum Manaserum, sicut consueverunt justiciari alii servi domini regis per dominos in quorum terris morantur. »

Cet arrêt consacre le principe bien connu que lorsqu'un serf a été affranchi par un seigneur sans le consentement du suzerain il devient simplement serf de ce suzerain.

(2) Anno 1226, 26 juillet : « Ludovicus Dei gratia Francorum rex : universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Placet nobis et volumus quod burgenses nostri parisienses et alii burgenses nostri pro terris et vineis quas habent apud Autissiodorum contribuant ad fabricam pontis ejusdem ville quamdiu nostre placuerit voluntati, sicut burgenses Autissiodorenses et ceteri homines

par l'organe de son Parlement, que ses bourgeois forains résidant à Provins paient leur part d'une amende collective due par la ville (1). Il eût été cependant facile à la royauté de maintenir ses droits de justice sur ses bourgeois du dehors. Le souverain a en effet des agents sur les terres des seigneurs, soit pour juger les cas royaux, soit pour connaître des infractions aux sauvegardes royales. Ces agents, s'ils en avaient eu la mission, n'auraient pas manqué de faire prévaloir les droits du roi sur les hommes qui avaient quitté le domaine royal. Nulle part dans le texte nous ne les voyons agir de la sorte. Le bourgeois forain est une exception qui s'explique, non par des motifs politiques, mais par des raisons purement locales, qui veulent qu'ici plutôt que là, le roi ait conservé ses droits, notamment par le zèle d'officiers royaux tenant leurs charges à ferme et désireux d'augmenter leurs émoluments. D'ailleurs dès que les officiers opérant sur les terres des seigneurs abusent de leur pouvoir, le roi leur ordonne de se retirer. Les plaintes des seigneurs se font souvent entendre mais elles ne

*ecclesiarum dicti loci pro vineis et terris suis quas habent ibidem contribuunt ad fabricam antedictam. Actum apud Riganam (Regennes) juxta Espogni Dominica in festo Beati Jacobi apostoli anno domini M°. CC°. sexagesimo sexto (ex cartul. urbis Autiss., fol. 40).» Edit. Lebeuf, *Mémoires sur l'Hist. d'Auxerre*, preuves n° 206.*

(1) Olim, t. II, p. 198, n° VII, anno 1282, Parlement de Pentecôte. « Dictum fuit per arrestum quod, in collecta Pruvini, pro enormi facto de Guilelmo Penthecoste, homines de Fare-Monasterio et aliarum ecclesiarum, burgenses nostri et monetarii cubantes et levantes

spécifient pas précisément qu'il s'agisse de bourgeois forains : elles peuvent être tout aussi bien justifiées par les modes classiques d'empiètement des officiers royaux : la prévention, la sauvegarde, et le scel royal (1).

Que les bourgeois forains aient été rares ou nombreux pendant notre période, nous ne pouvons l'établir ; tout ce que nous savons c'est que leur existence ne semble pas encore avoir donné lieu à des plaintes spéciales de la part des seigneurs, c'est plus tard seulement que nous aurons à noter l'écho de semblables doléances. Cela n'exclut d'ailleurs pas les cas isolés où des abus pouvaient se produire, et nous verrons dans un instant que ces abus ont en effet existé.

Cependant on comprendra aisément que les seigneurs aient essayé de soumettre à leur justice les bourgeois forains du roi comme y étaient soumis leurs autres levants et couchants : pour y parvenir ils tâcheront de faire leur homme du bourgeois forain. Il suffit pour

Pruvini, tempore perpetrati delicti, communiter contribuent, sicut alii homines dicte ville. »

(1) Nous donnons à titre d'exemple simplement les références suivantes : *Olim*, t. I, p. 474, n° I, anno 1260. *Parlement de la Nativité de la Vierge*.

« *Quia datum fuit domino regi intelligi quod baillivi sui habebant et tenebant servientes suos residentes il villis prelatorum, baronum, militum et aliorum, qui tenent domino rege, in quibus villis dominus rex non habet nisi feodum et ressortum ; ex quo plurimi conqueruntur : Dominus rex precepit baillivis suis quod tales servientes ab hujusmodi villis penitus amoverint, nec eos de cetero ponerent sine sua licentia speciali.* » *Ordon.*, t. II. p. 125 (18, 19), p. 457 (25), p. 458 (26).

cela que celui-ci ait vécu an et jour sur leur terre sans s'être réclamé de la justice royale et en acceptant d'être traité comme les autres hommes du pays. Les seigneurs pourront ainsi prétendre qu'ils sont en saisine de justicier les hommes du roi levants et couchants sur leurs terres. Il ne leur arrivera pas toujours de prouver leur prétention ; le roi restera dans ce cas en saisine de la justice sur ses hommes (1) ; mais il y a lieu de penser qu'ils réussissaient assez souvent. Parfois, ils se contenteront d'un gain plus minime ; ne pouvant acquérir le droit de justicier le bourgeois, ils obtiendront du moins celui de le soumettre à certains services. Nous avons de ce fait un excellent exemple de l'année 1271 (2) ; nous voyons

(1) Olim, t. I. p. 160, n° IV, anno 1262, Parlement de la Toussaint. « Testes recepti sunt per Johannem de Trecis, archidiaconum Bajocensem, et magistrum Philippum de Caturco, super eo quod decanus et capitulum Senonses intendebant probare quod, tempore istius domini regis Francie qui nunc est, usi fuerint justiciare homines dicti domini regis, cubantes et enfantes in villis ipsorum decani et capituli de Souciaco et de Verone ; quod homines dicti domini regis, ad citationes dicti capituli sive mandati ipsius capituli, veniebant, et respondebant coram ipsis et per eodem se justiciabant agendo et defendendo de injuriis debitis et rebus aliis : Nichil probatum est pro decano et capitulo Senonsibus quare dominus rex debeat amittere saisinam suam super justicia hominum suorum morancium in dictis villis de Souciaco et de Verone, remaneat dominus rex in saisina sua. »

(2) Olim, t. I, p. 387, n° VIII, anno 1271, Parlement de la Toussaint. « Dicebat dominus Reginaldus de Insula, dominus de Firmitate Naberti contra Benedictum Auble, Ligerium de Braio, Renaudum de Braio, et Guillelmum de Braio, quod est in saisina quod dictus

le Parlement contraindre des bourgeois du roi à pres-ter le service des armes au seigneur de l'Ile sur la terre de qui ils habitent. Cette affaire mérite notre attention à un autre point de vue ; elle a donné lieu à un autre arrêt qui nous permet de constater comment fonctionnait l'*advocatio* du bourgeois royal sur la terre d'un seigneur. Le bourgeois est un homme libre : il a donc le droit d'accepter la juridiction de qui il lui plaît. Lorsqu'il y trouvera son intérêt, il excipera de son privilège ; dans le cas contraire, il se laissera justicier par le seigneur chez qui il demeure. C'est ce qui se passe en Sologne sur les terres de ce seigneur de l'Ile. Les bourgeois du roi qui y habitent tantôt avouent le roi, et tant qu'ils l'avouent (*advocatione durante*) sont jugés par les officiers royaux, tantôt au contraire

Benedictus et tres alii, et alii homines advocati regis, tenentes a dicto domino terras vel domos ad censum, vel certum forum, cubantes et levantes in dominio et castellania dicti domini Firmitatis, citati per dictum dominum, vel per ejus servientes, tenentur ire, cum armis que villanus portare debet, ad castellum et castellaniam dicti domini, pro ipso adjuvando ad custodiendum de forcia quod dicti Benedictus, Ligerius, Renaudus et Guillelmus negaverunt, dicentes quod ipsi et alii advocati domini regis ad talia non tenentur : Tandem, receptis testibus dicti domini ad usum suum probandum, et attestacionibus diligenter visis, auditis eciam que partes proponere voluerunt, quia inventum est probatum quod ipsi advocati citati venerunt, necnon et quod ipsi quator duella in curia dicti domini facienda custodierunt, et quod ipse dominus est in hujusmodi saisina, pronuntiatum fuit, contra dictos Benedictum, Ligerium, Renaudum et Guillelmum, quod dictus dominus remaneat in saisina sua. »

ne l'avouent pas et sont jugés par les officiers du seigneur (1).

Si les seigneurs n'éprouvent pas le besoin d'entrer en lutte contre les bourgeois forains du roi, il n'en est pas moins vrai qu'ils prennent des précautions contre les villes de bourgeoisie royale où leurs sujets pourraient aller habiter. Le seigneur féodal se garantit contre la désertion de son domaine et essaie d'y retenir ses hommes. Il peut y parvenir en obtenant une charte de non rétention (2), par laquelle le roi lui promettra de ne pas admettre ses hommes comme bourgeois (3). S'il n'est pas muni d'un tel privilège, il ne restera au seigneur féodal que le droit de représailles

(1) Olim, t. I, p. 823, n° XIX, anno 1270, Parlement de la Saint Martin d'Hiver.

« Pendente in curia ista contencione inter dominum Reginaldum de Insula, ex una parte, et Benedictum ac tres alios homines dictos de Brayo, advocatos domini regis in Sigalonia, cubantes tamen et levantes sub ipso, ex alia, petierunt dicti homines se suos et sua, jus faciendo assecurari a dicto Reginaldo et suis, cum essent burgenses domini regis, et de ipsius justicia de facto corporum suorum et mobilium durante advocacione predicta. Ipse vero e contrario proponebat quod non tenebatur assecurare eosdem, cum essent cubantes et levantes sub ipso, ejusdemque justiciabiles, quociensque renuntiassent dicte advoerie quod facere poterant cum volebant : Demum, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod non assecuraret eosdem. set fuit ei preceptum quod eis non forisfaceret, set bonam pacem eis portaret sub periculo corporis et averi. »

(2) Pour les chartes de non rétention, V. plus haut, p. 11.

(3) Il va sans dire que les chartes anciennes stipulant la non rétention continuent toujours à être appliquées. Nous en trouvons un exemple à propos des hommes du seigneur de Sully, cf. Olim, t. I, p. 870, n° XIII.

sur les biens tenus de lui (1). Lorsque le tenancier est un hôte, ou lorsqu'il possède une tenure servile, le seigneur a généralement le droit de confisquer la tenure et de punir ainsi la désertion de son sujet. Mais le droit de con-

(1) Les seigneurs spécifient généralement dans les chartes de liberté à quelles conditions leurs hommes pourront quitter le domaine. Voir, par exemple, les statuts des habitants de Pamiers, anno 1212. — Devic et Vaissete, *Histoire du Languedoc*, édit. Privat, VIII, p. 631, C. XXVII : « Licitum erit omnibus hominibus qui possunt talliari transire a dominio unius domini in dominium alterius pro voluntate sua, ita tamen quod illi qui dicuntur liberi cum mobilibus suis poterunt transire sine aliqua contradictione ad dominium alterius, relictis hereditate et hostisia priori domino suo.... Alii vero, qui dicuntur proprii homines sive servi, poterunt similiter transire ad dominium alterius, non solum hereditate relictis et hostisia, sed mobilibus priori domino suo ». — Il est de droit commun que l'homme libre qui délaisse la terre d'un seigneur peut garder ses meubles et ses franchises censives comme le démontre l'arrêt suivant : Olim, t. I, p. 17, n° III, anno 1265. Parlement de la Nativité de la Vierge.

« Inquesta facta qualiter dominus Gienville usus sit erga illos qui recedebant de villa sua, scilicet de Gienvilla, morantes sub dominio suo, et veniebant ad burgesiam regis, et utrum res Aude de Dommartino et Hueti, filii sui, de quibus agitur, capte fuerint ab ipso senescallo antequam venirent ad burgesiam regis : Probatum est quod res ipsius Aude et Hueti capte fuerunt postquam venerunt ad burgesiam regis, mobilia et franche censive, secundum consuetudinem villarum francharum, remanebunt ipsis, scilicet Aude et Hueto : Usus senescalli bene probatur, quantum ad alia in quibusdam villis. »

Cet arrêt nous prouve également que les seigneurs essayaient de saisir même les terres qui auraient dû régulièrement rester entre les mains de l'homme de la seigneurie qui se faisait bourgeois du roi. Nous avons retrouvé une requête de la fin du xiii^e ou du début du xiv^e siècle émanant des bourgeois du roi de Chambry (près Meaux) lesquels se plaignent de semblables vexations que leur aurait infligées l'évêque de Meaux. Cf. App. III, pièce 6.

fiscation n'est plus permis lorsque la tenure est une franche censive. L'homme libre qui quitte son seigneur a le droit de la garder et a en outre celui de conserver ses meubles. Il n'existe donc pratiquement aucun moyen direct de le retenir, à moins que le seigneur — et le cas s'est présenté — n'obtienne de lui une promesse formelle de ne pas quitter la seigneurie.

L'homme libre pourra donc toujours entrer dans une bourgeoisie royale et comme aucune règle générale ne l'oblige à y résider d'une façon constante, il pourra ensuite revenir chez son ancien seigneur tout en restant le bourgeois du roi. Rien n'empêche en fait l'officier de la ville de considérer comme bourgeois un forain qui ne remplit pas ses devoirs de résidence là même où ils lui sont formellement imposés, les fraudes ou les complaisances sont toujours possibles.

Cet état de choses devait conduire à des abus. Si le roi ne cherche pas d'une façon systématique à entretenir des bourgeois sur les terres des seigneurs, des officiers royaux peu scrupuleux et des bourgeois malhonnêtes pouvaient avoir intérêt à se servir de la bourgeoisie foraine, les uns pour accroître leurs revenus, les autres pour échapper à leurs seigneurs.

Il nous est naturellement impossible de faire une théorie de la fraude en matière de bourgeoisie; l'industrie personnelle des individus étant trop variée : nous serons donc obligé, pour faire connaître les

divers stratagèmes que nous avons relevés, de nous contenter de résumer les arrêts qui les relatent. Ces différentes supercheries ont toutes un trait commun : il s'agit dans chacune d'elles de bourgeois qui essaient de se soustraire au paiement de leurs dettes ou de leurs impôts.

Voici par exemple un stratagème grossier employé par des hommes de l'abbé de Saint-Etienne de Dijon pour échapper à la taille seigneuriale (1). L'abbé de Saint-Etienne de Dijon avait à Eust des hommes qui refusaient de lui payer la taille. Le samedi d'avant les Rameaux de l'an 1259 probablement, l'abbé saisit leurs biens. Les hommes d'Eust se rendent alors à Conches où ils viennent trouver le châtelain royal André Biaupoil, et concluent avec lui le pacte suivant : Biaupoil leur donnera des lettres de bourgeoisie de la ville ; ces lettres, pour être efficaces, seront antidatées de quelques jours ; elles porteront la date du jeudi d'avant les Rameaux. En récompense de ce service, l'officier royal se fait promettre par eux une somme de 70 livres de Dijon. Le jour où l'affaire touchant la saisie vient à la cour de l'abbé — le mercredi après l'octave de Pâques — Biaupoil se présente et demande qu'on délivre les biens saisis, les hommes de Conches étant bourgeois du roi. L'abbé, naturelle-

(1) Ce stratagème est à rapprocher de celui qui nous est signalé par les Coutumiers du ^{xiii}^e siècle, notamment par Beaumanoir, n° 214.

ment, n'est pas dupe de la supercherie et traduit le châtelain devant le Parlement qui le condamne à la prison (1).

Il peut arriver encore qu'un bourgeois s'agrange à une ville royale avec la seule pensée de faire juger par le roi une cause qui, régulièrement, devrait relever de son ancien seigneur. Il s'y prendra comme les hommes de l'abbé de Dijon, c'est-à-dire qu'il essaiera de démontrer que l'acte de justice accompli contre lui — une saisie par exemple — est postérieur

(1) Olim, t. I, p. 402, n° VII, anno 1260 (n. st.) Parlement de la Chandeleur.

« Inquesta facta per abbatem.... cisterciensis ordinis et per.... super eo quod abbas Sancti Stephani Dyvionensis intendit probare quod Andreas Biaupoil, castellanus de Conchiis pro domino rege, die mercurii post octabas Pasche, tempore discordie mote inter ipsum abbatem et homines suos de Eust, fecit pactum cum ipsis hominibus quod ipse daret dictis hominibus litteras suas quod ipsi erant homines domini regis a die jovis ante Ramos Palmarum; et dicta die mercurii, idem Andreas accessit ad ipsum abbatem, et requisivit eum quod deliberaret res dictorum hominum, cum ipsi essent homines regis, ut dicebat, quas res idem abbas saisierat sabbato ante Ramos Palmarum pro tallia sua quam dictis hominibus nunciavit. Dicti vero homines pro litteris, quas debebant habere a dicto Andrea, promiserunt dicto Andree septuaginta libras Divionenses, et hec omnia credit esse vera idem abbas per juramentum suum: Quia probata est hujusmodi conventio contra dictum Andream, voluit dominus rex et precepit quod idem Andreas capiatur, et teneatur ad voluntatem suam. »

Il convient de traduire dans ce texte le mot *homo* par bourgeois, et non par serf comme on doit le faire généralement. Des lettres du châtelain déclarant les hommes d'Eust serfs du roi n'auraient eu en effet aucune valeur; la simple lecture du texte démontre qu'il ne peut s'agir ici que de lettres de bourgeoisie.

à son entrée en bourgeoisie. Si tel était le cas, en effet, le haut justicier aurait saisi à tort : il devrait donner main levée des biens dont il s'est emparé et poursuivre le bourgeois devant son juge naturel, c'est-à-dire le juge royal. La jurisprudence du Parlement maintient le principe que toutes les causes antérieures à l'entrée en bourgeoisie sont de la compétence de l'ancien seigneur ; mais en même temps la cour a bien soin de spécifier que s'il s'agissait de procès nés postérieurement à la réception dans la ville, les juges royaux devraient en connaître (1).

(1) Voir en ce sens l'arrêt suivant : Olim, t. I, p. 500, n° XXIII, anno 1261 (n. st.) Parlement de la Chandeleur.

« Cum Radulphus Voillons traxisset in causam, in curia ista, abbatem Maciacencem, et ab eo peteret terras, possessiones et alia sita apud Maceium, necnon et quandam summam pecunie, que omnia quidam abbas Maciacensis, predecessor istius, saisiverat, et injuste efforciaverat eidem, ut dicebat, postquam ipse venit ad burgesiam domini regis, abbas Maciacensis, post multas altercationes, respondit quod predecessor suus premissa saysiverat antequam idem Radulphus venisset ad burgesiam regis, quod facere potuit per consuetudinem terræ ut dicebat. Dicebat eciam idem abbas quod premissa que petit idem Radulphus adjudicata fuerunt per curiam istam ipsi predecessori suo, que offerebat se probaturum per recordacionem vel testes, vel modo alio, ut deberet, si hoc negaret idem Radulphus ; propter que nolebat nec tenebatur super hoc respondere, ut dicebat. Prefatus vero Radulphus dicebat quod saisita fuerunt postquam ipse fuit burgensis domini regis, et negavit iudicium supradictum : tandem, partibus super hoc petentibus recordacionem curie, recordata fuit curia quod predictus abbas Maciacensis remansit in saysina terrarum et aliarum bonorum prefati Radulphi Voillon, que ipse saysiverat in dominio suo antequam idem Radulphus transtulisset se ad burgesiam domini regis, ita quod, si dictus Radulphus vellet agere super

Voici maintenant un procédé non moins ingénieux que les précédents, mais plus compliqué, qui fut employé par un bourgeois du roi de Navarre (comte de Champagne), qui avait nom Raoul de Trois Puits. Raoul avait commis un délit pour lequel le roi de Navarre le fit arrêter. Les bourgeois de la commune de Laon qui — il faut bien le supposer — étaient avec lui de connivence, le réclamèrent comme un des leurs et demandèrent délivrance de sa personne. Le roi de France ordonna qu'il fût fait droit à leur requête. Le roi de Navarre obéit à cet ordre et baille récréance aux bourgeois de Laon. Il intente ensuite un procès contre eux pour réclamer Raoul de Trois Puits qui, dit-il, était son bourgeois lors de l'arrestation. On objecte que Raoul est bourgeois de Laon ; le roi démontre alors que c'est seulement après la récréance accordée que l'accusé s'est fait bourgeois de la ville : son entrée

proprietate hujusmodi rerum saisitarum, ageret coram abbate, vel ubi deberet ; dictum fuit eciam a curia quod, de si conventionibus, vel de bonis aliquibus saisitis ab abbate post burgesiam predictam, sit questio inter ipsos, fiat inde jus ubi debuerit ». — Voici un autre exemple de fraude : un officier comptable du duc de Bourgogne s'est fait l'homme du roi pour échapper au jugement du duc. Olim, t. I, p. 636, n° XVI, anno 1266. Parlement de la Toussaint.

« Audita relacione ballivi Senonensis quem dominus rex miserat ad audienum compotum ducis Burgundie et Stephani de Fonte, et quem dictus dux, qui eum ceperat, recrediderat ad mandatum regis, determinatum fuit quod dictus Stephanus ipsi duci redderetur, satisfactorius ipsi duci de hiis que, per compotum inter ipsos factum, ipsi duci debebit ; et fuit preceptum ipsi ballivo quod permitteret ipsum ducem justiciare plegios suos ab ipso Stephano sibi datos ».

en bourgeoisie ne peut donc préjudicier au droit de justice de son ancien seigneur. En conséquence le Parlement restitue Raoul de Trois Puits à son juge légitime (1). Mais l'affaire ne s'arrêta pas là : Raoul prétendit qu'il ne pouvait appartenir au roi de Navarre, attendu qu'il était en bail de sa mère et, comme tel, bourgeois de Reims. Or, d'après la Coutume de cette ville, les gens en bail n'avaient pas le droit d'abdiquer leur bourgeoisie. Malheureusement pour lui, Raoul avait eu antérieurement des démêlés avec la justice : il avait été cité précisément à Reims devant les gardiens de la Régale et, pour échapper à leur compétence, il s'était devant eux avoué bourgeois du roi de Navarre. Le demandeur s'offre à prouver le fait. Devant un

(1) Olim, t. I, p. 607, n° XIV, anno 1265. Parlement de Pentecôte.

« Accedentes ad dominum regem major et jurati Laudunenses, pecierunt a rege quod Radulphum de Tribus Puteis, burgensem suum, quem rex Navarre captum tenebat, ut dicebant, eis reddi faceret vel recredi, juri parituum ubi deberet, postmodum, eum, de mandato domini regis, facta fuisset recredencia de eodem Radulpho, partibus presentibus, idem rex Navarre peciit saisinam dicti Radulphi quem, de mandato domini Regis, recrediderat, quem eciam burgensem suum, tempore quo ceperat eum esse dicebat, sibi reddi, prefatis majore et juratis e contra dicentibus ipsum sibi debere deliberari tanquam Burgensem suum, et ipsi parati erant, ut dicebant, cuilibet conquerenti justiciam facere de eodem. Ad hoc respondebat idem rex Navarre quod super hoc non debebant audiri, cum idem Radulphus, post quam recreditus fuit per regem burgesium fecerit laudunensem : Demum, invento quod idem Radulphus post recredenciam, fecit burgesium antedictam, determinatum fuit quod ipsi major et jurati super hoc non debebant audiri. »

argument aussi décisif, Raoul se reconnaît vaincu et accepte de se soumettre à la justice de son adversaire (1).

Parfois aussi la fraude pouvait se tourner contre le bourgeois et toute son astuce le conduisait à subir deux impôts au lieu d'un. Jean Le Riche, bourgeois de Corbie, se marie à Compiègne et vient y demeurer. Vraisemblablement il ne s'est pas acquitté auparavant de son droit d'issue. Le maire le poursuit en paiement de la taille, lui et sa femme, à raison des meubles et immeubles qu'il possède tant à Corbie qu'à Compiègne. Le Riche répond qu'il est devenu par sa résidence bourgeois de Compiègne, qu'il y paie la taille et que, si on le condamnait à la payer également à Corbie, il la payerait en somme deux fois, ce qui serait injuste. Le Parlement décide cependant que Jean Le Riche est resté bourgeois de Corbie et qu'il

(1) Olim, t. I, p. 607, n° XV, anno 1265. Parlement de Pentecôte.

« Postmodum, cum idem Radulphus de Tribus-Puteis aliqua proponeret, propter que eidem regi Navarre non debebat reddi, sicut dicebat, asserens se esse in ballo matris sue, burgensis Remensis, propter quod, secundum concuetudinem ville Remensis, nullam poterat facere burgesiam, sicut dicebat, idem rex Navarre obtulit se probaturum quod idem Radulphus erat burgensis suus, tempore quo cepit eundem, et quod alias, dum traheretur in causam idem Radulphus, coram custodibus regaliū Remensium, ut declinaret examen eorumdem, se advocavit burgensem esse ipsius regis Navarre : Tandem, pendente recepcione probacionum super hoc, pacificatum fuit inter ipsum regem Navarre et Radulphum predictum, et supposuit se idem Radulphus voluntati ejusdem regis Navarre. »

doit payer la taille de cette commune (1). Quelques années plus tard nous retrouvons le même bourgeois en procès non plus cette fois avec Corbie mais avec Compiègne : C'est au tour de cette ville de lui réclamer la taille. Jean Le Riche est devenu veuf : il est retourné à Corbie, Compiègne prétend le tailler comme par le passé. Le bourgeois s'en défend et déclare qu'il a cessé d'appartenir à cette commune. Il s'appuie même pour le démontrer sur l'arrêt précédemment rendu contre lui, lequel l'a déclaré, dit-il, bourgeois de Corbie. Cette prétention est évidemment fausse. Il suffit de lire l'arrêt que nous venons d'analyser pour s'en rendre compte. Le Parlement avait bien décidé en 1261 que Le Riche était resté bour-

(1) Olim, t. I, p. 506, n° V, anno 1261. Parlement de Pentecôte.

« Cum Johannes le Riche, burgensis Corbiensis, duxisset uxorem apud Compendium, et ibi venisset, et moraretur, tamquam burgensis ejusdem loci, major et jurati Corbienses petierunt, contra ipsum Johannem, quod ipse, de mobilibus et immobilibus suis, que habebat apud Compendium, tam ratione sui quam ratione uxoris sue, solveret talliam suam apud Corbeiam, sicut de aliis bonis suis que apud Corbeiam possidebat. Idem vero Johannes respondit quod ad hoc non tenebatur, cum ipse nun maneret apud Corbeiam, et de bonis suis mobilibus et immobilibus, apud Compendium existentibus, ipsum talliam suam apud Compendium solvere oporteret, et iniquum esset quod de bonis hujusmodi duas talias solvere compelleretur, videlicet apud Compendium et apud Corbeiam. Major autem et jurati Corbeie dicebant quod, ab illis qui fuerant burgenses sui, usi fuerant semper, in casu simili, habere hujusmodi talliam, quod idem Johannes negabat : Quia talis [est] usus communiarum illarum parcium, determinatum fuit et injunctum quod idem Johannes solveret hujusmodi talliam majori et juratis Corbiensibus.

geois de Corbie et devait y payer la taille, mais il n'en résultait pas que notre homme n'appartînt pas pas à la ville de Compiègne ; et même, il y est bien certain que la cour admettait la double bourgeoisie de Jean Le Riche ; il était bourgeois de Corbie et de Compiègne, taillable à la fois dans les deux endroits, tant qu'il n'avait pas payé ici ou là son droit d'issue. C'est cette raison qui fit gagner son procès à la ville de Compiègne, comme autrefois elle avait fait donner gain de cause à Corbie (1).

(1) Olim, t. I, p. 638, n° XXI, anno 1266 Parlement de la Toussaint.

« Petebant major et jurati Compendienses, contra Johannem le Riche, burgensem modo Corbiensem, quod, cum ipse fuisset et adhuc esset burgensis suus, nec umquam eis solvisset exitum ville, solveret eis talliam, sicut et alii burgenses dicte ville, vel saltem exitum ville et partem debiti ville eis redderet, et ad hoc petebant per curiam eum compelli. Ad hoc respondebat dictus Johannes quod non debebant super hoc audiri, cum ipse sit burgensis Corbiensis, et ibi solvat, ut debet, de omnibus bonis suis, nec umquam fuisset burgensis Compendiensis, sicut dicebat, et maxime quia, per curiam istam, fuerat super hoc, ut dicebat, alias liberatus. Ad hoc quidem dicebant ex adverso quod burgensis ipsorum fuerat et juratus, et ibi solverat, sicut et alii, nec unquam super hoc fuerat per curiam absolutus, pro quo petebant talliam vel saltem exitum ville ab eo, presertim cum de bonis uxoris sue, ultimo defuncte, quam duxerat apud Compendium, que bona debebant talliam ville Compendiensis, secum detulisset viginti millia librarum, vel amplius, sicut dicebant : Tandem, auditis hinc inde propositis, intellecto etiam, per propriam confessionem suam, quod burgensis et juratus etiam Compendiensis fuerat, nec constituerit ipsum Compendio burgesium reddidisse, pronunciatum fuit contra ipsum Johannem quod talliam eis solveret, tanquam burgensem, et si burgesium suam eis reddere vellet, partem debiti ville ipsum contingentem, redderet eisdem. »

Les exemples que nous venons de relever prouvent que les bourgeoisies, comme bien d'autres institutions du Moyen-Age, donnaient lieu à des abus. Ces abus sont préjudiciables aux seigneurs et aussi — nous venons de le voir — aux bourgeois. Enfin le roi lui-même n'y trouve peut-être pas son compte : le peu de soin qu'il met à conserver ses bourgeois en serait une preuve. Seuls profitent des désordres des officiers royaux intrigants, des hommes chicaniers et malhonnêtes. Le besoin d'une réglementation générale devait se faire sentir. Elle fut l'œuvre de Philippe le Bel qui fixa d'une façon définitive les règles régissant les bourgeoisies dans son ordonnance de 1287.

CHAPITRE II

De l'ordonnance sur les bourgeoisies à Charles V.

Avant de nous occuper de la grande ordonnance de 1287, sur les bourgeoisies, nous devons examiner un texte qui, selon certains auteurs, constituerait la première réglementation spéciale de l'institution. C'est une brève ordonnance de Philippe le Hardi, rendue au Parlement de la Toussaint 1272, que nous transcrivons ici : « *Precepit dominus rex et voluit in pleno parlamento quod nove avoerie, seu garde quas ballivi et servientes domini regis ceperunt de hominibus aliorum dominorum a duodecim vel decem annis citra revocentur et quassentur omnino et pro nullis habeantur nec nove de cetero recipientur* (1). »

On a compris ce texte de la façon suivante : le roi aurait interdit à ses officiers de recevoir les hommes des seigneurs et rendu à leur ancienne domination ceux qu'il avait reçus depuis 10 ou 12 ans (2).

(1) Giry, *Documents sur les relations de la royauté et des villes*, p. 181, où l'on trouvera la dernière édition de ce texte.

(2) Sic Viollet, *Etabl. de S. Louis*, t. IV, p. 281 ; — Langlois, *Le règne de Philippe le Hardi*, Paris, 1887, p. 264.

Une telle interprétation se heurte d'abord à la vraisemblance. Si on l'acceptait, en effet, il faudrait admettre que les hommes des seigneurs devenus hommes du roi pouvaient être poursuivis comme de véritables serfs et ce serait là une étrangeté bien surprenante, étant donné que l'ordonnance a été reprise et confirmée plusieurs fois au cours du ^{xiii}^e et du ^{xiv}^e siècle (1). En outre, malgré la prétendue défense du roi nous voyons le Parlement en 1273, c'est-à-dire un an après l'ordonnance, déclarer que tous les hommes peuvent être admis dans la bourgeoisie royale de Montfaucon excepté les serfs et les forbannis (2). N'y aurait-il pas là une contradiction flagrante ? M. Langlois a pensé lever cette contradiction en admettant que l'ordonnance de 1272 n'avait pas été appliquée. Et cependant le même auteur est bien forcé de reconnaître qu'en 1278 le même Parlement qui violait l'ordonnance en 1273 l'applique en faveur du comte de Blois (3).

(1) Voici, à titre d'exemple, quelques promesses du roi de ne pas recevoir les hommes de tel ou tel seigneur. Pour les prélats du Languedoc : anno 1290, *Ordonn.*, t. I, p. 379. — Pour le chapitre de Reims : anno 1304, Varin, *Archives administr. de la ville de Reims*, t. II, 1^{re} part., p. 48, 84, note. — Pour l'abbaye d'Echalas : anno 1304, *Ordonn.*, t. IV, p. 344, art. 4. — Pour l'église de Mende : anno 1304 (confirmé en 1373), *Ordonn.*, t. V, p. 633, art. 5. — Pour le clergé de Narbonne : anno 1304, n. st., *Ordonn.*, t. I, p. 404, art. 6, 7, 8. — Pour l'évêque et le chapitre de Viviers : anno 1307 (confirmé anno 1383), *Ordonn.*, t. VII, p. 11, art. 8. — Pour les nobles de Champagne : anno 1315, Brussel, *Usage des fiefs*, p. LXVIII, art. 6. — Pour le Dauphiné : anno 1347 (ordonnance de Humbert II confirmée par Charles V en 1367), *Ordonn.*, t. V, p. 43, art. 21.

(2) Cf. pour ce texte plus loin, p. 68, n. 1.

(3) *Loc. cit.*, p. 275.

Il y a plus : dans la grande ordonnance pour la réformation du royaume de l'an 1303, à quelques articles d'intervalle, Philippe le Bel défend à ses officiers de recevoir les nouvelles avoueries des hommes, des barons et des églises (1) et permet à tous les hommes libres quels qu'ils soient de se faire bourgeois du roi en entrant dans une bourgeoisie royale. En 1315, Louis le Hutin promet aux nobles de Champagne de ne plus retenir leurs serfs qui viennent en sa justice à moins que ceux-ci n'aient régulièrement désavoué leurs seigneurs et qu'ils soient restés an et jour sur terre royale sans être poursuivis. Il termine cet article en disant : « gardées avec les anciennes ordonnances sur les nouveaux aveux » (2). Ne serait-ce pas là deux dispositions contradictoires ?

(1) *Ordonn.*, t. I, p. 358 : « Nec accipiemus novas advocaciones vassalorum seu hominum ecclesiarum, necnon et nostris baronibus subjectorum, et eas quas recepimus revocamus, nisi eas tanto tempore tenerimus pacifice quod de consuetudine patrie nobis fuerint acquise ».

(2) *Ordonn.* de Louis le Hutin pour les nobles de Champagne, de décembre 1315, art. 6 : « *Item.* A la response au ix^e article, contenant que li nobles disoient que se leur homme de mainmorte ou de formariage ou de jurée se partoient de soubz eulx et venoient en nostre juridiction, nous ne les pourrions retenir : ains ont accoustumé les suir en levant d'eulx chacun an lor tailles et lor formariage ou mains mortes quant elles y eschoient : auquel article nous leur avons accordé et octroyé que leurs dis homes nous ne recevrons point si comme dessus est dit et voulons que ils les puissent sieure en la manière dessus dite excepté se aucun se désavouoit de son seigneur par sergent souffisant à ce établi et li désaveu avoit esté fait savoir au seigneur et il n'estoit point poursui dedans l'an et jour : nous déclarons et voulons que li désaveu que aucun vou-

Enfin, le texte de l'ordonnance ainsi interprété présente une difficulté de traduction qui, jusqu'à présent, ne semble pas avoir attiré l'attention. Philippe le Hardi défend de recevoir les *nouvelles avoueries* des hommes des barons. S'il entend par là la réception d'hommes appartenant à d'autres seigneurs que le roi, le mot *nove* est inutile ; toutes les avoueries (au sens où on l'entend) faites par les hommes des seigneurs au roi ne sont-elles pas en effet de *nouvelles* avoueries ? Quand l'homme d'un seigneur devient l'homme du roi ne se fait-il pas nouvellement recevoir ? Il était donc inutile d'employer l'expression *nove avoerie* ; il eût suffi de dire : « *precepit... quod avoerie quas baillivi et servientes... ceperunt de hominibus aliorum dominorum... revocentur et quassentur* ». Et cependant, dans les nombreuses ordonnances qui ont confirmé et reproduit celle de 1272, l'expression *nove avoerie*, *nove advocationes* revient d'une façon constante. Ce ne peut être un hasard : une faute de rédaction admissible dans un document ne peut être admise dans tous. Il faut donc chercher ailleurs l'explication de ce terme dont la constance semble indiquer le caractère technique.

Nous nous sommes expliqué plus haut sur le sens

roit faire de son seigneur soit fait savoir suffisamment audit seigneur gardées avec les anciennes ordonnances des nouveaux aveux. » Bourdot de Richebourg, *Coutumier gén.*, t. III, p. 235 ; — Brussel, *Usage des fiefs*, p. LXVIII.

du mot *aveu* (1). S'avouer de quelqu'un ne signifie pas devenir son homme mais reconnaître que l'on est son homme. Qu'est-ce donc qu'une *nova avoeria* ? c'est, comme toute *avoeria*, la reconnaissance d'un seigneur ; mais cette reconnaissance a pour caractéristique d'être *nova*. Le mot *novus* dans le latin du moyen-âge a, comme l'expression « nouvelleté », le sens à la fois de nouveauté et de trouble. On appelle par exemple nouvelle dessaisine le fait de déposséder celui qui par an et jour avait tenu une chose (2). Remarquons que dans cette expression nous retrouvons la même redondance apparente que dans les termes *nove avoerie*. N'eût-il pas suffi en effet pour indiquer le fait de s'emparer de la possession d'autrui d'employer simplement le mot dessaisine ?

Nous pouvons donc, au moins à titre d'hypothèse, admettre que l'expression *nova avoeria* a un sens analogue. Avouer un seigneur, signifie reconnaître que l'on est son homme ; s'avouer de nouvel du roi voudrait dire reconnaître la compétence de la juridiction royale au préjudice du seigneur qui est en saisine de vous justicier.

Cette hypothèse n'est pas gratuite : nous possédons en effet un texte où le mot *advocatio nova* a certai-

(1) Cf. *suprà*, p. 17.

(2) Beaumanoir, édit. Salmon, n° 955 : « Nouvele dessaisine si est se aucuns en porte la chose de laquele j'avrai esté en saine an et jour pesiblement. »

nement le sens d'aveu contraire à la saisine. Ce texte est une requête des consuls de Béziers de 1271 (1). Les consuls reconnaissent qu'ils sont sujets du roi ; et pour démontrer que leur aveu est valable, ils disent que le roi est en saisine de le recevoir, que leur *advocatio* est *antiqua*, que c'est bien le roi qu'ils ont coutume de reconnaître comme seigneur « *avoeri et teneri* (*scilicet consularatus*), » que leur aveu ne constitue pas une *advocatio nova*. Par ce seul texte, notre traduction est justifiée.

Reste à établir le sens de *recipere advocacionem*. Cette expression ne signifie pas recevoir un sujet nouveau, mais accepter, reconnaître l'aveu de quelqu'un, c'est-à-dire consentir à justicier un homme qui avoue vous appartenir. Ce sens de *recipere* nous est démontré par un arrêt de 1293 (2). Un procès s'est

(1) Supplique des consuls de Béziers dans Devic et Vaissette, *Hist. gén. du Languedoc*, t. X, pr. c., 30 : « Regie majestati consules Bitterrenses pro se et nomine universitatis ejusdem loci, advocacionem aliquam novam vel indebitam facere non intendentes, sed antiquam veram et hactenus consuetam fidelitatem agnoscentes profitentur et dicunt, quod licet ipsi consules de consuetudine jurent communiter domino regi et episcopo Biterrensi, consularatus tamen Biterrensis avoatur et tenetur a domino rege, a quo avoari et teneri consuevit. »

(2) Cf. Delisle, *Reconst. d'un vol. des Olim*, dans Boutaric, *Actes du Parlement*, I, p. 446, n° 834 (fol. 172) : « Cum discordia seu contencio verteretur inter discretos viros decanum et capitulum ecclesie Senonensis, ex una parte, et majorem et juratos civitatis Senonensis ex altera, super eo, quod decanus et capitulum dicebant et asserebant quod poterant recipere advocacionem hominum extra-neorum infra annum et diem quod ipsi veniebant Senonis : major et

élevé entre le chapitre et la commune de Soissons sur le point de savoir si les chanoines ont le droit de « *recipere advocacionem hominum externeorum infra annum ei diem quod ipsi veniebant Senonis*, » c'est-à-dire qu'on pose la question de savoir si, pendant le temps où la condition du nouvel arrivant est encore en suspens, il peut se faire juger par les chanoines en avouant leur cour. La suite du texte nous démontre en effet que telle est la seule interprétation possible du mot *advocatio* dans ce passage. On nous dit que, même si les chanoines recevaient l'*advocatio* dans l'an et jour, l'homme n'en deviendrait pas moins sujet de la commune après ce délai : ce qui ne serait pas possible si l'*advocatio* désignait ici l'acte de réception d'un sujet par un seigneur. D'autre part, le Parlement défend aux chanoines de recevoir d'autres *advocationes*

jurati dicebant et asserebant [quod] nullus poterat recipere advocacionem hominum extraneorum infra bailliviam Senonensem et pertinencias, et specialiter apud Maloy-le-Vicomte [et] apud Chal-leri, nisi solum major et jurati. Visa super hoc inquesta de mandato nostro facta, visis eciam cartis a regibus concessis tam capitulo quam decano et canonicis, quia inventum est et probatum predictos majorem et juratos posse recipere advocacionem hominum extraneorum in locis predictis : item inventum est et probatum quod si decanus et capitulum aliquotiens advocacionem hominum extraneorum reciperent, major et jurati eos talliaverunt justiciaverunt et ad suos burgenses retinuerunt, et tanquam homines communie tailliables et explectabiles remanserunt ; pronunciatum fuit per curie nostre judicium predictos decanum et capitulum nullam advocacionem posse nec debere recipere infra communitatem seu banleucam Senonensem vel ejus pertinencias, nisi solum suorum priorum hominum » (C. 35, Conf. D. 38, V°).

que celles de leurs *propriorum hominum*, c'est-à-dire qu'ils peuvent juger leurs hommes lorsque ceux-ci réclament leur cour mais qu'ils ne peuvent juger que leurs hommes. Si l'on n'admettait pas cette traduction du mot *advocatio*, il faudrait supposer que dans un même acte, à quelques lignes de distance, il puisse avoir deux sens différents. L'arrêt dont nous parlons signifie donc que seuls le Maire et les jurés de Sens ont le droit de juger les hommes étrangers à la commune mais fixés à Sens, tandis qu'il est interdit au chapitre de cette ville de juger ces étrangers *recipere advocacionem*, même si ceux-ci le demandent.

Le roi défend donc à ses officiers de faire des actes de juridiction sur les hommes qui s'avouent de lui lorsqu'ils n'ont pas sur ces hommes la saisine de la justice. Il suffit de se rappeler quelles sont les règles qui régissent l'aveu en justice pour se rendre compte de la portée exacte de cette défense. Lorsqu'un justiciable avoue le roi, la possession d'état d'homme du roi lui est acquise comme on sait (1). Le véritable seigneur de l'homme qui s'est avoué peut, il est vrai, prouver que l'aveu est faux, qu'il est en saisine de justicier l'avoué et qu'on doit le lui rendre (2) ; mais supposons que le seigneur de l'homme qui a avoué le roi ignore le faux aveu : il ne pourra le contredire. Ce faux aveu

(1) Cf. *Etabl. de Saint-Louis*, édit. Viollet, t. II, p. 429. Beaumanoir, chap. XLV, n° 1423.

(2) *Etabl. de Saint-Louis*, t. II, p. 364.

pourra servir de point de départ à une saisine de la juridiction royale : au bout d'un certain temps le justiciable du seigneur deviendra homme du roi. Philippe le Hardi défend donc à ses agents de traiter comme ses hommes, les sujets des barons qui accepteraient par une nouvelle avouerie de se soumettre à leur juridiction et il détruit les effets qu'auraient pu produire de tels aveux depuis 10 ou 12 ans — cette dernière clause étant une générosité du roi. En 1303, Philippe le Bel n'admettra pas la rétroactivité de son ordonnance ; il déclarera que pour l'avenir les nouvelles avoueries sont interdites, mais que les hommes nouveau avoués sur lesquels il aurait acquis la saisine, resteraient en sa juridiction (1). Nous n'avons plus qu'à faire une rapide contre-épreuve, et à montrer combien notre interprétation explique d'une façon satisfaisante les textes où il est question de nouvelles avoueries. Dans les Etablissements de Saint-Louis (2), le compilateur nous dit par exemple : « Longue tenue de XX ans de serf contre seignor, meesmemant en franchise vaut ; car franchise ne puet estre brisiée...

(1) V. plus haut, p. 55, note 1.

(2) *Etabl. de Saint-Louis*, t. II, p. 434. *Ibid.*, p. 426. Le compilateur des Etablissements rapproche ici les nouvelles avoueries des fausses avoueries : « Et se il puet mostrer que cil ait faite mauvaise avoerie, et que li fiez doie estre tenuz de lui et qu'il ne fust tenuz onques que de lui et de ses devanciers, et qu'il ait fait novele avoerie ; car li rois deffant les noveles avoeries, cil perdra le demoine, s'il en est atainz ».

Et, por ce, mes sires li rois deffant generaument les noveles avoeries queneües et loiaument provees. Ne ne siut nelui fors les batarz et les aubains. Ne nuns batars ne puet faire feauté. Ne esploiz que l'en face sor batard ne puet porter domache au prince à ce qu'il en perde l'obeïssance, ne le droit qu'il a-en son cors, selonc l'usage d'Orlenois et la costume de Seelaigne. »

Ce passage semble à première vue passablement obscur. Il se comprend très simplement à l'aide de notre interprétation. Le compilateur nous apprend qu'un homme peut acquérir la liberté par prescription : c'est pour cette raison que le roi défend de recevoir les avoueries nouvelles car elles pourraient servir de terme initial à la saisine. Seuls les bâtards et les aubains sont justiciés par lui, même lorsqu'un autre seigneur est en saisine de les traiter comme ses hommes, car cette saisine n'est qu'apparente : elle n'a pas de valeur juridique, et ne peut être opposée au roi.

De même, lorsque le Parlement, dans un arrêt de record de l'an 1278, rappelle à propos de la Sologne qu'il est interdit de recevoir de nouveaux aveux et casse ceux qui auraient été reçus *in novo loco et de novo homine*, il entend par là que, si les gens du roi ont usurpé la saisine de la justice dans un lieu déterminé ou sur un homme déterminé, cette saisine doit être considérée comme non avenue (1).

(1) Olim, t. II, p. 117, n° XXX, anno 1278, Parlement de la Tous-

Le roi interdit donc à ses agents d'acquérir la saisine de la juridiction ou la saisine de la garde sur les hommes des seigneurs. Mais il n'empêche pas un homme libre de quitter son seigneur pour se faire bourgeois du roi, ni un bourgeois forain de se réclamer de la justice royale. L'ordonnance vise les empiètements de juridiction d'une façon générale, y compris naturellement ceux qui pourraient être faits à l'aide de prétendus bourgeois forains du roi ; elle ne concerne pas spécialement la bourgeoisie du roi (1).

saint. « Recordata fuit curia quod alias dictum fuit per arrestum et inhibitum, quod in terra comitis Blesensis in Sigalonia, non recipiuntur aliquæ nove advoaciones : et ideo pronunciatum fuit quod, si per gentes domini Regis, a tempore dicti arresti facti, aliquæ nove advoerie, in loco novo et de novo homine, in dicta terra recepti fuerint a tempore dicti arresti et inhibitionis predictorum quod omino cadant ».

(1) En 1275, Philippe Le Hardi et Jean le Roux, duc de Bretagne, échangèrent des lettres dans lesquelles ils déclaraient renoncer aux droits de juridiction que leur avaient fait acquérir les nouvelles avoueries d'hommes des seigneurs bretons. V. Planiol, *La très ancienne coutume de Bretagne*, 1896, p. 334-335.

A) Lettre de Jean le Roux : « A tous cels qui verrunt et orront cestes presentes lettres Jahan, duc de Bretagne, saluz en Nostre Seigneur. Sachent touz que comme nos et noz ancesseurs eussions accoustumé ou fussons en saisine de avoir avveu et de recevoir, en quelque maniere que il fust fait a nous, en aucuns certains lieux en Bretagne, de nos subgez qui tiennent de nous en fiez et en riere fiez, pourquei la jurisdiction de noz soubjectz esteit empeschée, nos regardant o conseil de preuzdes homes que ledit avveu esteit contre dreit, voulons que ledit avveu et la dite coustume ne seit mais en nul lieu en Bretagne, e le quictons et delaissons à touz jourz mais pour nous e pour noz heirs, en tele maniere que nous e noz heirs aions les resorz des jugemenz e des defauz de dreiz e noz autres jurisdictions que nos avons acoustumé à avoir en Bretagne

Nous avons vu que les fraudes de bourgeois étaient très variées ; tout le mal venait de ce qu'aucune règle générale n'obligeait le bourgeois à séjourner dans sa ville ; il fallait donc, pour empêcher les abus, contraindre le bourgeois à habiter sa ville ou tout au moins à y avoir son domicile. Il semble que la jurisprudence du Parlement ait tenté d'arriver à ce résultat : nous voyons dès l'an 1280 (1) le Parlement ordonner au prévôt de Cébazat de ne plus défendre

e es lieux devant diz. E en testemoine de ce nos feismes cez lettres seeler de nostre seiau. Ce fut donné à Paris, le jour de lundi emprés la feste de seinte Luce virge, en l'an de grace m. cc. sexante quinze. »

B) Lettre de Philippe le Hardi : « Philippus Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod, cum in nonnullis locis Britanniae de gentibus vassallorum dilecti et fidelis nostri comitis Britanniae fierent advocaciones ad dictum comitem, et reciperentur qualitercumque fierent in feodis et retrofeodis suis, propter quod impediabatur jurisdictio subditorum suorum, et per formam consimilem de locis eisdem ab ipso comite subditi sui ad nos similes advocaciones deferrent, quas advocaciones idem comes asserebat nec nos nec antecessores nostros tempore suo vel predecessorum suorum aliquatenus habuisse ; idemque comes hujus modi advocaciones quæ fiebant ad eum, quas credebat juri contrarias, in quibuscumque locis in Britannia fierent, pro se et heredibus suis subditis remiserit et quittaverit nos similiter tales advocaciones ad nos fieri et etiam recipi prohibemus, remittentes et quittantes pro nobis et successoribus nostris in perpetuum jus si quod habebamus in recipiendis advocacionibus antedictis, salvo tam in ressorto quam in aliis jure nostro et jure étiam alieno. Quæ ut perpetuæ stabilitatis robur obtineant, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. — Actum Parisiis anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto mense decembri. »

(1) Olim, t. II, p. 164, n° XXIX, anno 1280. Parlement de Pentecôte.

« Preceptum fuit bailliuo Arvernie quod ipse mandaret preposito

comme bourgeois les habitants de Clermont qui se contentent de venir passer dans sa prévôté les quatre fêtes annuelles : Noël, Pâques, la Pentecôte et la Tous-saint. Nous avons dit plus haut que dans certaines villes il était admis qu'on pût être bourgeois et faire sa bourgeoisie en résidant simplement aux jours des grandes fêtes de l'année. Cependant l'arrêt ne tranche pas le débat d'une façon définitive ; ce n'est que provisoirement que le Prévôt de Cébazat reçoit cette défense : jusqu'à ce que les bourgeois soient appelés et entendus.

Vers le même temps, les plaintes des seigneurs se firent vraisemblablement entendre. Philippe Le Bel qui venait de monter sur le trône crut le moment opportun pour régler « la manière de faire et tenir les bourgeoisies de son reame, pour oster les fraudes et les malices qui se faisoient par achoison d'iceles bourgeoisies, dont si sobgiet estoient durement plaignant ». Il le fit par l'ordonnance du Parlement de Pentecôte 1287. Un simple résumé de cette ordonnance nous permettra de voir qu'elle parait aux diverses fraudes que nous avons signalées (1).

Zebaziaci, quod burgenses Claromontenses seu quoscumque alios, ea ratione quod in quatuor festis annalibus, scilicet Nativitatis Domini, Resurrectionis Dominice, Penthecostes et Omnium Sanctorum, morantur et pernoctant apud Zebaiziacum, tamquam burgenses nostros non defendat, nisi morentur ibi continue, tempore percursus duntaxat excepto ; et hoc donec dicti burgenses vocati fuerint et auditi. »

(1) *Ordon.*, t. I, p. 314, Giry, *Documents sur les relations de la*

Voici d'abord quelle est la procédure à suivre pour entrer en bourgeoisie.

Le futur bourgeois doit venir trouver le Prévôt où le maire de la ville où il veut entrer et lui dire : « Sire, je vous requier la bourgeoisie de ceste ville et suis apparelliez de faire ce que j'en doi faire » (1).

Alors l'officier municipal ou son lieutenant, en la présence de deux ou trois bourgeois de la ville, reçoit « seurté » que le bourgeois paiera son droit d'entrée et qu'il bâtira ou achètera dans l'an et jour une maison de la valeur de 60 sous parisis au moins (2). Cette maison jouera, semble-t-il, un double rôle : d'abord elle fixera le domicile du bourgeois dans la ville ; ensuite elle servira de gage contre lui pour le paiement des dettes qu'il pourrait contracter envers la municipalité. Une attache sérieuse le lie désormais au lieu dont il est bourgeois. Ces formalités accomplies on en dresse procès-verbal et le Prévôt remet au bourgeois une lettre constatant son entrée dans la ville :

royauté et des villes, p. 129. Nous reproduisons le texte de cette ordonnance dans notre appendice. On sait que l'original de l'ordonnance de 1287 n'existe plus ; on ne connaissait du texte qu'une copie contemporaine (Arch. nat. JJ 34 (*Registrum tenue*)), fol. 34 v°. Nous avons été assez heureux pour retrouver une autre copie contemporaine avec laquelle il nous a paru utile de collationner le seul texte connu. V. App. I.

(1) Art. 1.

(2) Dans nombre de villes déjà il était nécessaire d'avoir une maison pour acquérir la bourgeoisie ; l'ordonnance ne fait que généraliser cette règle.

la lettre de bougeoisie. Muni de cette lettre et accompagné d'un sergent, le bourgeois doit se rendre chez son ancien seigneur et lui signifier qu'il est entré dans la bourgeoisie de telle ville. C'est la cérémonie du désaveu. Elle est essentielle pour que l'impétrant soit définitivement admis comme bourgeois : c'est qu'en effet l'ancien seigneur du bourgeois, d'après les principes déjà reconnus, et consacrés par la présente ordonnance, garde tous ses droits sur ses hommes jusqu'à leur entrée dans une bourgeoisie nouvelle. Il faut donc loyalement l'avertir qu'il ait à faire valoir ses droits, notamment celui de justicier le bourgeois pour des actes antérieurs à l'admission dans la bourgeoisie (1). D'ailleurs, pour éviter les abus qui pourraient résulter de poursuites entreprises trop longtemps après l'entrée en bourgeoisie, le roi restreint à trois mois le délai dans lequel le seigneur peut agir (2). C'est en outre jusqu'au jour où il a notifié son désaveu que le bourgeois est tenu de payer ce qu'il doit à la ville qu'il vient de quitter. L'acte de désaveu acquiert une utilité toute particulière lorsque le nouvel entrant est un serf : le roi défend en effet de recevoir les serfs d'autrui dans les bourgeoisies ; la formalité du désaveu permettra au

(1) Cf. plus haut p. 45.

(2) Art. 7. On prend de même des précautions pour éviter que le seigneur n'essaie de justicier son ancien bourgeois pour un délit trop ancien. Il ne pourra poursuivre que les délits commis dans les trois mois avant l'entrée en bourgeoisie.

seigneur de poursuivre son serf et de le récupérer avant que celui-ci n'ait prescrit sa liberté par la résidence d'an et jour qui, dans nombre de pays, affranchit (1).

S'il veut jouir des privilèges de la ville où il est entré, le bourgeois doit payer les taxes de cette ville ; de même qu'il est tenu de payer les taxes de son ancien lieu de bourgeoisie jusqu'au jour où il y fait connaître son désaveu (2). D'ailleurs, nul ne peut être reçu définitivement bourgeois s'il n'a rompu tous les liens qui l'attachaient à son ancien pays. On ne pourra donc plus comme autrefois être bourgeois de deux villes à la fois (3).

Le bourgeois est en outre tenu à une résidence sévère ; il ne peut quitter la ville de la veille de la

(1) Art. 9. En général, le serf peut par une résidence d'an et jour acquérir la liberté dans les villes royales, mais il existait déjà des villes du roi dans lesquelles les hommes de corps n'avaient pas droit de se faire admettre V. par ex. pour Montfaucon Delisle, *Registre de Nicolas de Chartres* (Notice et extraits des mss. de la Bibl. nat. t. XXIII, p. 141) et restitution d'un volume des Olim, n° 153 : « On retenra en la reseance de Montfaucon toutes manieres de gens, fors que ceulx qui sont serfz de leurs corps, et ceulx qui sont dampnés ou forbanniz en aucun lieu pour villain fait ; et si dira on à ceulx qui venrront en la reseantise : « On vous reçoit en la reseantise, mais gardez que vous ne soyez serfz de voz corps ou que vous ne soiez ne condempnés ne forbannis par villain fait ; et se vous estiez encombrez avant que vous venissiez en la reséantise, le roy, tant comme il appartient à cellui encombrement, ne vous deffendrait pas » » (Fol. 27, 56 v°).

(2) Art. 6.

(3) Cf. l'exemple de double bourgeoisie donné plus haut, p. 50.

Toussaint à la veille de la St-Jean c'est-à-dire du dernier jour d'octobre au 23 juin. Il n'est exempt de résider que « par cas de maladie apperte de son cors ou de sa fame, ou de ses amis charnex prochains, ou de mariage, ou de pèlerinage ou de cas semblanz sans fraude ». Encore est-il que, dès que l'empêchement de résidence a cessé, il doit rentrer en sa bourgeoisie dans un délai de trois jours ou de quatre au plus. Si le bourgeois est marié il n'est pas nécessaire qu'il séjourne lui-même dans la ville : la présence de sa femme suffira (1). Le bourgeois est-il célibataire ? il pourra accomplir sa résidence par l'intermédiaire de son valet ou de sa servante (2). Dans tous les cas, le bourgeois et sa femme ou le bourgeois non marié devront être présents au lieu de leur bourgeoisie, s'ils sont au pays, à toutes les fêtes de l'année (3). La bourgeoisie foraine se trouve par là fortement entravée, la maison du bourgeois le retenant à la ville, et la nécessité de la résidence (de lui ou de sa famille) l'empêchant d'avoir ailleurs une attache domiciliaire sérieuse. Pour être bien certain que l'ordonnance sera observée et pour purifier pour ainsi dire les anciens bourgeois des vices dont pourrait être entachée leur bourgeoisie, le roi leur prescrit de renouveler cette bourgeoisie en la

(1) Art. 3 et 4. On permet aux bourgeois de sortir de la ville pendant l'été principalement à cause des travaux agricoles : « Leurs meisson, fenoisons, vendenges ».

(2) Art. 5.

(3) Art. 4 et 5.

manière dessus dite « dans le mois qui suivra la promulgation de l'ordonnance, sous peine d'être exclus de leurs privilèges (1) ».

L'ordonnance réserve toutes les chartes à elle contraires existant d'ancienneté ; mais elle doit s'appliquer par tout le royaume, nonobstant saisine ou usage contraires (2).

Telle est l'ordonnance de 1287. Elle constituait, comme on a pu le remarquer en lisant les pages qui précèdent, un sérieux empêchement au développement des bourgeoisies foraines. Désormais on ne pourra plus légalement être bourgeois d'une ville sans y avoir transféré son domicile, ce qui constitue déjà une garantie sérieuse contre les fraudes. Sans doute l'ordonnance permet au bourgeois de ne point résider constamment dans sa ville, mais les conditions qu'elle lui impose sont assez dures : il est donc certain que seuls les bourgeois ayant pour ce faire des motifs sérieux, profiteront de la latitude qui leur est donnée. Mais en même temps, il est nécessaire de faire remarquer que l'ordonnance suppose tous les bourgeois rattachés à une ville. Il nous est permis de voir là une nouvelle preuve et une confirmation de notre théorie sur la bourgeoisie foraine.

(1) Art. 10.

(2) Certaines villes admettaient dans leurs chartes que les bourgeois ne fissent résidence qu'aux quatre fêtes annuelles telle : Mâcon (Cf. *Ordonn.*, t. II, p. 560). Elles conserveront ces privilèges malgré l'ordonnance.

S'il avait en effet existé une bourgeoisie purement personnelle, il est bien certain que l'ordonnance l'eût visée d'autant mieux que cette sorte de bourgeoisie eût été précisément celle qui facilitait le plus les fraudes. Nous aurons d'ailleurs à constater, pour la période qui va suivre l'ordonnance, comme pour celle qui la précédait, que la bourgeoisie purement personnelle n'exista pas. Il y a plus : même dans une hypothèse où l'on eût facilement compris que le roi admît la bourgeoisie personnelle, nous ne la voyons pas apparaître. Cette hypothèse est la suivante : on sait qu'au Moyen-Age les marchands lombards furent souvent faits bourgeois du roi (1). Cette acquisition de la bourgeoisie royale n'était qu'une sorte de naturalisation. Le roi n'aurait-il pas fait entrer les Lombards dans sa bourgeoisie personnelle si cette bourgeoisie avait existé ? or précisément les lettres données aux Lombards non encore fixés dans le royaume supposent qu'ils doivent se fixer dans une ville royale (2).

(1) Cf. Ordonn. du 7 mars 1295 (n. st.) (*Ordonn.*, t. XI, p. 377). Cf. aussi ordonnance du 1^{er} novembre 1295 (*Ordonn.*, t. I, p. 326) qui font allusion aux lettres de bourgeoisie des Lombards.

(2) Voici une de ces lettres éditée par M. d'Arbois de Jubainville, *De quelques documents récemment découverts à Ervy (Aube)* (Bibl. de l'Ecole des chartes, 4^e série 2, p. 497, 3 septembre 1292 : « Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus, quod nos volumus et placet nobis quod Antonius Scaramp, Anthonius de Quarto, Bartholomeus Scaramp et Jacobus Spinelli ; ex nunc, quamdiu vixerint, sint et censeantur burgenses nostri, et quod ipsi secundum foros et con-

Disons enfin en terminant ces remarques, que l'ordonnance de 1287 n'est pas spéciale aux bourgeois du roi. Elle s'applique en général à toutes les bourgeoisies du royaume. Nous avons vu en effet que les fraudes relevées au chapitre précédent n'étaient pas particulières aux bourgeois royaux. Les bourgeois des seigneurs comme le roi de Navarre, comte de Champagne, ou ceux des communes, s'y livraient également (1). Peut-être les fraudes des bourgeois forains du roi étaient-elles plus nombreuses que celles des autres bourgeois, en raison même de la puissance royale, du plus grand nombre des agents royaux et de leur hardiesse, mais ce n'est là qu'une question de fait.

L'ordonnance de 1287 est, comme on l'a fait justement remarquer, une véritable ordonnance de principe. Les rois du xiv^e siècle la rééditent sans y rien changer, soit dans les ordonnances de réformation du royaume

suetutidines, prisias missiones, privilegia et libertates nostrarum civitatis, ville, seu castri in quibus ipsi suam mansionem fecerint, sicut et alii burgenses nostri loci ejusdem mansionis earum regantur et ducantur. Nec sustinebimus quod ipsi tanquam Lombardi tractentur, imo precipimus ex nunc et mandamus, ipsos sicut burgenses nostros reputari, tractari et censeri. » — On ne saurait tirer argument en faveur de la bourgeoisie personnelle de l'expression bourgeois du royaume qui se trouve dans une ordonnance de Jean Le Bon. *Ord.*, t. II, p. 343. Le contexte indique nettement qu'elle est synonyme de citoyen du royaume sans plus. On trouvera une autre lettre de bourgeoisie en faveur de Lombards à l'Appendice III, pièce 2. *Adde* B. N. Ms lat. 4641, f° 34 (indiqué par M. O. Martin).

(1) Cf. plus haut, p. 46 et suiv.

comme en 1303 (n. st.) (1) et en 1351 (2), soit comme le fit Charles V en 1367 à la suite d'Etats généraux (3) ; en 1381, le même roi se contentera de la rappeler dans un bref article d'une ordonnance rendue à la suite d'une session des Etats de Langue d'oïl (4) ; de même elle sera rééditée ou rappelée en faveur des seigneurs dont les réclamations se font entendre, notamment en 1312 et 1315 (5) en faveur des Nobles de Champagne ; en 1332 en faveur de certains seigneurs d'Auvergne (6) ; en 1371 en faveur de l'évêque de Viviers (7). La réglementation

(1) *Ordonn.*, t. I, p. 361. Le roi, dans cette ordonnance, enjoint d'une façon formelle d'appliquer les règles édictées en 1287 : « Item volumus quod ordinatio burgessie per nos et nostrum consilium facta, diu est, super burgenses, custodiat et firmiter teneatur. Et si contingeret quod emergeret questio quod gentes nostri requirerent aliquem sicut burgensem nostrum, quem aliquis prelati aut baro aut quivis alius nobis subjectus dicerent esse hominem aut iusticiabilem suum, aut quod in eorum jurisdictione commisset, negantes ipsum esse burgensem nostrum, recredencia fiat super eo per illum qui eum tenet, si ita sit, quod in casu recredencie teneatur. Et inquisita veritate super negocio, vocatis qui fuerint evocandi, negocium executioni demandetur, secundum quod jus et bona consuetudo patrie postulabunt, servata tamen ordinatione burgensiarum per consilium nostrum edita, de qua copiam habebit, qui eam voluerit legere et habere. Et ita observari volumus de novis bastidis. » Art. 24 de l'Ordon. de 1303.

(2) *Ordonn.*, t. II, p. 461.

(3) Etats tenus à Sens, *Ordonn.*, t. V, p. 22.

(4) V. Varin. *Arch. adm. de la ville de Reims*, t. III, p. 514.

(5) Cf. Bourdot de Richebourg, *Coutumes de France*, t. III, p. 230 ; Brussel. *Usages des Fiefs*, p. LXII, *Ordonn.*, t. I, p. 573.

(6) Indiqué par Chabrol : *Coutumes générales et locales*, t. I, p. LXXX.

(7) V. *infra*, p. 97.

générale de la bourgeoisie n'a donc pas évolué de tout le moyen-âge.

Nous voici en présence d'une réglementation précise. La royauté va-t-elle appliquer les règles posées par elle, ou au contraire les tourner en dépit de ses confirmations ; et, inaugurant une politique que nous ne lui avons pas vu suivre jusqu'ici, se servir de sa bourgeoisie pour miner les justices seigneuriales ? Les textes vont répondre à cette question.

Voici d'abord un arrêt du Parlement de 1287 rendu l'année même de l'ordonnance et à la même session du Parlement. Un procès étant pendant entre deux prétendus bourgeois de Chaudarde — il s'agit certainement de bourgeois forains — et l'évêque de Reims (1). La cour déclare purement et simplement que le conflit doit être réglé d'après les principes posés par l'ordonnance.

Cependant une restriction avait été apportée par le roi à l'application générale de l'ordonnance (2). On avait décidé que les pays voisins de l'empire d'Alle-

(1) *Olim*, t. II, p. 270, n° XVI. « Cum quidam qui se dicebant burgenses de Chandarde causam haberent in ista curia contra archiepiscopum Remensem, dictum fuit quod, dicta lite cessante, ordinacio facta super burgensiis servaretur ».

(2) Nous trouvons sur le registre qui nous a conservé copie de l'ordonnance de 1287 les lignes suivantes en marge de cette ordonnance : « Demum cum postmodum placuisset domino regi quod, aliquibus de causis, hujusmodi ordinatio de burgensiis in villis sitis in marchiis sive in finibus regni sui a parte imperii Alemannie minime servaretur ».

magne en seraient dispensés. Il est probable que le roi avait craint pour ses bourgeois la concurrence de l'institution des Phahlbürger (1). On sait en effet que les puissantes villes d'Empire conféraient un droit de bourgeoisie que conservaient les bourgeois, même lorsqu'ils habitaient hors la ville. Il pouvait donc y avoir lieu de craindre que les bourgeois français astreints à la résidence ne préférassent se faire bourgeois d'une ville impériale de langue française, comme Metz, par exemple, où ils trouveraient les avantages de la bourgeoisie foraine. En outre, et précisément dans les pays d'empire parlant notre langue, le roi de France avait intérêt à posséder des influences. N'eût-il pas été d'une politique maladroite d'empêcher ce pays, par une application rigoureuse de l'ordonnance, de se peupler de citoyens français ? Le roi ne pouvait, il est vrai, exercer qu'une protection de fait sur ses sujets habitant hors des frontières, mais nous allons pouvoir nous rendre compte par un arrêt des Grands Jours de Troyes de 1299 (n. st.) que, par la pratique des représailles, cette protection pouvait être effi-

(1) Les villes allemandes admettaient des bourgeois forains nommés Phahlbürger ou Ausbürger qui restaient leurs justiciables quoique résidant sur la terre d'un seigneur autre que la ville. L'institution atteignit un très grand développement au cours des xiii^e et xiv^e siècles et motiva à plusieurs reprises les plaintes des seigneurs. Malgré les réglementations impériales, qui interdisaient aux villes d'admettre des Phahlbürger, l'institution subsista jusqu'aux temps modernes. Cf. Maurer, *Geschichte der Städteverfassung in Deutschland*, t. II, p. 240 et suiv.

cace (1). Une femme de Verdun, bourgeoise du roi,

(1) Brussel, *Usage des fiefs*, t. III, chap. XV, p. 920 : « Dicta Pastorelle de Virduno domini Campanie burgensis, ut asserit, curiæ campaniæ supplicavit quod, dicti Tresdecim de Vireduno, eandem Burgensem injuste et violenter tractaverant, in dedecus et præjudicium Domini regis Francorum, dampnum et gravamen dictæ burgensis, retinendo bona omnia dictæ Burgensis.... et contra libertatem prædictam temere veniendo, licet de [dictis bonis] reddendis dicti Tresdecim Justitiatores ex parte Baillivi de Vitriaco extiterint requisiti et facere [nichilominus] contradicunt. Quare petiit dicta Burgensis, per gentes Domini Regis super hoc apponi remedium opportunum, et quod sua bona sibi reddantur et restituantur cum dampnis suis et expensis quæ passa est in negotio suo proquirendo... prædictorum et quod tanquam burgensis, sicuti et alii burgenses, secundum burgenciarum prædictarum libertatem... defendatur ; maxime cum dicti Tresdecim Justiatores, super hoc ad istos dies Trecensos vocati fuerint, contra dictam [petitionem], ad omnes suas rationes proponendas quas haberent contra dictam Burgesiam, sicuti Curia a Baillivo Vitriaco [informata] fuerit viva voce, nec comparuerint se ipsos super præmissis deffensuri. Quare præceptum fuit Baillivo antedicto ut, si aliquos de Virduno in terra Campaniæ invenerit, ipsos et eorundem bona teneat sufficienter, quousque bona dictæ [Burgensis] restituantur ; et dictum factum quocitius poterit, Domino Regi faciat emendari. Si autem dicti Tresdecim Justitiatores per se ipsos in suis assisiis comparare voluerint, suas rationes si quas habent, allegaturi, veniant et audiantur, et partibus faciat jus maturum secundum quod ratio suadebit ». Brussel ajoute : « Craignant sans doute les représailles, les Treize Justiciers de Verdun obéirent à l'arrêt, car ils consentirent que le bailli de Vitry fit à ladite Pâtourelle la récréance de ses biens meubles et immeubles, en telle sorte néanmoins qu'elle donnerait sûreté par devant le bailli pour raison de la récréance qu'il lui devoit faire. Mais cette femme n'ayant pu faire ou donner la sureté demandée par les Justiciers de Verdun, il fut sur cela ordonné par la cour des Grands Jours tenant le lendemain de la nativité de Notre-Dame de l'an 1289, au bailli de Vitri, de tenir saisis les biens de ladite Pâtourelle et de lui en fournir seulement ce dont elle auroit besoin, tant pour vivre que pour subvenir aux frais de la poursuite de son procès. Et cette cour enjoignit de

était venue se plaindre aux Grands Jours de ce que les Treize Justiciers de cette ville s'étaient emparés de ses biens et l'avaient injustement molestée. Le bailli de Vitry leur adressa la sommation de rendre les biens à la bourgeoise, mais il n'obtint aucun résultat. Ajournés à venir donner leurs raisons devant les Grands Jours, les Treize Justiciers ne s'étaient pas rendus à l'ajournement. La cour ordonna alors au bailli de saisir sur les habitants de Verdun qu'il pourrait trouver en Champagne autant de biens qu'il en faudrait pour amender le délit.

Mais l'exemption dont jouissaient les pays de la frontière ne fut pas de longue durée : Philippe le Bel la supprima en 1293 (1).

De même, en Champagne, la jurisprudence des Grands Jours de Troyes semble, au moins pour des espèces particulières, avoir entravé l'application de l'ordonnance, non pas, il est vrai, en faveur de bourgeois du roi, mais en faveur de bourgeois de certains seigneurs.

L'abbé et le couvent de Saint-Menge, de Châlons,

nouveau au bailli de faire exactement garder tout ce qu'elle venoit d'ordonner ». *Ibidem.*, p. 920, arrêt cité en note.

(1) En marge de l'ordonnance sur le registre : « Demum, dominus rex, anno Domini M° CC° nonagesimo terciò, circa Ascensionem Domini, apud Pontisaram, cum majori et saniori porte sui consilii, voluit et precepit quod dicta ordinatio de burgesiis per totum regnum suum, tam in finibus quam alibi, generaliter observaretur ».

se plainquirent aux Grands Jours de Troyes, en 1288, de ce que le bailli et l'évêque de Châlons mettaient obstacle à leurs bourgeoisies. Les termes dont se sert l'arrêt où nous est rapportée l'affaire semblent nous indiquer que ces troubles consistaient tout simplement en ceci que le bailli et l'évêque empêchaient les moines d'avoir des bourgeois forains (1). C'est ainsi qu'il faut interpréter, croyons-nous, notre texte, malgré la phrase suivante : « *Ballivus de Vitriaco et Dominus Cathalanensis omnes dictas burgencias suas in terra sua Cathalanensi impediunt et perturbant* », car, s'il ne s'agissait pas de bourgeois forains, mais de bourgeois résidant sur les terres de l'abbaye, l'évêque et le bailli n'auraient eu aucun droit d'inter-

(1) Brussel, *Usage des fiefs*, t. II, l. III, ch. XV, p. 903 : « Abbas et conventus S. Mennii Cathalanensis curiæ Campaniæ supplicaverunt quod, cum iidem et predecessores sui sint et fuerint in bona saisina et pacifica possessione a tempore a quo non extat memoria, utendi burgenciis suis in terra sua Cathalanensi et recipiendi burgenses venientes in burgenciis suis prædictis et ratione prædictarum burgenciarum suarum Domino Campaniæ in quadraginta libras turonenses teneantur annuatim, Ballivus de Vitriaco et dominus Cathalanensis, omnes dictas burgencias in terra sua cathalanensi impediunt et perturbant. Quare petebant super hoc aptum remedium apponi, dictum impedimentum amovendo ita quod permetterent dictos religiosos de possessione dictarum burgensiarum gaudere prout consueverunt. Audita supplicatione prædicta et admissa, de consilio curiæ Campaniæ : Præceptum est baillivo ut dictum impedimentum amoveat et permittat dictos religiosos uti et gaudere burgenciis suis prædictis, prout est consuetum per ipsos, nonobstante Constitutione antedicta ». *Registre des Grands jours de Troyes*, fol. 37.

venir légitimement : or leur intervention dans le cas présent semble avoir été légitime, puisqu'on leur ordonne de la cesser et de laisser les religieux jouir de leurs droits comme par le passé, malgré l'ordonnance. La cour décide donc que l'ordonnance de l'année précédente ne s'appliquera pas dans ce cas particulier.

Le roi au contraire, par l'organe de son Parlement de Paris, réproouve cette jurisprudence, et, en 1292 il déclare l'ordonnance applicable aux bourgeoisies des moines de Saint-Menge (1).

Quelques années plus tard, en 1295, le roi, par une déclaration faite en présence du duc de Bourgogne, du comte de Saint-Pol, du connétable Raoul de Clermont, des évêques de Tournai et de Dol, et du conseiller Pierre Flotte, ordonna qu'aucune exception à l'ordonnance ne serait admise pour la Champagne et

(1) *Olim*, t. II, p. 309, n° XXVII, anno 1292, Parlement de Penticôte « Cum nos ad instanciam abbatis et conventus Sancti Mennii, prope Cathalanum, ad informandum nos, fecissemus inquiri quibus modis et quibus usibus predicti nostri comites Campanie manu tenerunt et custodierunt, temporibus retroactis, ecclesiam Sancti Mennii Cathalanensis, homines et burgenses dicte ecclesie et statum burgessie sue, et qualiter extitit hactenus observatum ; visa dicta informacione seu inquesta, inventum fuit, per dictam informacionem seu inquestam, dictos abbatem et conventum, eorum ecclesiam et bona, esse et fuisse de garda comitis Campanie. Quantum vero ad burgessias dicti loci, ordinatum fuit, per curiam nostram, quod nichil immutaretur de ordinacione facta super statu burgessiarum regni nostri ; ned servabitur burgessia dictorum abbatis et conventus in eo in quo est contra ordinacionem predictam.

qu'on l'appliquerait dans cette province comme dans le reste du royaume (1).

Nous allons voir d'ailleurs que pour la fin du ^{xiii}e siècle et toute la durée du ^{xiv}e la politique du roi ne va pas changer, que partout et toujours où des abus vont se glisser, le roi va intervenir et les réprimer.

On a soutenu cependant pour notre période que les bourgeois forains avaient exercé une certaine influence en Auvergne et que précisément le roi s'était servi des bourgeois forains de Nonette, une de ses villes de cette province, pour faire échec à la juridiction des seigneurs féodaux avoisinants (3). On s'est fondé pour démontrer cette thèse sur des documents en majeure partie inédits qui nous ont été conservés aux Archives Nationales. La généralisation faite par les auteurs qui ont mentionné ces pièces et en ont tiré argument était un peu hâtive comme on pourra s'en apercevoir dans un instant. Il ne s'agit pas là de plusieurs procès

(1) En marge de l'ordonnance : « Item, anno nonagesimo quinto, presentibus duce Burgundie, comite Sancti Pauli, constabulario, episcopis Tornacensi, Dolensi et P. Flote, recitata fuit predicta ordinatio et approbata, et fuit superadditum quod nulla fieret revocatio in Campania. In parlamento Omnium Sanctorum, presente toto parlamento ».

(2) Nonette, Puy-de-Dôme, arrondissement d'Issoire, canton de Saint-Germain-de-Lembrun.

(3) Prou, Les coutumes de Lorris et leur propagation aux ^{xii}e et ^{xiii}e siècles. *Nouvelle Revue hist.*, 1884, p. 274. Rivière, *Institut. de l'Auvergne*, t. I, p. 266 et t. II, p. 337. Boutaric, *Philippe Le Bel*, p. 136.

comme on l'a dit, mais d'un seul. L'affaire ne présente aucun intérêt général ; comme nous le verrons, c'est une affaire purement privée (1). Toutes les pièces du procès ne se rapportent qu'à un seul et même individu. Elles sont pour la presque totalité constituées par des lettres impétrées par lui ou pour lui et quant à ce qui concerne celles où il n'est pas mentionné expressément, nous pouvons établir, par des documents de la même liasse, qu'elles lui étaient destinées.

Le chapitre de Brioude prétendant exercer le droit de juridiction sur un nommé Bernard Manant qu'il disait être clerc, alors que celui-ci se réclamait de la justice du roi en faisant valoir sa qualité de bourgeois du roi à Nonette : tel est le résumé de l'affaire que nous allons étudier.

Puisqu'il s'agit d'un cas particulier, deux hypothèses sont possibles. Ou bien le roi a voulu protéger un bourgeois pris individuellement, ce qui à la rigueur s'expliquerait, étant donné le personnage : Bernard Manant est en effet forestier (2), titulaire de sergenteries royales et le roi lui a octroyé les droits de marché

(1) On pourra se rendre compte de cette assertion en parcourant les pièces du dossier que nous publions à l'Appendice II.

(2) Un acte qui le nomme forestier de Langeac est aux Archives nationales J 1034. Il a été publié par Chassaing, *Spicilegium Brivatense*, p. 186.

d'une ville de la région (1). Mais, d'autre part, Manant est réclamé en tant que clerc par le chapitre de Brioude. Il faut croire que ces prétentions avaient un certain fondement, car Bernard est obligé d'avouer qu'il porte une tonsure, et tout ce qu'il allègue pour sa défense, c'est qu'il la porte *propter timorem, vel propter aliquam levitatem*, par crainte ou par légèreté (2). Nous pourrions par conséquent être ici en présence — et ce serait la seconde hypothèse — non pas d'un conflit entre les juridictions locale et royale mais entre la juridiction ecclésiastique et la juridiction séculière.

Nous allons voir, par un examen détaillé de l'affaire, que ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne doit être admise.

Pour des raisons que ne nous apprennent pas les pièces du procès conservées, le chapitre de Brioude a saisi les biens de Bernard Manant. Celui-ci excipe de sa qualité de bourgeois du roi pour contester cet acte de juridiction. Il se fait protéger par les agents royaux

(1) Appendice II, pièce 14 : « Il a empétré du roy estre serjant de iij prévostés en Auvergne et la garde des boys du roy de Langac à xij deniers de gages à sa vie ou il n'eut onques mais que vj deniers de gages... » — « li diz Bernart a empétré de nouvel marchié à Polhoguet, une ville qui est de nounains ».

(2) Appendice II, p. 11 : « Si invenerint ipsum Bernardum propter timorem vel aliquam levitatem portasse tonsuram a non prelato seu episcopo ut asserit dictus Bernardus sibi datam sed potius a barbitonsore occasione premissorum. »

et obtient en février 1290 (n. st.) des lettres du roi ordonnant au bailli d'Auvergne de faire donner main levée de la saisie (1). Ces mesures ne semblent avoir pas eu de succès, puisque, le 25 avril suivant, le bailli d'Auvergne est obligé de les renouveler et d'ordonner au prévôt royal de Brioude d'empêcher les vexations du chapitre, en saisissant son temporel si besoin est (2). Les chanoines résistent toujours. Bernard Manant se fait alors délivrer un vidimus de l'acte par lequel Philippe Auguste avait concédé à Nonette les privilèges de Lorris (3). Ce vidimus va lui servir vraisemblablement à appuyer auprès du roi une requête contre les chanoines de Brioude (4). Il mêle habilement dans cette requête ses griefs particuliers qu'il généralise à des griefs généraux, et d'ailleurs assez vagues, et prend ainsi la parole, non plus en son propre nom, mais au nom de tous les bourgeois de la ville (5). Le roi

(1) Appendice II, p. 1.

(2) Appendice II, p. 2. Ces lettres qui parlent des bourgeois de Nonette en général, ne visaient probablement que Manant.

(3) Appendice II, p. 4.

(4) Appendice II, p. 13. La pièce n'est pas datée, mais nous croyons qu'il est logique de lui donner cette place dans la chronologie de l'affaire. Elle semble en effet avoir motivé la lettre du 17 juin : Appendice II, p. 5.

(5) Premier grief. Bernard se plaint d'abord d'avoir été mis en prison avec sa femme. Le second grief qui parle d'enlèvements de femmes des bourgeois de Nonette par les chanoines semble bien être la répétition généralisée du premier que l'auteur de la requête dramatise en disant que les chanoines se déguisent pour procéder à ces enlèvements, et les font après le couvre-feu. Le grief

répond par des lettres ordonnant au bailli d'Auvergne, au châtelain d'Auzon, gardien de la bourgeoisie de Nonette, de protéger les bourgeois contre le chapitre et intimant de nouveau au chapitre l'ordre de rendre les biens saisis à Manant (1).

Si les chanoines de Brioude se montrent à ce point récalcitrants aux ordres du roi, ne serait-ce point parce que Bernard n'arrivait pas à démontrer devant eux son titre de bourgeois du roi ? Bernard semble avoir habité Brioude. Il n'observait donc pas les prescriptions de l'ordonnance de 1287 (2). Il eût fallu, pour qu'il pût gagner son procès que la nécessité de la résidence n'eût pas été imposée aux bourgeois royaux.

Ici se place dans notre affaire l'incident le plus intéressant pour nous. Nous voulons parler de l'expédition de lettres royaux permettant aux bourgeois de Nonette de ne pas résider dans la ville d'une façon

le plus sérieux serait le troisième : les gens des chanoines ont battu les bourgeois du roi. On reproche encore aux chanoines de confisquer les terres que les bourgeois tiennent d'eux. Peut-être, en agissant ainsi, ne font-ils qu'user de leurs droits. Nous avons vu, en effet, que dans certains cas, le seigneur a droit de saisir les biens de son sujet, lorsque celui-ci quitte sa terre, *suprà* p. 41. Nous aimons mieux penser que Bernard ne fait ici allusion qu'à la saisie qu'il a lui-même subie : c'est encore très vraisemblablement un grief personnel généralisé. Enfin, le dernier grief a quelque chance pour être, lui aussi, personnel à Bernard : il est dit que les chanoines font citer les bourgeois par lettres de Rome ; il doit s'agir ici encore d'une affaire concernant Bernard, clerc de Brioude et non pas tous les bourgeois de Nonette.

(1) App. II, p. 5 et 6.

(2) Il y possède en effet des biens et est appelé par les chanoines « homme de Brioude » Appendice II, p. 14 et 15.

aussi rigoureuse que le voulait l'ordonnance. C'est de deux de ces lettres qu'ont fait état M. Rivière et M. Prou pour soutenir que Philippe le Bel avait doté d'un régime spécial la bourgeoisie de Nonette.

En fait, la question est bien plus compliquée qu'elle ne le semblerait d'après l'exposé de ces deux savants. Nous possédons aux Archives nationales les deux pièces suivantes :

1° Un original scellé de cire jaune et publié par M. Prou, qui permet aux bourgeois, après un an et un jour de résidence pour commencer, de ne résider que de la Toussaint à la Chandeleur (1);

2° Une acte de juin de la même année portant des ratures et surcharges multiples (2), non scellé et ne portant aucune trace d'apposition de sceau, qui permet, toujours après l'an et jour initial, de ne résider qu'aux quatre fêtes. M. Prou pense que c'est une minute qui n'a jamais été expédiée. Il est en effet certain que ce morceau de parchemin ne peut être un acte définitif de la chancellerie royale. Toutefois une lettre de même teneur reproduisant cette minute, au moins dans sa partie essentielle, et scellée de *cire verte*, a certainement existé. Dans une requête non datée (3), mais sûrement postérieure à décembre

(1) Prou, *loc. cit.*, p. 546, pièce justificative n° XXI. C'est par erreur que M. Prou (p. 276) dit que cette pièce permet de ne résider qu'à la Toussaint et à la Chandeleur.

(2) Appendice II, p. 3.

(3) Append. II, p. 15.

1290 (1), que présenta le chapitre de Brioude au Parlement et où sont énumérées les lettres impétrées par Bernard Manant au préjudice, soit du chapitre, soit du roi, figure l'article suivant :

« *Literam (scil. impetravit B. M.) quod ipsi qui sunt et erunt deinceps burgenses Nonete, facta residentia unius anni non teneantur residere ibidem nisi in iij^{or}. festis analibus, et quod dictam residentiam possint facere in mandamento vel pertinentijs dicti castri; et est ista sigillata sigillo viridi* ».

En outre, il existait encore une troisième lettre dont nous ignorons la date, qui suppose que l'ordonnance de 1287 était appliquée à Nonette — ce qui est contradictoire avec les lettres qui précèdent — mais facilite aux bourgeois l'obligation de faire résidence en leur permettant de ne pas le faire d'une façon continue de la Toussaint à la St-Jean pourvu toutefois qu'ils résident à Nonette un nombre de jours équivalent à ces 8 mois (2). Ces trois lettres ont été impétrées par Bernard Manant.

Enfin, à la date du 30 septembre (3), le roi ordonne

(1) Elle mentionne, en effet, une lettre expédiée en décembre (Append. II, p. 10).

(2) Append. II, p. 15: « *Literam quod burgenses Nonete, qui non fecerant suam residentiam, et per hoc secundum ordinationem alias editam super burgensibus erant reddendi suis dominis temporalibus, quod adhuc possint eam perficere et complere, et tempus preteritum conjugatur cum futuro et valeat ad residentiam perficiendam et complendam cessante omni defectu et discontinuatione quacumque.* »

(3) Append. II, p. 8.

au châtelain d'Auzon de faire respecter l'ordonnance de 1287 (*ordinatio facta de novo*) dans une lettre où il lui accorde certains privilèges.

Il est impossible de se retrouver dans ce labyrinthe d'actes contradictoires ; mais le rapprochement des dates — qui s'échelonnent entre juin et décembre — prouve péremptoirement que ces lettres ont été obtenues par intrigue. Nous ne pouvons supposer qu'à quelques mois d'intervalle le roi ait ordonné quatre manières différentes de tenir la bourgeoisie de Nonette. Sommes-nous en présence de faux ? Pour les lettres que nous ne possédons pas la chose n'est pas impossible. Quoi qu'il en soit, les lettres accordant la résidence restreinte aux quatre fêtes dont le projet semble avoir été conçu en même temps que celles permettant de ne résider que de la Toussaint à la Chandeleur — expédiées à deux mois de distance du mandement ordonnant au châtelain l'observation de l'ordonnance — ne sauraient être considérées comme un argument en faveur de la thèse que nous combattons. Il en est de même de la lettre sûrement contemporaine sur la jonction des temps de résidence. On ne saurait non plus tirer argument du fait que les chanoines prétendent dans leur requête que ces lettres ont été obtenues « *in destructione tocus Arvernii et contra ordinationem super burgensibus* » ; la requête du chapitre étant postérieure au mandement de septembre, l'argument tombe de lui-même. Nous sommes donc en présence de lettres

subreptices sans doute, obtenues frauduleusement et qui ne prouvent pas une tendance à l'empiètement du pouvoir royal à l'aide des bourgeoisies.

Le roi d'ailleurs ne semble pas non plus avoir voulu dans cette affaire faire échec à la juridiction ecclésiastique des chanoines. En effet, avant même d'avoir rappelé le châtelain d'Auzon au respect de l'ordonnance, le 21 septembre, le roi reconnaît implicitement qu'il n'a pas le droit de faire d'un clerc son bourgeois, puisqu'il prescrit de faire une enquête pour savoir si Bernard était tonsuré. C'est seulement au cas où il serait prouvé que la tonsure n'est pas canonique, qu'il reconnaît le droit de Manant à la bourgeoisie de Nonette (1).

Il est vrai qu'on pourrait invoquer contre nous la présence d'un gardien spécial des bourgeois de Nonette. Les chanoines se plaignent de ce gardien et des privilèges judiciaires que le roi lui concède (2). Nous ignorons les motifs de leurs plaintes : peut-être le châtelain d'Auzon avait-il partie liée avec leur adversaire Bernard Manant (3). Ce n'est pas tant contre la

(1) Append. II, p. 9. Cette enquête devait d'ailleurs être favorable à Manant à qui on expédie en décembre 1290 des lettres le déclarant laïc (Append. II, p. 11).

(2) Requête des chanoines (Append. II, p. 15).

(3) Arguments en ce sens : Bernard Manant a lui-même impétré les lettres permettant au châtelain d'Auzon d'avoir des sergents et des notaires. Il a obtenu pour lui le privilège de recevoir seul les bourgeois qui viennent à la ville ; la garde des juifs ; le privilège de

fonction que contre la personne du gardien que réclament les chanoines. L'existence d'un *custos* ne saurait d'ailleurs fournir aucune indication : c'est simplement un personnage qui remplit les fonctions de prévôt.

De toute cette affaire, il n'y a à tirer qu'une conclusion. Un homme habile qui semble avoir jeté son froc à la suite d'un différend avec un chapitre, pour échapper à la juridiction que celui-ci prétendait exercer sur lui à raison même de sa cléricature, s'est servi adroitement de l'institution de la bourgeoisie pour arriver à ses fins. Encore est-il qu'il n'a pu le faire qu'en impétrant des lettres que le roi a été obligé de démentir implicitement quelques semaines après qu'elles eurent été expédiées. On ne peut donc objecter à notre thèse le procès Bernard Manant.

Bernard n'était d'ailleurs pas le seul auvergnat qui essayât d'exciper de la bourgeoisie pour échapper à son seigneur. Les gens de son espèce ne manquaient pas en Auvergne à notre époque mais, chaque fois que nous rencontrerons ces fraudeurs, nous verrons le pouvoir royal prendre parti pour les seigneurs lésés et prescrire l'observation stricte de l'ordonnance.

connaître seul des causes d'un prieuré de femmes dont il a la garde. Enfin, après avoir exposé tous leurs griefs contre Manant et contre lui seul remarquons-le, les chanoines, en manière de conclusion, demandent au roi de retirer au châtelain ses fonctions : « Ante omnia et supra omnia supplicat dictum custodem amoveri ex causis predictis et quia sufficere debet in patria regimen baillivi, et aliorum prepositorum » (Append. II, p. 15).

Ainsi, en l'an 1310 (n. st), l'évêque de Clermont se plaint de ce que ses hommes vont se faire bourgeois à Cébazat. Ils ne séjournent dans la ville qu'à trois fêtes de l'année : Noël, Pâques et la Pentecôte, et malgré cela ils sont défendus comme s'ils séjournaient conformément à l'ordonnance. Le Parlement décide que ces bourgeois doivent être traités comme hommes de l'évêque, lequel est en saisine de justicier ses levants et couchants, et non comme des bourgeois de Cébazat (1).

En 1332 les seigneurs de Brivadois réclament contre leurs hommes qui se font bourgeois de Paulhaguet

(1) Olim : t. III, p. 431, n° XLX, Anno 1310 (n. st.).

« Super eo quod procurator domini regis et consules ville Chebaziaci, nomine communie dicte ville, dicebant quod quicumque fecerat burgesium in villa Chebaziaci per modum qui sequitur, videlicet quod juraverit obedire consulibus et servare statuta dicte ville, necnon contribuere talliis et assisiis ejusdem, ac custodire seu conservare jus domini regis et residenciam facere in dicta villa cum uxore sua si quam habet, et si non habet uxorem, cum familia sua, in quatuor festis annualibus, videlicet in diebus Nativitatis Domini, Pasche, Penthecostes et Omnium Sanctorum, et sic facta residencia, ut dictum est, dominus rex defendere consuevit personas detorum burgensium et eorum bona mobilia ubicunque existant ; episcopo Claromontensi ex adverso dicente quod, dicta burgesia et quatuor dierum predictorum residencia non obstantibus, ipse et sui predecessores usi sunt, a tanto tempore cujus memoria non existit, justiciare et exspectare omnes in villa Claromontensi, vel alibi in justicia et districtu ipsius episcopi commorantes, ibidem que locum et focum habentes, domiciliumque suum tenentes : Visa inquesta super hoc de mandato curie nostre, vocatis partibus, facta per ipsius curie nostre judicium dictum fuit ordinationem nostram super burgesiis regni nostri editam servari debere. — Die Martis post Reminiscere. — Decanus de Cassello reportavit (mardi 19 avril).

sans y résider, sauf aux quatre fêtes. Philippe de Valois réédite en faveur de ces seigneurs l'ordonnance de 1287 (1).

De même, l'article de l'ordonnance qui défendait aux serfs de se faire recevoir dans les bourgeoisies est observé. Certains prévôts tentent sans doute de l'éluder, mais c'est là de leur part un effort inutile.

Les sergents du bailli de Sens ont été appelés au secours de serfs appartenant à la dame Alice de Montaigu qui se prétendent bourgeois du roi à Villeneuve en Sénonais (2). Ils les ont retirés de la prison de cette dame et ont mis la main sur leurs biens saisis par elle. Le Parlement permet à Alice, en juin 1331, de reprendre ses hommes et de continuer à les tailler comme par le passé (3).

Quelques années plus tard, l'abbé et le couvent de Saint-Martin d'Autun font entendre leurs réclamations (4). Cinquante-trois de leurs serfs sont devenus

(1) Indiqué par Chabrol, *Coutumes générales et locales d'Auvergne*, t. I, p. LXXIII. Nous avons vainement demandé à M. Jacotin, archiviste du Puy-de-Dôme, si ses archives conservaient quelque trace de cette affaire.

(2) Villeneuve-le-Roi, aujourd'hui Villeneuve-sur-Yonne.

(3) Cf. Appendice III, p. 4.

(4) Cf. Bulliot, *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Martin d'Autun*, réédité par Quantin, *Preuves*, n° 113. Ce texte est mal édité, mais l'auteur n'indiquant pas la source où il l'a puisé, il nous a été impossible de rechercher l'original. Il est assez curieux de noter que M. Beaune (*Condition des personnes*, p. 151), cite précisément ce texte pour démontrer que le roi admettait des serfs dans ses bourgeoisies, malgré l'ordonnance.

bourgeois du roi à Villeneuve. Ils demandent aux enquêteurs du roi dans le baillage de Sens (1) qu'on « ote » et « extraie » leurs hommes de la bourgeoisie indûment reçue. Le prévôt allègue que « selon les ordonnances, il loise à chacun entrer ès bourgeoisies du roy, et que les lettres octroyées sur ce à ceux qui i entrent et sont reçus ès dites bourgeoisies sont deument données, et si les bourgeois font leur devoir sans fraudes ès lieu ou ils sont reçus... qu'il n'a pas à s'enquérir de quelle condition celui est qui entre ès bourgeoisie et sitôt que aucun i est entré la cognoissance de sa personne est au dit prévost et en cognoist le bailli de Sens en ses assises de Villeneuve ». Les commissaires du roi ne se rendent pas à ces raisons; ils font restituer les serfs aux moines; tout au plus recommandent-ils à ces seigneurs de ne point tailler outrageusement leurs hommes comme ils le faisaient par le passé; et prescrivent-ils aux gens du duc de Bourgogne de veiller à ce que les serfs ne soient pas opprimés (2).

(1) Jehan de Bourbon, clerc, chantre d'Othun, et Raoul Gonin, dit de Joy.

(2) ... « De rechief parce que les dits homes nous ont donné à entendre que les dits religieux les ont grevez en moult manières en eux taillant excessivement et ostrageusement comme dit est, leur avons commandé et défendu expressément que ne les taillant et jousticiant autrement, ils ne leur fissent aucun grief, ainçois les considérassent bien et deument, ne leur faire outrage ne déraison, et au cas qu'ils ne le feraient, enjoignons au bailli d'Auxois pour M. le duc que il feist oster les dits griefs et excès

Trois exemples encore du ^{xiv}^e siècle peuvent être invoqués en notre faveur (1).

En 1354, l'évêque de Maguelonne adresse une requête à Jean le Bon alors à Sommières (2). Les hommes soumis à sa juridiction et possédant sur ses terres la plus grande partie de leur avoir se font inscrire comme bourgeois à la *pars antiqua* de Montpellier, sans toutefois s'astreindre aux charges de leur nouvelle bourgeoisie, ils veulent en recueillir tous les avantages au grand dam de l'évêque ; car le gardien des bourgeois les protège contre sa justice. Le roi défend au Recteur de la ville de recevoir ces bourgeois. Même intervention dans le même sens l'année suivante ; cette fois non plus au profit de l'évêque de Maguelonne, mais des consuls de la *pars nova* de Montpellier qui, à leur tour, voient leur juridiction désertée, les hommes de la *pars nova* allant se faire bourgeois dans la *pars antiqua* (3).

aux dits homes, si plainte lui en venoit, et à ce faire contraignet les dits religieux, en telle manière que par défaut du dit M. le duc, dou dit bailli et des autres officiers de la duché, il ne conviègne pas que les dites personnes ne retournent plaintes par devers le roi nostre sire ou à ses gens. En tesmoings de ce, nous avons scellé ces lettres de nos propres sceaux. Donné à Semur en Auxois ce jeudi après la mi-août, l'an de grâce MCCCXXXV. »

(1) Nous ne rangeons pas parmi les mesures relatives au bourgeois du roi la lettre de Charles V de mai 1367 (*Ordon*, t. V, p. 10) où il est question des francs hommes du roi habitant au comté de Bois. Nous estimons que dans ce texte le mot franc homme a son sens ordinaire.

(2) V. cette pièce ; Appendice III, p. 5.

(3) *Ordonn.*, t. IV, p. 167 : «... Quia rector et iudex dictæ partis

Ces documents établissent d'une manière indiscutable que, si des abus se produisent, le roi intervient toujours pour les réprimer, bien loin qu'il les favorise.

Ceci, bien entendu, n'est pas incompatible avec le fait que les rois aient pu parfois concéder à des particuliers des privilèges dérogeant à la règle générale. Nous trouvons certaines lettres de Philippe Le Long dispensant de résidence tel bourgeois d'une ville royale. Nous ne connaissons que deux lettres semblables (1). Il en existe certainement d'autres, mais on peut affirmer qu'elles doivent être assez peu nom-

antiquæ, Conservatores et Judices privilegiorum Regiorum concessorum Burgensibus dictæ partis antiquæ advocatos et receptos, habitatores et mansionarios ipsius partis novæ in Burgenses regio dictæ partis antiquæ receperant et recipiebant, receptosque ut Burgenses defendebant et per mulctarum sive penarum impositiones Nobis applicandarum, eosdem sibi requirebant et procurabant, Jurisdictionem dicti Bajuli impediendo Dicebant etiam consules jam dicti, quod ex quo dicta pars nova ad domanium nostrum pervenerat, dicta burgesia locum habere non poterat nec debebat in quantum concernere potest et poterat habitatores novæ partis predictæ ». En effet, les juges de la *pars nova* étant, comme ils le font remarquer, eux aussi des juges royaux depuis la réunion à la couronne, de telles avoueries n'ont plus de sens. La *pars antiqua* (Montpéliérét) avait été acquise par le roi de France en 1293, la *pars nova* (Montpellier) en 1349. V. Germain, *Hist. de la commune de Montpellier*, t. II, p. 114 et 158.

(1) V. Append. III, p. 1, 3. Remarquons que ces deux lettres sont données en faveur de bourgeois de Mâcon. Cette ville bénéficiait d'un régime spécial. Sa charte (*Ordonn.*, t. II. p. 560), permettait aux bourgeois de ne résider qu'aux quatre fêtes. Cette charte, antérieure à 1287, subsistait malgré l'ordonnance. *Add. B. N. m. s. lat.* 4641. fol. 33, où la même dépense figure dans une lettre de bourgeoisie en faveur d'un Lombard.

breuses ; il s'agit là de privilèges tout particuliers qui ne prouvent rien contre notre théorie.

Il ne faut au contraire même pas compter parmi les privilèges spéciaux les lettres de Charles V qui accordèrent aux bourgeois de Montpellier la faculté de ne séjourner au siège de leur bourgeoisie que six jours par an : trois jours à Noël et trois jours à Pâques, lors du transfert de la bourgeoisie de Montpellier à Sommières. Ce n'étaient pas, en effet, des privilèges nouveaux que le roi accordait à la ville ; il ne faisait que renouveler un statut ancien déjà confirmé par Philippe le Bel qui, lors de la réunion de la *pars antiqua* de Montpellier à la couronne, avait promis de respecter tous les privilèges de la ville (1) ; les rois avaient vraisemblablement conservé la réglementation ancienne que la bourgeoisie de Montpellier avait suivie avant sa réunion à la couronne (2).

En 1365, cette ville fut donnée à Charles le Mauvais. Cette cession fut ratifiée en 1371. L'année suivante, le roi spécifia les droits qu'il se réservait dans la ville

(1) Cf. Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, 1831, t. II, p. 123.

(2) Charles V dans son ordonnance du 27 août 1376 (*Ordonn.*, t. VI, p. 217), nous dit en effet expressément qu'il ne fait que renouveler l'ordonnance de Philippe le Bel, laquelle n'avait fait vraisemblablement que sanctionner le droit déjà établi. « Rex Philippus Pulcher predecessor noster memorie recolende, pro Regni suo commodo duxit dictas Burgesias statuendas... et presertim in Parte antiqua Montispessulani, (ut) posset intrare qui per Rectorem nostrum tunc dicte Partis antique, haberet recipi in Burgensem, etc... »

aliénée, il y gardait notamment la bourgeoisie (1), c'est-à-dire le droit de justicier tous les hommes bourgeois du roi à Montpellier. Mais Charles V n'a plus naturellement de juges royaux dans cette ville : il institue, pour les remplacer, le châtelain de Sommières gardien de la bourgeoisie (2). Tous les 15 jours, ou plus souvent s'il était nécessaire, le châtelain devait se rendre à Montpellier pour y tenir ses assises ; il y entre-

(1) Le roi se réserve ce droit dans l'art. 10 de l'acte de cession de 1372 : « Au roi seul et pour le tout appartient le droit des Bourgeoisies et quant à user de présent d'icelles bourgeoisies en la terre baillée au roy de Navarre, et aussi des personnes qui sont en ladite terre, le roy en ordonnera, et des autres Bourgeoisies qui ne sont de la terre du roy de Navarre, le roy en usera à Somières par la manière qu'il faisait en la rectorie de Montpellier » (*Ordonn.*, V, p. 480). — Bréquigny, dans sa dissertation sur les bourgeoisies (*Ordonn.*, t. XII, *Préface* p. XVIII), s'est appuyé sur ce texte pour dire qu'à partir de Charles V, le droit d'avoir des bourgeoisies était un droit royal. Cette opinion a été reprise par des auteurs modernes. Cf. notamment Beaune, *Condition des personnes*, p. 146. Il est inutile d'en démontrer la fausseté. Charles V spécifie simplement que parmi les droits qu'il réserve à Montpellier, figure le droit de bourgeoisie. Ce n'est pas une déclaration de principe ; c'est la simple réserve d'un droit. Il suffit de lire le document pour s'en convaincre.

(2) *Ordonn.*, t. V, p. 628 : (Nous ne possédons plus les lettres de transfert de la Bourgeoisie de Montpellier à Sommières).

« Nos ad dicte burgesie conservationem ordinavimus ex tunc locum Sumidrii et dilectum et fidelem secretarium nostrum, magistrum Arnaudum de Lar Castellatum et Vicarium loci Sumidrii, Conservatorem ejusdem burgesie ; necnon dictorum Burgensium et privilegiorum suorum deputavimus et Rectorem, qui curam Officii conservationis hujusmodi ab illo [tempore] tunc habuisse dinoscitur et gessisse. »

tenait un lieutenant et un notaire. Les bourgeois n'étaient tenus que de payer un droit d'entrée d'un marc d'argent, d'acheter à Sommières une maison d'une valeur de 60 sous et d'y séjourner aux époques dont nous avons parlé plus haut (1).

Des abus se produisirent sans doute vers le même temps dans les villes royales de la région, car l'évêque de Viviers se plaignit en 1371 des bourgeois forains du roi qui entravaient sa juridiction (2). Il demanda

(1) *Ordonn.*, t. V, p. 477. — t. V, p. 627. « Quod quilibet dictorum burgensium unam domum valoris LX^{la} solidorum bone monete, in loco ad conservationem hujusmodi statuendo, emere et acquirere teneretur infra annum a die sue receptionis in Burgensem, in qua in Festivitatibus Natalis et Pasche Domini, per tres dies continuos facerent residenciam personalem, alias unam marcham Argenti dictis nostris predecessoribus et suis successoribus qui essent pro tempore, solituri. . ». Bréquigny a traduit dans ce texte « *alias* » par « autrement ». Il entend par là que les bourgeois pouvaient se dispenser de résidence en payant un marc d'argent. Cette interprétation est fautive, *alias* doit être ici traduit par « en outre ». Cette traduction est confirmée par le texte de l'ordonnance de 1376 (*Ordonn.*, t. VI, p. 214), où il est dit que les bourgeois de Montpellier devaient acheter une maison au siège de leur bourgeoisie et payer un marc d'argent dans l'année de leur réception. « Solvendo nobis in primo anno unam marcham argenti duntaxat ; qui quidem sic receptus debebat ibidem emere unam domum precio sexaginta solidorum Parisiensium ad minus ».

(2) *Ordonn.*, t. VI, p. 70 : « Nonnulli subditi dicti episcopi, se a jurisdictione et cohercione ejusdem et suorum judicum et officiorum, eximere nisi fuerunt et nituntur, sub eo pretextu quod burgenses nostros esse, et Libertatibus et privilegiis Burgesie frui et gaudere debere pretendunt, quamvis servitia et onera nec fecerint nec supportaverint... imo se presentaverunt eisdem Burgesiis et privilegiis et Libertatibus, dato quod unquam Burgesias predictas

et obtint de Charles V des lettres dans lesquelles le roi ordonnait à ses officiers d'appliquer aux bourgeoisies voisines l'ordonnance de Philippe le Bel (1). Sur ces entrefaites, en 1373, le roi changea le siège de la bourgeoisie de Sommières et le transporta à Aigues-Mortes (2). L'évêque élu de Viviers prit

intraverint : quæ cedunt et cederent in privilegium dicti Episcopi atque damnum, suæque jurisdictionis læsionem, nisi per nos super hæc provideatur, sicut dicit ».

(1) *Ibid.*, . . . « Quocirca nos hiis attentis, jura Ecclesiæ illiæsa servari volentes, vobis et vestrum cuilibet, prout ad eum pertinerit, mandamus districtius injungentes, quod vos ejusdem Episcopi Judices et Officiarios, aut justiciæ suæ custodes non impediatis nec impediri permittatis, quominus omnes et singulos burgenses [qui] in terra et Jurisdictione commorantur, dicta statuta et ordinationes integre non servantes, possint et valeant suam Jurisdictionem sicut in alios suos subditos exercere et de eis Justiciam ministrare, dum et quotiens opus fuerit, et casus se obtulerint, prout dictæ ordinationes hæc poscunt; quod eo casu, eidem conquerenti de gratia concedimus speciali; Litteris in contrarium concessis aut concedendis, non obstantibus quibuscunque. Datum Parisiis viges. quarta die Aug. a. D; millesimo trecent. septuag. primo et Regni nostri octavo. »

(2) *Ordonn.*, t. V, p. 628. Ce transfert fut ordonné à la suite d'une enquête faite par Louis d'Anjou; il avait pour but principal de repeupler Aigues-Mortes. Le châtelain de cette ville fut constitué gardien des bourgeois. « Sane referentibus postmodum nonnullis Consiliariis, Justiciariis et Officiariis nostris Senescallie Bellicadri et habitatoribus ville nostre Aquarum-Mortuarum, quod ipsa erat locus nobis et Reipublice propicius et utilior ad dictorum burgensium et burgensie conservationem quam locus predictus Sumidrii vel alius dicte Senescallie, attento quod ipsa villa que est notabilis portus maris, mire fortificationis et clausure, depopulata vastataque non modicum. carissimus germanus noster dux Andegavensis et Turonensis et Comes Cenomanensis, locum nostrum tenens id partibus

ombrage de cette nouvelle bourgeoisie. Les abus n'allaient-ils pas se reproduire ? Ces bourgeois qui n'étaient tenus par leur charte qu'à une résidence minime, ne viendraient-ils pas faire échec à ses droits de juridiction ? Charles d'Anjou, lieutenant du roi en Languedoc, déclara, pour calmer ses craintes, que l'ordonnance de 1287 serait appliquée à Aigues-Mortes comme ailleurs (1). Il supprimait par là même les privilèges

Occitanis informationem fieri fecit de comodo et incommodo quod nobis et reipublice posset evenire si dicta burgesia in dicta villa Aquarum-Mortuarum poneretur et ordinaretur... nos igitur... volumus, statuimus et ordinamus edicto irrevocabili et in perpetuum valituro, auctoritate nostra regia, dictam Burgesiam esse et remanere de cetero in dicta villa Aquarum-Mortuarum eisdem modo et forma quibus fuerat in dicta parte antiqua et Rectoria dicti loci Montepessulani ante translationem predictam, universosque et singulos burgenses predictos tam in Montepessulano quam Sumidrio creatos, hactenus vocari burgenses Aquarum-Mortuarum prout burgenses Montispessulani antea vocabantur; volentes universi et singuli cujuscunque conditionis et status qui voluerint se burgenses nostros constituere modo et forma consuetis et debitis, hoc facere possint in dicta villa Aquarum-Mortuarum, prout in dicto loco Montispessulani hoc facere poterant ut prefertur;... Castalanumque et Vicarium dicti loci Aquarum-Mortuarum præsentem et futuros Castellanos et Vicarios ejusdem loci, Conservatores et judices dictorum burgensium et privilegiorum suorum juriumque dicte burgessie facimus constituimus et eciam ordinamus ».

(1) *Ordonn.*, t. VI, p. 71 : « Verum cum post impetrationem prescriptarum litterarum. . . (celles de 1371; Cf. p. 97, note 2) fuit ordinatum dictam burgessiam esse et remanere de toto in villa Aquarum-Mortuarum . . . executio supra incertarum litterarum dicatur fuisse impedita propter translationem burgessie supra dicte; vobis igitur et vestrum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, ad supplicationem dicti electi, præcipimus et mandamus districte injungendo, quatenus omnia et singula in suprascriptis litteris Regiis contenta, compleatis et exequamini diligenter... »

anciens de Montpellier, confirmés par Philippe le Bel et par Charles V. Aussi les bourgeois d'Aigues-Mortes réclamèrent-ils contre cette intervention, et Charles V, à leur prière, cassa l'ordonnance de son frère et rétablit les droits anciens dont l'exercice avait été momentanément suspendu (1).

Mais l'évêque de Viviers et les seigneurs de la région ne se tinrent pas pour battus. Ils firent appel de l'ordonnance de révocation et avant que l'affaire fût définitivement vidée, un arrêt de provision ordonna que pendant l'instance les causes des bourgeois seraient jugées, non par les juges d'Aigues-Mortes, mais par le juge-majeur résidant en la terre de l'évêque de Maguelonne (2). Malgré ces diverses précautions, les abus semblent avoir continué. Les bourgeois des

(1) Nous n'avons pu retrouver cet acte, mentionné dans l'ordonnance de 1376 (*Ordonn.*, t. VI, p. 217) : « Quodque nonnulli prelati et Barones habentes odio dictam Burgesiam, eo quod propter metu superioritatis nostre, opprimere suos subditos non sunt ausi, volentes dictam burgesiam destruere, quasdam ordinationes per carissimum nostrum fratrem ducem Andegavens nostrum locumtenentem in Partibus Occitanis, fieri procurarunt super destructione videlicet et diminutione privilegiorum, libertatum et jurium dicte burgesie, et presertim super habitatione quam in loco burgesie tenentur facere nostri burgenses predicti ; videlicet novem mensium, licet non teneantur nisi in Festivitatibus Natalis Domini et Pasche prout in litteris dicti transportus dictus procurator asserit contineri ; quæ tamen ordinacio tanquam juri nostro et rei publicæ repugnans, per nos exstitit revocata et ad nichilum redacta... »

(2) *Ibid.* Il convient de remarquer que les plaintes dont parle l'ordonnance de 1376 se confondent peut-être avec celles de l'Evêque de Viviers en 1371. Il est en effet fort possible qu'elles n'en soient que la réédition.

villes de Languedoc ne s'astreignaient point à la résidence (1). Par toutes sortes de stratagèmes, ils essayaient d'échapper à la juridiction des seigneurs chez lesquels ils habitaient. Les juges royaux les secondaient dans leurs fraudes (2). Plus particulièrement la bourgeoisie d'Aigues-Mortes se livrait à des

(1) *Ordonn.*, t. VI, p. 215 : « Licet (*per ordinationes*) nullus recipi in nostrum burgensem debeat nisi in loco burgesis in quo asserit se moraturum, nichilominus prout nostris auribus est relatum, ipsi modernis temporibus recipiuntur ubique, etiam in terris et Jurisdictionibus conquerentium predictorum; quanquam etiam juxta predictorum seriem statutorum Burgenses ipsi domum precio sexaginta solidorum ad minus, emere infra annum in loco Burgesie tenerentur, hoc nullatenus observatur, nec mutant domicilium ad locum burgesie, sed remanent et morantur ut prius in locis conquerentium prefatorum, et tamen defenduntur ut nostri burgenses ».

(2) « Conquerentes ipsi non possunt velamine hujusmodi fecte vel simulate burgesie, de eis justiciam ministrare; quod si fecerint vexantur et multipliciter opprimuntur, remanentque propter hoc eorum delicta penitus impunita; confugiant etenim ad locum burgesie sue simulate, distantem quam plurimum a loco more sue atque perpetrati delicti; quamobrem propter locorum distanciam, lesi metu sumptuum et vexationum, ipsorum prosecutionem verentur; non possunt eciam eidem burgenses in locis ubi morantur et in quibus habent sua pecora, si eadem contingat in alienis depascere, et alieno reperiantur in dampno, pignorari ut ceteri, quin ipsos pignorantes salvamgardiam nostram infregisse dicatur; non solvunt etiam Subsidia et Tallias, nec volunt excubias tempore guerre facere in locis in quibus morantur; nec est aliquis qui sit ausus ipsos compellere ad premissa. Preterea plures debitores suorum volentes effugere solutionem debitorum, in fraudemque creditorum suorum burgesias nostras, et presertim longe a suis creditoribus [distantes] ingrediuntur; quapropter creditores ipsi suos dictos verentur prosequi debitores, et eodem modo fit de injuriarum passis, qui suos injuriatores nostras dictas ingredienti longinquas burgesias, minime prosequuntur ».

abus. Les autorités de cette ville recevaient quiconque se présentait, même les pauvres hères incapables de payer le marc d'argent au roi, et qui ne se faisaient bourgeois que pour échapper à la punition de leurs délits (1). Elles entretenaient des sergents sur les terres des seigneurs ; ces sergents conféraient vraisemblablement le titre de bourgeois d'Aigues-Mortes à tous ceux qui le demandaient, sans exiger l'achat d'une maison dans la ville (2). Les fraudeurs s'organisaient, comme nous dirions aujourd'hui, en une sorte de syndicat ; ils

(1) *Ibid.*.... « licet quilibet nostras ingrediens burgesias in introitu marcham argenti nobis solvere teneatur, plures tamen fraudulentur ob suorum criminum ulcionem et debitorum solucionem, plerumque evitendas, ingrediuntur easdem, qui propter ipsorum inopiam, marcham argenti solvere nequeunt supradictam ». On reproche aussi aux officiers d'Aigues-Mortes d'empêcher les bourgeois de renoncer comme ils le veulent aux privilèges de la bourgeoisie : « Contingit eciam quandoque ; quod si forsan aliquis calore iracundie motus vel alia ratione, ingrediatur nostras burgesias antedictas et inde postmodum, alio ductus consilio, velit recedere, gentes tamen dicte burgesie ipsum exinde recedere non permittunt, sed ipsum eciam invitum ut nostrum burgenses tuentur ; quamquam eciam dicte burgesie voluntarie existant, dicti burgenses tamen per penarum impositionem, ad festum Omnium Sanctorum et ad Festum Natalis Domini, venire inviti ad locum Burgesie compelluntur ».

(2) *Ibid.*.... « De novo eciam gentes Burgesie Aquarum Mortuaru instituunt servientes burgesie speciales, nedum in Aquis-mortuis, ymo eciam ubicunque per patriam, quorum multitudine consumitur patria, seque dicunt exemptos ab Ordinariis ut burgenses ; estque de novo institutus Procurator noster specialis burgesie Aquarummortuarum ; quod tamen officium noster procurator senescallie Bellicadri, in Montepessulano per se vel suum Substitutum exercere solebat ».

faisaient entre eux une collecte leur permettant de payer leurs juges et permettant de couvrir les frais de leurs procès et des lettres royaux qu'ils pouvaient avoir à impétrer. Un procureur spécial de la bourgeoisie avait été créé ; enfin les bourgeois prétendaient faire valoir leur privilège de juridiction non pas seulement à l'encontre des juges seigneuriaux, mais même à l'encontre des juges royaux autres que ceux de la ville (1).

Charles V, pour parer à ces divers abus, rendit le 27 août 1376 une ordonnance réglementant les bourgeoisies de Languedoc. Pour ce qui touche les villes autres qu'Aigues-Mortes et peut-être pour Aigues-Mortes elle-même, il rappelait purement et simplement les principes de l'ordonnance de 1287 et en prescrivait l'application (2). Il augmenta le temps de résidence

(1) « *Faciunt eciam dicti burgenses nostri singulis annis unam collectam ad ordinationem conservatorum suorum, pro suorum litigiorum et suarum surrepticiarum prosecutione litterarum, et ut per suos dictos conservatores ex dictis tailliis impenguatos, audacius defendantur; quod deterius est et perniciosum exemplo, fit similis ut premittitur, usurpatio in jurisdictionibus nostris ordinariis predictorum locorum; simili namque modo defenduntur iidem burgenses contra Senescallos et alios officarios nostros, sicuti contra conquerentes prefatos* ».

(2) Il est difficile de tirer des conclusions nettes de l'ordonnance qui est à notre connaissance le seul document qui nous renseigne. Le style prolixe de la chancellerie de Charles V prête à confusion ; c'est ainsi qu'on pourrait croire que certains reproches adressés aux seuls habitants d'Aigues-Mortes sont adressés à tous les bourgeois du roi en Languedoc ; le contexte et le rapprochement des différentes ordonnances que nous avons analysées ne permet guère de distinguer les dispositions générales à toutes les bourgeoisies de celles relatives à la seule ville d'Aigues-Mortes.

personnelle auquel était tenu le bourgeois et l'astreignit à habiter sa ville avec sa famille à quatre fêtes de l'année : Noël, Pâques, la Pentecôte et la Saint-Jean, 8 jours à chaque fête (1). Il astreignait en outre les bourgeois qui ne résidaient pas d'une façon continue à payer la taille et autres droits imposés par les seigneurs chez qui ils faisaient leur résidence habituelle et supprimait les sergents institués par les officiers de la bourgeoisie d'Aigues-Mortes (2).

Les parties intéressées interjetèrent appel de cette ordonnance, mais cet appel fut repoussé par arrêt de 1392 (3).

A partir du règne de Charles V, nous n'entendrons plus parler de bourgeois forains sauf une exception que nous aurons à étudier. Il existait cependant des villes qui suivaient un régime analogue à celui d'Aigues-Mortes, résidence d'an et jour au début de

(1) Ordonnance de 1376 (*Ordonn.*, t. VI, p. 218) : « Volumus insuper et hoc irrefragabili constitutione sancimus, ut nostri burgenses prefati, qui dicte burgessie privilegiis, libertatibus et juribus uti voluerint et gaudere, teneantur morari cum uxore, liberis et familia, in loco burgessie in qua recepti fuerint, ut prefertur, per quatuor festa solemnia in anno; videlicet in festo omnium Sanctorum, in festo Natalis Domini, in festo sancto Pasche et in festo Natavitatis beati Johannis Baptiste, in quolibet videlicet festo, per octo dies ad minus; alioquin ipsos privilegiis burgessie volumus non gaudere... nolumus... quod per presentem ordinationem... quecumque... revocacio... institutioni dicte burgessie per... regem Philippum inducatur ».

(2) *Ibid.*

(3) *Ordonn.*, t. VI, p. 213, en note.

la bourgeoisie, résidence aux fêtes pour les années suivantes. Màcon tenait ce privilège de sa charte, comme nous avons eu l'occasion de le dire ; à Bourges, à Dun-le-Roi et dans la Septaine, une réglementation similaire s'était introduite par la coutume (1).

Mais les bourgeois de ces différentes localités ne semblent pas avoir eu de démêlés avec les justiciers de leur lieu d'habitation. Cela se comprend d'ailleurs, ces bourgeois ne pouvant guère constituer une gêne pour eux (2). Sans doute ils sont soumis à la juridiction du roi en matière personnelle, mais qui les eût empêchés, même s'ils avaient été soumis à la justice du seigneur chez qui ils habitaient, de passer leurs contrats sous scel royal et de rendre ainsi les juges du roi aptes à

(1) *Coutume locale de Bourges*, chap. LXXVIII. « Mais a présent l'en use autrement, car puis que tels bourgeois a faict son estaige sous le roy de la Toussains jusques à la saint Jehan, dès lors en sus il peut demourer la ou il luy plaira ou sous le Seigneur des-sous qui il est party ou ailleurs, et sera deffendu comme bourgeois, en venant au lieu de la bourgeoisie lui et sa femme à trois festes annuées, c'est àssavoir Noël, à Penthecoste, et à la Toussains; et dient que à Pasques aussi, mais il y a trop d'oppinions contraires pour ce qu'ils se communicent à Pasques en leurs Eglises, et toutes fois comment qu'il soit, convient qu'il ait maison de soixante sols du moins en la ville dont il sera bourgeois dedans et qu'il vienne de la veille de la feste à Vespres, ou autrement il ne sera pas tenu pour bourgeois ».

(2) La Thaumassière, *Coutumes locales du Berry*, p. 106, publie cependant un arrêt de provision rendu en 1446 au profit des seigneurs de Culant, arrêt qui permettait à ces seigneurs de tailler comme par le passé leurs serfs qui se disaient bourgeois forains du roi. Cet arrêt, malgré sa longueur, n'offre aucun intérêt particulier. Il ressemble à celui que nous avons analysé plus haut, p. 91.

en connaître. D'autre part, cet établissement dans deux endroits à la fois suppose une certaine fortune. Les bourgeois non résidants, forcément riches, ou du moins aisés, commettaient-ils suffisamment de délits pour que le seigneur chez qui ils demeuraient la majeure partie de l'année ait été jaloux de voir les amendes qu'ils pouvaient encourir tomber dans le trésor royal plutôt que dans ses caisses ? Nous en doutons fort.

Si l'institution des « bourgeois du roi » n'a pas eu la portée que l'on prétend, les bourgeoisies royales, au contraire, ont bien exercé une influence sur les seigneuries environnantes. Elles constituaient une menace pour les voisins des villes du roi qui pouvaient craindre, s'ils traitaient par trop mal leurs sujets, de voir ceux-ci émigrer en terre royale en s'y faisant bourgeois royaux. Il est fort possible que les rois de France aient par ce moyen systématiquement essayé d'affaiblir les seigneurs. Il arrivait d'ailleurs aux rois de s'affaiblir eux-mêmes par leurs villes de bourgeoisie. C'est ainsi que Charles VI fut mis en 1423 dans la nécessité d'affranchir Issoudun, ville de servitude parce que les serfs de cette localité la désertaient pour aller se faire bourgeois dans une ville libre royale : la Chapelle-Taillefer (1). Nous ne pouvons qu'indiquer d'un mot ce rôle vraisemblable des villes de

(1) Cf. La Thaumassière, *Coutumes locales*, p. 354.

bourgeoisie : son étude rentre plutôt dans celle de l'histoire générale que dans celle de l'histoire du droit.

Tout ce que nous avons voulu mettre en lumière, c'est que, si la bourgeoisie foraine du roi a subsisté à titre exceptionnel après l'ordonnance de 1287, elle n'a jamais été considérée par la royauté comme une arme contre les justices féodales, et qu'elle n'a exercé aucune influence sur l'évolution des institutions juridiques françaises.

Il exista cependant une région dans laquelle, malgré les prescriptions royales, pour des raisons particulières, les principes de l'ordonnance de 1287 ne furent pas appliqués : cette région est la Champagne. Au baillage de Troyes et au baillage de Sens, la bourgeoisie foraine s'implanta comme une véritable institution qui subsista jusqu'à la fin de l'ancien régime. Il nous reste donc à retracer l'histoire des bourgeois de Champagne.

CHAPITRE III

Les bourgeois du roi en Champagne.

La Coutume de Sens et la Coutume de Troyes nous révèlent l'existence d'une catégorie toute particulière de bourgeois qui portent le nom de bourgeois du roi et sont justiciables des officiers royaux bien que résidant sur le territoire de seigneurs haut justiciers (1). On peut considérer comme régis par le même

(1) *Coutume de Troyes*, édit. Pithou. Art. 2. — Les non nobles sont en deux manières : car les aucuns sont franchises personnes, et les aultres de serve condition : lesquelles franchises personnes, tant comme ilz demeurent sous le Roy, ou es ressorts du Bailliage ou de la Preuosté de Troyes, sous aucun hault justicier, non ayant en sa terre les droicts Royaulx, sont appelez bourgeois du Roy, et sont ses Justiciables ordinairement en tous cas personnels, criminels et civils, et redevables de iurée, s'ilz ne sont clercs, ou autrement privilégiés. Et se lesdictes personnes sont demourans sous aucun seigneur, qui ait les droicts Royaulx en sa terre et seigneurie, ilz sont ses bourgeois, redevables de iurée, et ses iusticiables, comme dessus, tant comme ilz demeurent sous luy. Et sont tous lesdict non nobles, franchises personnes, s'il n'appert de servitude au contraire : et peuvent liberalement eulx marier, et faire tous faicts légitimes, comme franchises personnes. Excepté es cas concernants police, et réalité, comme dict sera cy apres. Toutesfois se aucun delinquant estranger ou forain, est trouué en la justice d'aucun hault justicier, ou qu'il delinque en sadicte haulte justice, ledict hault justicier le peult punir et corriger dudict delict.

droit les deux baillages précités. Tous les hommes libres y ont en principe la faculté de se déclarer bourgeois du roi, et d'être justiciables des juges royaux en toute matière personnelle, sauf le cas de flagrant délit de crime. En échange de ce privilège, les bourgeois doivent payer au roi une modique redevance annuelle : elle est de douze deniers au baillage de Sens, payables à la recette royale de la ville, sauf exception en faveur des bourgeois qui habitent sur les bords de la rivière de Vanne (1) lesquels paient leur redevance à un prévôt spécial. Au baillage de Troyes, cette redevance prend le nom de jurée. Chaque bourgeois de ce baillage devait anciennement au roi un impôt de six deniers par livre de meubles et

Coutume de Sens, édit. Pelée de Chenouteau (art. 122 à 131 de l'ancienne coutume).

TITRE XIV. — ART. CXXXVI. — Une franche personne se peut avouer et faire bourgeois de la bourgeoisie de Sens, si elle est de la Prévôté ou du ressort de Villeneuve-le-Roi, en faisant les devoirs de bourgeoisie et les solemnités en tel cas requis. — ART. CXXXVII. — Les bourgeois de parcours, qui sont bourgeois du ressort de Sens, ès-marchés de Champagne, se peuvent avouer bourgeois du Roi par simple aveu, sans montrer par écrit leur bourgeoisie, en payant par chacun an douze deniers parisis, au Roi, au bureau de la recette à Sens.

(1) Affluent de la rive droite de l'Yonne qui coule entre Troyes et Sens.

Cout. de Sens, ART. CXXXVIII. — Les bourgeois de la rivière de Vanne payent leur bourgeoisie au Prévôt, fermier de ladite rivière, pour ce que lesdites bourgeoisies sont baillées au jour du bail des fermes avec ladicte Prévôté ; en ce faisant, ceux qui sont demeurant ès-villes et bourgs de ladite rivière, se peuvent avouer bourgeois du Roi, par simple aveu, comme les bourgeois de parcours.

deux par livre d'immeubles. Ce droit est obligatoire pour les hommes libres, à l'exception des clercs, et des personnes munies de privilèges spéciaux (1).

Lorsqu'un bourgeois du roi est appelé comme défendeur en matière personnelle devant le justicier de son domicile, il peut récuser le tribunal en avouant sa bourgeoisie à condition toutefois qu'il le fasse *in limine litis* (2). Quant aux formes de l'aveu, nous en trouvons deux sortes : les bourgeois du ressort de Troyes, sauf ceux du comté de Joigny, et ceux du ressort de Sens qui habitent « ès marches de Champagne », c'est-à-dire entre les frontières de la Champagne

(1) Cf. Pithou, *Commentaire sur la Coutume de Troyes*, p. 13.

(2) *Cout. de Sens*, ART. CXLI. — Au moyen d'icelle bourgeoisie lesdits bourgeois peuvent décliner la cour et juridiction de tous seigneurs subalternes en tous cas et délits, excepté en cas de présent méfait et en cas commis trois jours avant la bourgeoisie obtenue. — ART. CXLII. — Peuvent aussi lesdits bourgeois décliner la cour desdits seigneurs subalternes, en toutes causes personnelles, actions, questions et querelles mues entre eux. — ART. CXLIII. — Mais en tant que touc e les droits seigneuriaux du Seigneur, et en action réelle à cause des héritages et successions assises en la seigneurie subalterne, les bourgeois du Roi ne sont exempts de la justice d'icelui seigneur, ains répondent pardevant les juges où lesdits droits sont dus et les héritages assis. — ART. CXLIV. — Et si le bourgeois du Roi a pris jour d'avis, de conseil, de vue, de garant, ou contesté en cause, il ne peut après s'avouer bourgeois en ladite cause. — Art. CXLV. — Si aucun demeurant en la justice d'un seigneur subalterne, doit aucunes dettes à un qui soit bourgeois du Roi, ledit bourgeois du Roi, sous ombre de sa bourgeoisie, ne peut faire convenir son débiteur autre part que pardevant le seigneur par devant lequel il est ordinairement responsable.

et l'Yonne (1) peuvent s'avouer par simple aveu en d'autres termes, par une déclaration simplement verbale (2). Au contraire, au delà de l'Yonne, les bourgeois du ressort de Sens et ceux du comté de Joigny qui ressortissent de Troyes doivent prouver leur bourgeoisie à l'aide de lettres délivrées pour les uns par le bailli de Troyes, pour les autres par celui de Sens où le prévôt de Villeneuve, et ils doivent signifier leur désaveu au seigneur dans la juridiction duquel ils sont domiciliés (3).

(1) Pelée de Chenouteau, dans son commentaire de la Coutume de Sens, p. 208, ne parle pas de la zone du baillage où l'on peut s'avouer bourgeois par simple aveu. Cela se comprend, en effet, car de son temps tous les bourgeois du ressort de Sens pouvaient s'avouer sans lettres. Mais nous savons par d'autres témoignages que les bourgeois par simple aveu du baillage de Sens étaient tous les hommes francs habitant entre l'Yonne et la frontière de Champagne, Cf. B. N. *Collect. de Champagne*, t. 66, fol. 93.

(2) Les bourgeois par simple aveu du baillage de Sens sont appelés par la coutume bourgeois de parcours. Il est assez difficile de rendre compte de cette expression. On appelle homme de parcours au moyen-âge un homme qui a le droit de quitter sa seigneurie pour aller s'agréger à une seigneurie nouvelle sans avoir à craindre pour cela de perdre les biens qu'il tient de son ancien seigneur. Cf. Du Cange, V° *Percursus*; Brussel, *Usage des fiefs*, p. 1007 et sq. C'est encore ce sens que possède le mot parcours dans l'article 78 et 79 de la Coutume de Vitry-le-François (Bourdôt de Richebourg. t. III, p. 318). Voir encore le glossaire de Ragueau-Laurière, V° *Parcours*.

(3) *Cout. de Troyes*, ART. IX. — Les bourgeois du roy se peuuent aduouer bourgeois du Roy par simple adueu, sans monstrier par escrit leur bourgeoisie : excepté ou Conté de Joigny, ainsi que dict sera cy apres. — ART. X. — Vng bourgeois du Roy, demourant ou Conté de Joigny doit avoir lettres de bourgeoisie de Monsieur le Bailly

Les bourgeois du baillage de Troyes sont jugés ordinairement par des juges royaux appelés maires, comme cela ressort de l'ensemble des documents.

Nous nous trouvons indiscutablement ici en présence de bourgeois forains et même, peut-on dire, de bourgeois personnels, car l'attache qu'on leur demande aux villes du baillage est nulle. Le bourgeois demeu-

de Troyes ou son lieutenant, et par vertu d'icelles, soy faire aduoüer bourgeois du Roy, par vn sergent Royal, et se desaduouër de telz seigneurs que bon luy semble : Et apres ledict desauueu, si le corps ou les biens dudict bourgeois sont arrestez ou empeschez, le sergent fera commandement aux officiers de la justice du lieu qui auront fait ou fait faire l'exploict, qu'ilz mettent à pleine deliurance lesdicts corps et biens : et en cas d'opposition, en fera recreance audict bourgeois à caution, se pour cas criminel n'est detenu : Ouquel cas, le sergent l'amenera ou fera amener és prisons du Roy.

Cout. de Sens, « ART. CXXXIX. — Ceux qui ne sont bourgeois de parcours ou de la rivière de Vanne, doivent avoir et prendre leurs lettres de bourgeoisie du Prévôt de Sens, de Villeneuve-le-Roi où leurs lieutenans, chacun à son égard, présens deux ou trois bourgeois de la ville, en promettant faire leur devoir en tel cas requis, et enregistrés és registres desdites Prévôtés. — « ART. CXL. — Et doivent, ceux qui ne sont bourgeois de parcours prendre les lettres de désaveu du Bailli de Sens ou son lieutenant, et par vertu d'icelles s'avouer bourgeois du roi, par un sergent royal audit Bailliage, et désavouer tel seigneur que bon leur semblera, et dont ledit sergent sera requis : et si les corps ou biens desdits bourgeois sont arrêtés, ou empêchés, ledit sergent fera commandement aux officiers de la justice du lieu qui ont fait ou fait faire ledit exploit, qu'ils mettent à pleine délivrance lesdits corps et biens ; et en cas d'opposition, ledit sergent fera récréancer lesdits corps et biens, à caution suffisante, si pour cas criminel n'étoient lesdits bourgeois détenus, auquel cas le sergent les amenera ou fera amener és prisons du Roi.

rant sur la rive gauche de l'Yonne est bien tenu, il est vrai, de prendre des lettres de bourgeoisie, et il est fort vraisemblable que le bourgeois de simple aveu était, lui aussi, primitivement tenu à cette formalité, cela n'enlève pas son caractère personnel à la bourgeoisie Champenoise.

Essayons maintenant de retracer l'histoire des bourgeois du roi des baillages de Troyes et de Sens.

Les bourgeoisies de Champagne remontent au temps de Thibault le Chansonnier. En l'an 1230, ce comte avait donné à ses hommes de Troyes une charte par laquelle les habitants de cette ville furent libérés de toltes et de tailles à la condition que ceux qui étaient auparavant soumis à la taille, ainsi que tous les hommes et toutes les femmes qui viendraient habiter Troyes lui paieraient chaque année six deniers de la livre sur ce qu'ils possédaient en meubles, sauf la valeur de leurs armes, celle de leurs habits et de leurs meubles meublants, et deux deniers par livre sur les immeubles. Cette redevance pouvait d'ailleurs être rachetée moyennant le prix de vingt livres payé dans l'année de l'établissement à Troyes (1). Ce

(1) Pithou, *Commentaire sur la coutume de Troyes*, p. 12 et Vallet de Viriville, *Arch. hist. du dép. de l'Aube*, p. 370 : « Je franchiz et quit tous mes hommes et mes femmes de Troyes de totes toutes et de totes tailles, par tel maniere que aurai en tous ceux en cui je avoie taille et en tous les hommes et femmes qui de fors vienront ester en la communauté de Troyes six deniers de la livre dou mueble fors qu'en armeures et en robes faites aens lor corps :

droit de jurée devint la caractéristique de la bourgeoisie de Troyes. Son taux ne varie pas en principe jusqu'à la fin de l'ancien régime (1).

Une charte publiée au commentaire de la Coutume de Troyes de Pithou, nous apprend que les hommes de jurée continuaient à payer ce droit, même s'ils quittaient la terre du comte pour aller demeurer sous d'autres seigneurs (2). Nous pouvons supposer que les hommes de jurée, par le fait même qu'ils restaient toujours hommes du comte, avaient le droit de réclamer sa cour. Ne faudrait-il pas expliquer par là que les juges de la région Champenoise, après la

et fors qu'en aisement d'ostel. Et est a scavoir que vaissel où l'en met vin, et tuit aisement d'or et d'argent seront prisié chascun an avec les autres mueble : et auray de la livre de l'eritage deux deniers chascun an. Et est a savoir que se aucuns de mes hommes fievez ou de mes gardes, venient pour demourer en la communauté de Troyes, li borjois de Troyes n'en porront aucun retenir, se ce n'est par mon asent... et est a scavoir, que se aucuns de la communauté de Troyes veult payer vingt livres en l'an, il sera quitte douserement, et de prise de celle année vers moy. » Cette charte fut confirmée en 1242. Vallet de Viriv., *loc. cit.*

(1) Cf. Legrand, *Commentaire sur la coutume de Troyes*, p. 41. Pour la jurée due à des seigneurs Champenois. Cf. B. N. *Collect. de Champagne*, t. CXX, fol. 79, t. LXVI, fol. 31, v°.

(2) Pithou, *loc. cit.*, p. 12 : « Premièrement la ville de Mery ensemble toutes la chastellenie, avec tous nos hommes et femmes, et tout droict que nous avons sur eux, a cause de jurée, tant sur les présente, eomme sur ceux qui sont à venir. tant sur les surve-nants dehors, comme d'autres quelzconques : et comme nous puis-sons poursuivre tous ceuz qui sont tenuz a payer ladite jurée quelque part qu'ils se transportent, soit en noz propres villes et domaines ou de quelconque autres noz sujets et de les gaiger et contraindre quelque part qu'ils soyent trouvez à payer ladite iuree. »

réunion de la Champagne à la couronne, aient été rebelles à l'application de l'ordonnance de 1287, comme nous l'avons constaté plus haut dans un arrêt des Grands Jours de Troyes de 1288 ? (1). Cependant, rien ne nous fait supposer que les infractions à cette ordonnance qu'ils se sont permises aient été très graves : ni dans les fragments conservés du Registre des Grands Jours, ni dans les Olim, nous ne voyons apparaître des traces de réclamations des seigneurs.

En 1295, comme nous l'avons vu, Philippe le Bel déclara que l'ordonnance sur les bourgeoisies serait appliquée en Champagne, comme dans le reste du royaume (2). Cette mesure ne paraît pas avoir été efficace, car nous voyons qu'en montant sur le trône, Louis, comte de Champagne et roi de Navarre, qui devait régner sous le nom de Louis X, reçut les plaintes des nobles champenois qui entre autres choses demandaient que les ordonnances sur les bourgeoisies fussent mieux observées à l'avenir. Le roi, par deux ordonnances de l'an 1315, promit de veiller à ce que le droit des nobles fût respecté (3). Il s'engageait en outre à ne point recevoir sur ses terres les serfs des

(1) Cf. *suprà*, p. 78.

(2) Cf. *suprà*, p. 80.

(3) Déjà en 1312, Philippe le Bel rééditait en faveur des nobles de Champagne l'ordonnance de réformation de l'an 1303 n. st. dans laquelle est insérée l'ordonnance de 1287 sur les bourgeoisies. En 1315, Louis le Hutin confirme cette ordonnance. Au mois de mai de la même année, il fit en faveur des nobles Champenois une

seigneurs et les hommes de leur jurée, qui n'avaient pas régulièrement désavoué leur justicier d'origine. Mais il n'est pas absolument certain que ces différentes mesures aient eu trait aux *homines de jurata* du comte de Champagne : il semblerait même logique d'admettre qu'elles n'eussent pas touché ces hommes : leur privilège était implicitement garanti par une charte, et l'ordonnance de 1287 avait laissé subsister toutes les chartes antérieures, ou tout au moins était-il garanti par une coutume déjà trop longue pour qu'on pût penser à l'abolir. Une confusion devait s'établir entre les hommes de jurée qui étaient en réalité des bourgeois personnels, et les véritables *burgenses* de la région. Cela nous explique sans doute pourquoi, au milieu du xiv^e siècle, bourgeois et hommes de jurée confondus étaient considérés comme justiciables du roi, même sur les terres des seigneurs. A cette époque, Gauthier VI, duc d'Athènes, et comte de Brienne, adressa une requête à Jean le Bon pour se plaindre des empiètements des

ordonnance spéciale, où nous trouvons l'article suivant (Art. 8) : « Item sur ce qu'il disoient qu'il ont esté grevez et dommaigiez pour cause des bourgeoisies qui n'ont mie esté gardées selon les ordonnances qui ont esté faictes de nous prédécesseurs ou temps passé : Nous voulons et octroyons que les ordonnances dessus dictes, faictes sur les bourgeoisies soient tenues et gardées .. » Voir aussi l'ordonnance additionnelle de mars 1316 (n. st.), art. 6, dont nous avons donné le texte plus haut, p. 53, n. 2. Sur ces différents points, Bourdot de Richebourg, t. III, p. 221 et suiv., et Brussel, *Usage des fiefs*, p. LXII et suiv. Brussel date la seconde ordonnance de mai 1315, comme la première et attribue le mot mars à une erreur de copiste.

officiers royaux. Nous sommes en novembre 1355, le comté de Brienne est rattaché au baillage de Troyes (il n'en sera séparé qu'un mois plus tard pour ressortir de celui de Chaumont) (1). Or, dans ce comté et dans les autres terres du comte de Brienne, situées en Champagne, nous apprenons par les lettres de novembre 1355 qu'il existe des hommes justiciables du roi que l'on peut faire rentrer dans trois catégories (2). Les premiers sont

(1) Cf. *Ordonn.*, t. III, p. 643, t. VI, p. 544, et Boutiot, *Hist. de la ville de Troyes*, t. II, p. 159, qui donne des détails sur les différents ressorts auxquels a appartenu le comté de Brienne au xiv^e siècle, mais qui indique inexactement les références aux ordonnances du Louvre.

(2) *Ordonn.*, t. IV, p. 721 : « Notum facimus universis.... quod cum in comitatu Brienne feodis retrofeodis et gardiis ipsius comitatus et aliis terris quas dilectus et fidelis consanguineus noster Galterus dux Athenarum et comes dicti comitatus habet in comitatu Campanie sint plures homines et femine burgenses nostri albanii superventi aliunde et aliqui qui se advoaverunt et advoant nostros homines et feminas de jurata, ac etiam plures homines et femine dicti consanguinei, suorum feodorum et retrofeodorum et gardiarum qui eos deadvoaverunt, et se advoaverunt et advoant homines et feminas nostros de dicta jurata ; nitendo se eximere a servitute qua sunt ipsi nostro consanguineo et suis feodatis, etc... ut dicunt astricti ; occasione quorum certe lites mote sunt in nostra parlamenti curia et alibi inter procuratorem nostrum et dictos homines et feminas ex una parte et dictum nostrum consanguineum, aliquos ipsius feodatos retrofeodatos et gardias ex altera : ... In dicto enim comitatu Brenne feodis retrofeodis et gardiis ejusdem et aliis terris dicti nostri consanguinei in dicto comitatu Campanie frequentant quandoque morantur quidam se dicentes nostros majores, ibi jurisdictionem exercent et plura faciunt expleta, quamplurimum dicto nostro consanguineo suis feodatis etc. . dampnosa, hominesque et feminas ipsius nostri consanguinei et suorum feodatorum etc. movent et inducunt ad ipsos dead-

qualifiés de « *burgenses albani superventi aliunde* », c'est-à-dire, si nous comprenons bien, des bourgeois appartenant à une ville étrangère au comté, venus se fixer chez le comte (1). Les seconds sont désignés sous le titre : « *qui se advoaverunt et advoant nostros homines et feminas de jurata* », ce sont, à n'en pas douter, les hommes des jurés de Thibault le chansonnier. Il paient la *jurata* à Troyes et résident sur la terre de Brienne. Enfin, la dernière catégorie des justiciables du roi habitant chez le duc d'Athènes est

voandos et se nostros homines et feminas advoandos de jurata predicta... Nos de jure quod in premissis habemus omnibus seu habere possimus ac de commodis et emolumentis que nobis evenire possunt et competere ex eisdem, plenarie informati, volentesque dicti consanguinei nostri dampnis et laboribus salubriter obviare... grata servitia per ipsum nobis et predecessoribus nostris in guerris et alibi impensa fideliter et que continue impendere non desistit recolentes... Damus et concedimus ac in ipsum ejus heredes vel successores predictos transferimus per presentes omne jus quod habemus vel habere possimus aut quoquo modo possemus habere in futurum in hominibus et feminis et burgensibus nostris albanis superventis aliunde et aliis in dicto comitatu Brene feodis etc... et in aliis terris que habet dictus noster consanguineus in dicto comitatu Campanie ad presens morantibus et in futurum undecunque originem traxerint vel evenerint moraturis, ac eciam in hominibus et feminis qui dictum nostrum consanguineum ejus feodatis .. deadvoverint et se homines aut feminas nostros de dicta jurata advoaverint; super quibus seu quorum occasione lis aliqua pendet in nostro parlamenti curia... absque eo quod nos aut successores nostri amodo possimus in dictis hominibus et feminis qualitercunque jus aliquod reclamare. » Novembre 1355.

(1) Le mot *albanus* ne peut, semble-t-il, signifier ici homme sans seigneur. Le déterminatif qui le suit et qui le précise (*superventi aliunde*) ne concorderait guère avec ce sens.

constituée par des gens qui sont certainement des serfs, lesquels désavouent leur seigneur et se font hommes de jurée du roi. Ces serfs n'ont évidemment pas le droit de sortir ainsi de leur servitude : c'est pour échapper au comte qu'ils entrent ainsi dans la jurée du roi. Ils sont incités à le faire par des officiers se prétendant maires royaux qui sillonnent le pays ou même y sont fixés. Nous pouvons saisir ici sur le vif le mode de procéder des officiers champenois : ils opèrent sur les terres des vassaux du roi une sorte de racolage tout à leur profit puisqu'il augmente leur pratique. Notons que c'est d'un procédé analogue que se servaient les sergents de Languedoc dont nous avons parlé en étudiant l'ordonnance de 1376 (1).

Le comte de Brienne se plaint de la désertion de ses serfs. Il a engagé des procès pour faire casser les désaveux qui lui sont dommageables. Jean le Bon, coupant court à toutes les difficultés, reconnaît les prétentions de Gauthier VI : il lui rend ses hommes de servitude sur lesquels les agents royaux avaient usurpé la juridiction. Il va même plus loin : en reconnaissance des services que Gauthier lui a rendus dans la guerre contre les Anglais, il renonce à ses droits sur les *burgenses albani*, et sur ses *homines de jurata*.

Ce texte nous fournit la preuve très nette que la

(1) Cf. *supra*, p. 103 et suiv.

Coutume de Troyes était déjà fixée au milieu de xiv^e siècle avec les caractères qu'elle possède au temps de la rédaction. Le comte de Brienne ne se plaint en effet que du désaveu de ses serfs, et c'est de ce seul désaveu qu'il conteste la légitimité : quant aux autres hommes, ils sont régulièrement justiciés par le roi ; si Jean le Bon renonce aux droits qu'il possédait sur eux, il ne s'agit là que d'une mesure purement gracieuse. Les *homines de jurata* deviendront les bourgeois de jurée ; le nom sera un peu modifié mais la chose restera la même.

Il faut sans doute attribuer au zèle des officiers royaux le maintien de la Coutume et sa propagation hors du baillage de Troyes, dans le baillage de Sens (1) : peut-être furent-ils encouragés dans leur œuvre par ce qu'ils voyaient faire dans les régions voisines : certaines Coutumes locales étaient en effet favorables aux bourgeoisies foraines. Nous en trouvons une notamment au comté de Tonnerre : le comte de Tonnerre avait à Cruzy un droit de bourgeoisie particulier, qui se nommait droit de gîte de Cruzy. En vertu de ce droit, tout homme du comté, libre ou serf, avait le pouvoir d'acquérir la bourgeoisie du comte en venant passer à Cruzy la première nuit de ses noces. On lui remettait des lettres à l'aide desquelles il notifiait son désaveu à son seigneur. Il était obligé de payer au

(1) Cf. Pasquier. *Recherches*, p. 381 et Loyseau. *Abus des justices des villages*, p. 21.

comte de Tonnerre une redevance annuelle, grâce à laquelle il restait l'homme du comte et son justiciable en quelque lieu du comté qu'il transférât son domicile (1).

C'étaient surtout des serfs qui profitaient de la bourgeoisie de Cruzy. Les seigneurs vassaux du comté de Tonnerre avaient beau protester : il ne pouvaient empêcher leurs hommes d'aller s'avouer bourgeois du comte et c'est même le gîte de Cruzy qui les obligea à affranchir leurs serfs. Ces affranchissements amenèrent une notable diminution dans le nombre des bourgeois de Cruzy, ainsi que nous le constatons au xvi^e siècle et firent tomber cette bourgeoisie en désuétude (2).

(1) Quantin. *Le Tiers-Etat au Moyen-Age dans la région de l'Yonne*, p. 58.

(2) Quantin, *loc. cit.* La bourgeoisie de Cruzy payait de beaux deniers au comte de Tonnerre. Au début du xvi^e siècle, on comptait des bourgeois de Cruzy dans 34 paroisses du comté. A la fin du même siècle, la bourgeoisie était tombée en désuétude. A propos d'un projet d'échange entre le roi et le comte de Tonnerre, on disait en 1573 : « C'étoit un fort beau droit qui valoit autrefois seize à dix-huit cents bichets d'avoine et quatre-vingt à cent livres d'argent; et par suite les seigneurs de ces bourgeois ne pouvoient les mener devant d'autres juges que celui de Cruzy; mais maintenant les seigneurs vassaux se sont accordés avec les bourgeois tellement qu'il ne se fait plus de nouveaux bourgeois. C'est un préjudice de plus de six cents livres aux rentes du seigneur comte » (*Cartulaire du comté de Tonnerre*; manuscrit Pithou, fol. 106 à 119, Bibl. de Tonnerre, cité d'après Quantin). Au xiv^e siècle, les comtes de Tonnerre tenaient beaucoup à leur droit de bourgeoisie de Cruzy et réservaient les bourgeois de cette ville dans les donations ou confirmations qu'ils faisaient (manusc. Pithou, fol. 8 v^o). Les seigneurs, vassaux du comte de Tonnerre, prenaient de leur côté des précau-

Ce serait aller trop loin si on affirmait que cette Coutume de Tonnerre eut une influence sur la formation de celles de Troyes et de Sens, il serait d'ailleurs impossible de le démontrer. Nous devons néanmoins constater par leur ressemblance que dans la région on avait des tendances à admettre la bourgeoisie foraine.

Quoi qu'il en soit, les seigneurs de Troyes et de Sens devaient regarder d'un œil défavorable les bourgeois du roi qui venaient si mal à propos les priver d'une bonne partie de leurs droits de justice. Cependant, depuis 1315, aucune réclamation générale ne se fit entendre de leur part. Pour en trouver une il faut

tions pour empêcher leurs hommes d'aller se faire bourgeois de Cruzy. Le meilleur moyen consistait encore à les affranchir, et c'est ainsi que le gîte de Cruzy contribua à l'amélioration du sort des classes rurales en Tonnerrois.

Nous trouvons une Coutume semblable à celle de Cruzy dans la principauté d'Alost et de Grammont (Bourdote de Richebourg, t. I, p. 1109). *Rubrique IV*, art. 1^{er} : « Dans les villes d'Alost et de Grand Mont, il y a deux sortes de bourgeois : les uns nommés bourgeois du dedans, les autres bourgeois du dehors ou forains. » — Art. 3 : « Les bourgeois de dehors ou les forains de la ville d'Alost sont tous ceux qui se font inscrire comme tels sur le registre qui en est tenu en faisant le serment qui y est requis comme d'ancienneté ; et toutes personnes qui y sont admises, soit qu'ils résident dans ladite ville et le pays, ou dehors, et ils sont obligés de payer par chacun an six gros n'estant point demandez : et estant demandez sept gros au profit de la ville. Mêmes dispositions pour les bourgeois de Grand-Mont dans l'art. 4. — Art. 7 : « Personne n'a le pouvoir de connoistre de ce qui concerne la personne d'un bourgeois ou ses meubles meublants que l'on appelle have et crage contre son gré dans le pays d'Alost, autre que les Echevins d'Alost et de Grand-Mont chacun chez soi ; quelque fait ou délit que le bourgeois eût commis, et sous quelque seigneur que ce soit... »

arriver au procès-verbal de la rédaction des Coutumes.

Les nobles du baillage de Troyes firent d'abord des réclamations de principe contre l'article II de la Coutume. Ils soutinrent que le haut justicier ayant toute justice en sa terre, il était déraisonnable de l'en priver sous prétexte de bourgeoisie.

Les articles II et IX tels qu'ils étaient proposés, étaient, disaient-ils, des *articuli inauditi* et ne devaient à aucun titre être reçus comme Coutume. Ils s'appuyaient pour le démontrer sur un arrêt nouvellement rendu qui avait renvoyé au prévôt de l'abbaye de Moutier Ramey un criminel levant et couchant sur la terre de cette abbaye et qui pourtant s'était avoué bourgeois du roi. Les articles n'avaient donc, disaient-ils, été inventés que par les officiers royaux du baillage « pour cuider du tout à ce moyen assoupir la juridiction des hauts justiciers et icelle attirer et attribuer en première instance au prévôt dudit Troyes », d'ailleurs personne ne trouve son compte, disaient-ils, à la pratique des bourgeoisies royales : pour des causes infimes, on peut forcer les plaideurs à citer le bourgeois devant des juges royaux éloignés alors qu'il serait plus expédient de recourir au juge local. Les nobles se réclament surtout de l'ordonnance de Philippe le Bel. Ils ne nient pas que leurs sujets aient le droit de se faire bourgeois du roi : mais c'est à la condition qu'ils remplissent les prescriptions de l'ordonnance. Ils se plaignent également des maires qui sont « ivrognes et

mécaniques », qui se livrent à des exactions et à des pilleries. Bref, si les articles étaient reçus en Coutume les hautes justices du baillage seraient réduites à néant : « par ce moyen demeureraient aux hauts justiciers le nom et titre de Justice sans aucun profit ne prééminence sur leurs sujets et terres assises en leurs justices et seraient les dits hauts Justiciers à comparer aux évêques de ce royaume qui pour titres ont évêchés d'Arcadie et autres où ils ne baillèrent jamais concours et vaudroit autant être roy de la fève que haults justiciers en Champagne (1) ». Les députés du Tiers Etat maintinrent les droits qu'avaient les bourgeois de ne relever que du tribunal du roi quand ils voulaient (2). Les réclamations des

(1) V. Le procès-verbal de la séance du samedi 4 septembre 1507, apud Legrand, p. XVIII. Voir aussi le procès-verbal du 23 octobre 1509 (Legrand, p. 342). « Après la lecture du dit article (art. 2), ledit Milon tant pour ledit Révérend que pour le clergé et les nobles de ladite assemblée, nous ont dit que ledit article était trop rigoureux : et que s'il demeurait ainsi qu'il est écrit et posé, leur haute justice et moyenne qu'ils tiennent en fief du roi leur serait illusoire : car en leur justice il y a sujets de quatre qualités diverses. C'est à savoir : les nobles, les clercs, les roturiers et les serfs qui sont gens de morte main. Or est-il notoire que sur les nobles ils n'exercent aucune juridiction, sur les clercs encore moins : car ils sont exempts de la juridiction temporelle ; sur les roturiers, par ladite coutume il leur est prohibé : car les roturiers s'ils ne sont clercs ou de morte main ils sont bourgeois du roi. Parquoi si ledit article demeurait pour coutume ils n'auroient juridiction que sur les serfs hommes et femmes de corps. Et aussi que par les ordonnances du roy sur le fait des bourgeoisies lesdits bourgeois du roy sont astreints à plusieurs choses qu'ils ne font ».

(2) Legrand, p. XXIII.

nobles ne furent point écoutées. Il en fut de même de celles des seigneurs du baillage de Sens : ils eurent beau dire que les droits de bourgeoisie devaient leur être réservés. La discussion qui ne nous est révélée que par un bref passage du procès-verbal semble avoir été vive. Le procureur du roi émit comme principal argument que la ferme des bourgeoisies rapportait au roi mille livres par an et qu'on ne pouvait priver le trésor de ce revenu. La décision de la question fut renvoyée au Parlement qui maintint les droits des bourgeoisies royales (1).

Rien ne nous révèle plus depuis lors que les droits du roi aient été contestés dans le baillage de Sens.

Dans celui de Troyes un régime spécial s'était établi depuis longtemps ; nous voulons parler de l'acquisition des droits royaux par certains seigneurs hauts justiciers. C'est à cette pratique que fait allusion l'article II de la Coutume lorsqu'il dit que les bourgeois peuvent s'avouer du roi, sauf ceux qui habitent sur les terres des seigneurs ayant droits royaux : il convient de donner quelques explications sur ce point (2).

Dès le ^{xiii}^e siècle, nous voyons les baillis et prévôts de Champagne aliéner les mairies comtales qui étaient installées dans leur ressort. Le fait nous est révélé par un arrêt des Grands Jours de Troyes. En l'an 1287, nous dit Brussel, les maîtres des Grands Jours firent

(1) Bourdot de Richebourg, t. III, p. 555.

(2) Cf. plus haut, p. 109, n. 1.

ordonnance qui portait « défense à tous baillis et prévôts de Champagne et de Brie de vendre à l'avenir ni souffrir qu'il fut vendu à quelques personnes qui se pût être, les sergenteries ou mairies, étant dans leurs juridictions jusqu'à ce qu'ils reçussent un ordre contraire et spécial du roi (1). Les aliénations systématiques furent faites par la royauté au cours du xvr^e siècle. Au temps de la rédaction de la Coutume, les nobles du baillage se distinguent en deux catégories : ceux qui ont acquis des droits royaux et ceux qui ne les ont pas acquis. Ces derniers sont qualifiés de seigneurs fonciers (2). Et, en effet, ce n'est qu'éventuellement qu'ils exerceront les droits de justice sur les hommes qui lèvent et couchent sur leurs terres puisque ceux-ci peuvent s'avouer bourgeois du roi. En 1542, des commissaires du roi furent chargés de les vendre dans la ville et la prévôté de Troyes ; ils

(1) *Nouvel Usage des fiefs*, p. 242. « Injunctum est et districtè inhibitu omnibus baillivis et præpositis terræ Campaniæ Briæque comitatu, ne de cetero vendant neu vendere permittant aliquibus personis sergenturas seu majorias in judictionibus eorumdem existentes quousque de contrario mandatu domini regis receperint speciale. Quod si contra fecerint, graviter punientur. » *Registre des Grands Jours de Troyes*, fol. 50.

(2) On s'est demandé si la justice dite foncière en Champagne ne constituait pas en Champagne une catégorie particulière de justice. En réalité, la justice dite foncière n'est autre chose que la haute justice mais dont l'exercice est paralysé par le fonctionnement de la bourgeoisie royale. Cf. sur ce point Legrand, p. 13.

devaient d'ailleurs être rachetés plus tard (1). Au cours du xvi^e et même au xvii^e siècle, les aliénations continuèrent. Ces aliénations qui, comme nous l'avons vu plus haut, commencent de bonne heure, dès le moyen-âge, prouvent surabondamment que le roi considère ses bourgeoisies de Champagne comme un simple profit de son domaine et non comme une arme contre la féodalité. Nous allons exposer maintenant quelle était, dans le dernier état du droit, la condition du bourgeois du roi en Champagne.

Tout d'abord, le bourgeois doit se faire inscrire et venir payer sa jurée la veille de la St-Jean-Baptiste (2). Toutes les franchises personnes du baillage sont astreintes à ce droit de jurée, sauf cependant les clercs. Cette exemption se comprend, mais il est nécessaire de remarquer que le droit de jurée est considéré par une jurisprudence qui remonte au xiii^e siècle, comme un droit patrimonial et réel. Si donc on poursuivait, même indûment, un clerc pour le paiement de sa jurée, celui-ci ne pouvait exciper de son privilège pour

(1) Cf. Boutiot. *Hist. de Troyes et de la Champagne méridionale*, t. III, p. 407. En 1542, Christophe Menisson écuyer sieur de Saint Aventin acquit les droits royaux sur 47 villages des environs de Troyes. En 1549, Henri II mit de nouveau en vente une portion de ses droits en Champagne. Le conseil de ville décida à cette époque de racheter les droits aliénés : il le fit en payant 410 livres à Menisson et 107 livres 10 s. au roi (*Arch. munic.*, Anc. fonds 16, 3^e pièce. Nouveau fonds A 11, cité d'après Boutiot).

(2) Cf. Legrand, p. XVII.

se faire juger par les juges d'églises (1). Pour jouir de son privilège, le bourgeois doit faire aveu. Sur ce point, il existait peut-être au début du xvii^e siècle, une tendance à supprimer les formalités (2). On peut penser, en effet, combien à cette époque elles devaient sembler superflues ; cependant, la jurisprudence du Parlement maintint toujours le principe ancien. Il semble même que dans la pratique, on ne se soit pas toujours contenté d'une simple déclaration verbale. Un arrêt nous parle, en effet, d'aveu passé devant un notaire ou sergent (3). En sens inverse, on peut relever dans la jurisprudence du xvii^e siècle un arrêt permettant de faire aveu même sur appel interjeté, alors que les règles normales voulaient qu'une fois le procès engagé, l'aveu ne fût plus possible ; mais cet arrêt ne fit pas jurisprudence (4).

On admet également qu'en matière de crime, c'est le juge royal qui sera compétent, et non le juge foncier qu'on pourrait considérer comme le juge local. On sait que c'est ce juge qui, d'après l'ordonnance de Moulins, doit être seul compétent en matière criminelle. Mais en réalité, il n'y a pas là, comme l'a cru voir Legrand, (5) une exception à l'ordonnance de

(1) Cf. Pithou, p. 13 et un arrêt de 1296, Olim, t. II, p. 408.

(2) Cf. Legrand, p. 21 et 22.

(3) Cf. Legrand, p. 23.

(4) Cf. Pithou, p. 31.

(5) Cf. Legrand, p. 13.

Moulins, car le maire royal est bien, en effet, le juge du lieu.

Le juge royal, outre les matières ordinaires, civiles et criminelles, est encore compétent pour donner des tuteurs et des curateurs aux bourgeois qui s'avouent. L'aveu, nous le savons, ne peut être fait en matière réelle. Il est de même interdit en matière de police : c'est-à-dire pour les procès relatifs aux poids et mesures, messiers et ban de vendange (1).

Nous avons parlé jusqu'à présent de l'appel fait au juge royal par le bourgeois Champenois. Que deviendra son privilège s'il réside sur la terre d'un seigneur ayant acquis les droits royaux ?

Le juge de ce seigneur réunit les deux qualités de juge foncier et de juge royal. Dès lors, il n'y aura plus besoin de faire aveu de bourgeoisie sur de telles seigneuries : le justiciable sera forcément jugé par le seigneur. Il lui doit la jurée comme il la devrait au roi. Le seigneur justicier acquiert en effet tous les droits du roi.

Les droits royaux sur les bourgeois sont considérés comme isolément aliénables ; il pourra donc se faire qu'un seigneur les ait acquis sur un territoire d'une étendue tout autre que celle de sa justice : les mairies royales ayant un territoire déterminé qui ne correspond pas à chacune des hautes justices, mais peut s'étendre sur plusieurs, l'achat d'une mairie

(1) Cf. Legrand, p. 12.

royale doit forcément conduire à cette conséquence. Le juge de l'acquéreur remplira les fonctions de juge royal par rapport aux juges seigneuriaux de sa mairie, les juges fonciers. On pourra, dès lors, rencontrer le cas curieux que voici. Un bourgeois, avouant le roi, sera renvoyé devant un juge qui n'aura de royal que le nom, et qui ne sera en réalité que le juge d'un seigneur. Legrand, le commentateur de la Coutume de Troyes, protestait contre cette pratique : il déclarait — et avec lui les avocats des seigneurs fonciers dans leurs plaidoiries — que l'aveu de bourgeoisie ne devait avoir logiquement qu'un seul effet : le renvoi devant un juge vraiment royal. Ils soutenaient que l'achat des mairies ne pouvait avoir qu'un seul but : empêcher que le justiciable d'un haut justicier ne pût se réclamer des juges royaux (1). Donc si c'était seulement pour parer aux aveux de bourgeoisie que l'on achetait les mairies, l'acheteur ne devait pas se prévaloir de son droit à l'encontre des hauts justiciers voisins. Mais cette théorie ne fut pas admise en jurisprudence. Il en résultait des luttes entre juges fonciers et maires de seigneurs ayant acquis les droits royaux pour s'arracher des justiciables (2). Ces luttes duraient encore au ^{xviii}^e siècle : querelles de clocher et chicaneries de petits officiers seigneuriaux sur lesquelles

(1) Cf. Legrand, p. 8.

(2) On pourra trouver deux plaidoyers de semblables affaires qui ont été conservées dans la *Collection de Champagne* au tome LXVI.

s'exerçaient à loisir les verbeux avocats du baillage de Troyes qui rappelaient dans leurs plaidoiries les grands principes d'une bourgeoisie royale légendaire, et répétaient à plaisir la pensée exprimée déjà par Pithou : « S'avouer du Roi équivalait dans l'ancienne France à la célèbre maxime des bourgeois de la Rome antique : *Civis romanus sum.* »

Au terme de cette étude, nous sommes, semble-t-il, en droit d'enregistrer les résultats suivants : sauf en Champagne où elle est un reste des anciennes institutions locales, la bourgeoisie personnelle n'a pas existé. Les bourgeois forains des villes que l'on rencontre dans les textes du ^{xiii}^e siècle n'ont plus subsisté qu'à titre d'exception après l'ordonnance de 1287. Ces bourgeois ont parfois commis des abus, mais la royauté ne semble pas les avoir favorisés. On ne peut donc pas dire que la bourgeoisie foraine ait été entre les mains des rois un instrument de lutte contre les justices féodales.

Vu :
Le Président de la Thèse
A. ESMEIN.

Vu :
Le Doyen,
A. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

APPENDICE I

ORDONNANCES DE 1287 ET DE 1303

Paris, 1287, v. le 25 mai (Parlement de la Pentecôte)
1302-1303, 18 mars.

Ordonnance de Philippe le Bel sur les bourgeoisies.

I. Ordonnance de 1287. Texte français, A. Cop. contemporaine, Arch. nat., JJ 34 (*Registrum tenue*), fol. 34 v°. — **B.** Cop. contemporaine (mauvais état de conservation) Arch. du Pas-de-Calais. — (*Chartes d'Artois*), série A, 27²⁶ (1). — **C.** Cop. du xvii^e s., B.N. Ms. fr. 14538, f° 117. — *Ed. : a Ordonn.*, t. I, p. 314, d'apr. A. — *b* Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. II, p. 673, d'apr. *a.* — *c* Giry, *Documents s. les relat. de la royauté avec les villes*, p. 129, d'ap. A. — *Ind.*, Boutarie, *Actes du Parlement*, n° 2603, A.

II. Ordonnance de 1303. Texte latin. A. Minute de la chancellerie, Arch. nat., JJ, 35, fol. 8 v°. — **B.** Cop. d'environ 1338, Bibl. nat., Ms. lat. 12814 (cop. du Mémorial *Qui es cælis* de la Chambre des comptes), fol. 81. — **C.** Cop. du xiv^e s., Arch. nat. JJ 81, pièce 674, fol. 348 v° (dans un vidimus du roi Jean, d'octobre 1351). — **D.** Cop. du xiv^e s., Arch. nat., X^{1a} 8602 (Reg. A. des Ordonnances du Parlement), fol. 81 (dans le même vidimus). — **E.** Cop. du xviii^e s., Arch. nat., p. 2238, p. 168, d'apr. les Mémoires de la Chambre des comptes. — *Ed. : a Ordonn.*, t. I, p. 367, d'apr. A, D. et le Mémorial *Croix*. — *b Ibid.*, t. II, p. 461, d'apr. C — *c* Houard, *Lois anglo-normandes*, t. II, p. 375. — *d* M. C. Guigue, *Cartul. municipal de Lyon* (Lyon, 1876), p. 51, d'apr. le Cartul. d'Etienne de Villeneuve (xiv^e s.) Arch. mun. de Lyon. — *e* Giry, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes*, p. 129, d'après A, B.

(1) Cette copie est faussement indiquée dans l'inventaire de la série A des Archives du Pas-de-Calais, comme étant une ordonnance de Philippe-le-Hardi, de 1281. M. Lavoine, chef de bureau des Archives du Pas-de-Calais, a bien voulu collationner pour nous cette pièce. Nous nous faisons un devoir de lui adresser ici nos remerciements.

Sauf pour cette copie et la suivante, nous avons emprunté les indications de mss. et d'éditions, les notes et même la disposition typographiques du texte à l'édition Giry.

Nous n'indiquerons pas naturellement dans nos collations avec B les variantes purement orthographiques.

HEC EST ORDINATIO FACTA PER NOS ET CONSILIUM NOSTRUM DE MANDATO NOSTRO, SUPER MODO TENENDI (1) ET FACIENDI BURGESIAS REGNI NOSTRI, AD REMOVENDUM ET TOLLENDUM ET TOLLENDEM FRAUDES ET MALICIAS, QUE IN EIS OLIM FIEBANT, OCCASIONE SEU CAUSA DICTARUM BURGESiarum, RATIONE QUARUM ALIQUOCIENS SUBJECTI NOSTRI GRAVITER OPPRIMEBANTUR ET GRAVABANTUR, AD NOS SUAS SEPE QUERIMONIAS DEFERENTES.

1. Primo, statutum est et ordinatum quod si aliquis voluerit aliquam intrare noviter de burgesiis nostris, debet venire ad locum unde proponit seu requirit esse burgensem, et adire prepositum illius loci, vel ejus locum tenentem, vel maiorem ejusdem loci, qui recipit seu recipere consuevit absque preposito burgensem, et debet dicere tali modo : *Domine, requiro a vobis michi concedi burgesium hujus ville, paratusque sum facere quod incombis faciendum*. Et tunc prepositus, vel maior in loco (2) predicto, vel eorum locum tenentes, ut supra dictum est, in presencia duorum vel trium

ORDINATIO FACTA SUPER BURGENSIS OBSERVANDIS.

C'EST L'ORDENANCE FAITE PAR LA COURT DE NOSTRE SEIGNEUR LE ROY ET DE SON COMMANDEMENT, SEUR LA MANIERE DE FAIRE ET TENIR LES BOURGOISIES DE SON REAUME, POUR OSTER LES FRAUDES ET LES MALICES QUI SE FAISOIENT PAR ACHOISON D'ICELES BOURGOISIES DONT SI SOBGIET ESTOIENT DUREMENT GREVE, ET DUREMENT PLAIGNANT.

1. Premièrement, il est ordéné que se aucuns veult entrer en aucune bourgeoisie, il deit aler au lue dont il requiert estre bourgeois, et doit venir au prevost dou lue, ou a son luutenant, ou al maieur des lues qui recoivent bourgeoisies sanz prevost, et dire en tel manere : *Sire, je vous requier la bourgeoisie de ceste vile et sui appareliez de faire ce que j'en doi faire*. Adonc li prevoz, ou li maires, si com desus est devisé (1), ou leur leutenanz, en la presence de deus ou trois bourgeois de la vile, recevra seurté de l'entrée de la bourgeoisie, et qu'il fera ou achetera (2), par raison de la

(1) tenendi burglesias (A).

(2) eo in loco (B).

(1) dit (B).

(2) akatera maison (B).

burgensium ejusdem ville, recipient securitatem seu cautionem de introitu burgessie prefate et quod ipse faciet vel emet, ratione et nomine burgessie, domum infra annum (1) et diem de valore sexaginta solidorum parisiensium ad minus, et de hoc fiat (2) instrumentum et registretur. Et tunc prepositus vel maior in loco concedent sibi unum servientem cum quo debet adire dominum sub quo antea fuerat, et a cujus distritu seu jurisdictione se voluit amovere, vel ejus locum tenentem, et eos vel eorum alterum certificare quod ipse factus est burgensis noster in tali villa, designando eis, diem et annum, sicut in littera burgessie sibi data continetur, in qua contineantur nomina burgensium nostrorum (3) qui premissis affuerunt (4) quando intravit burgessiam supradictam.

2. Ordinatumque fuit quod ipse non habebitur aut defendetur ut burgensis noster antequam premissa et quodlibet de premissis per eum facta

bourgeoisie, maison (1) dedenz an et jour de la value de LX. sols parisis au mains. Et ce fait et enregistré, li prevoz, ou li maires li doit ballier un serjant pour aler od li au seigneur desouz cui il s' (2) est partiz, ou a son leutenant, pour faire li a (3) savoir qu'il est entrez en la bourgeoisie de tel vile, a tel jour, et en (4) tël an, si comme il est contenu en la lettre de la bourgeoisie, en laquel seent contenu li non des bourgeois qui furent present quant il entra en la bourgeoisie desus dite.

2. Il (5) est ordené que il ne sera tenuz ne deffenduz comme bourgeois, devant ce que les choses desus dites, seent faites,

(1) unum annum (B).

(2) fiet (B).

(3) nostrorum *manque* (B).

(4) affuerint (B).

(1) *manque* (B).

(2) s'] *manque* (B).

(3) *manque* (B).

(4) a (B).

(5) Et (B).

fuerint, et data securitas de complendo, sicut superius est expressum, donec fuerit advocatus ut burgensis coram domino, a cujus jurisdictione se substraxit.

3. Item, statutum est quod quilibet burgensis noster sic receptus et advocatus, ut premissum est, in quocumque tempore sit, sive ante festum beati Johannis (1) sive post, sive ante festum Omnium Sanctorum sive post, debet continuare burgensiam suam per eum modum qui sequitur : videlicet, quod ipse et uxor sua vel sponsa, si quam habet debent personaliter residere in dicta burgesia, a vigilia Omnium Sanctorum usque ad vigiliam beati (2) Johannis Baptiste, nisi alias infirmitate fuerit impeditus proprii sui corporis aut uxoris sue, vel propinquorum suorum, vel nisi in casu matrimonii aut peregrinationis, vel casuum consilium (3), sine fraude eos contingeret absentare. Preterea, post recessum eorum a loco burgessie sue, impedimento cessante, non morentur ultra tres dies, vel quatuor ad plus.

(1) Johannis Baptiste (B).

(2) sancti (B).

(3) similium (B).

et seurté donée de acomplir, si comme il est desus devisé (1), et avoez comme bourgeois devant le segneur desouz cui il sera (2) partiz.

3. Item, il est ordené que chascuns bourgeois ensi receuz et avoez, comme desus est dit, en quelcunques tans que ce soit, devant la saint Jehan ou après, ou devant la Touzainz ou après, il doit continuer sa bourgeoisie en ceste fourme : c'est a savoir, que se il a fame espouse, il ou sa fame, doit continuellement tenir leur bourgeoisie au lue, de la velle de la Touzainz jusques a la velle de la saint Jehan, se ce (4) n'estoit par cas de maladie apperte de son cors, ou de sa fame, ou de ses amis charnex procheins, ou de mariage, ou de pelerinage, ou de cas semblanz, sanz fraude, par ensi encor qu'il ne demoureit, après le departement del leu de sa bourgeoisie, outre trois jourz, ou quatre au plus, l'empeschement cessant, sanz fraude.

(1) dessus est devise (B).

(2) seront (B).

(3) manque (B).

(4) manque (B).

4. Item, concedimus et volumus quod predictus burgensis (1), una cum uxore sua insimul vel divisim, si eis expediens videatur, possint se absentare a dicta burgesia, a festo sancti Johannis Baptiste usque ad festum Omnium Sanctorum, pro fenis suis, messibus et vindemiis suis faciendis, aut aliis negociis suis peragendis. Volumus quod prefatus burgensis et uxor sua, vel alter eorum, sint in loco dicte burgessie, si comode fieri poterit et fuerint in patria, in quolibet magno festo annuali.

5. Item, scire volumus universos quod, si vir qui non est uxoratus, aut mulier que non habet virum, voluerint (2) intrare aliquam de burgesiis nostris, sub modo et forma premisis, oportet eum [vel eam] (3) habere proprium valetum, seu famulum, aut ancillam, qui deserviant (4) personis predictis in dicta burgesia, a vigilia Omnium Sanctorum usque ad vigiliam sancti Johannis Baptiste, et isto modo deserviendo dictis burgesiis, per

4. Mais il est a savoir que chascuns bourgeois et sa fame poent aler, ensemble ou par (1) partie (2), la ou leur plaist pour leurs meissons, fenoisons, vendenges, et pour lour (3) autres besoignes faire, des la velle de la saint Jehan, jusques a la velle de la Touzainz sans plus. Et toutes voes li mariz et la fame doivent estre au leu de leur bourgeoisie amedeus (4) ensemble a toutes les festes annex, se il sont ou pais.

5. Item, il est à savoir que cil qui n'a fame ou cele qui n'a mari, qui voudra entrer en bourgeoisie en la manere desus dite, doit avoir continuellement au leu de sa bourgeoisie propre vallet, ou bailselle, demorant au leu, des la velle de la Touzsainz, jusques a la velle de la saint Jehan, et ensi faisant il pourra aller toute l'anée la ou il li plaira, pour ses besoignes faire, en manere toutes voes qu'il soit en propre persone au leu de sa

(1) predicti burgenses (B).

(2) voluerit (B).

(3) vel eam manque (A).

(4) desservient (B).

(1) manque (B).

(2) empartie (B).

(3) pour lour] manque (B).

(4) ambos II (B).

se vel substitutas personas, poterunt suis negociis intendere quandocumque voluerint; ita tamen quod in quolibet festo celebri annuali, si in patria fuerint in dictis locis suarum debent facere presentiam personarum.

6. Item, statutum est et ordinatum quod, si aliquis vel aliqua receptus vel recepta in burgensem, per modum qui dictus est, vel recipiendus sub forma predicta, se subtraherit, vel de cetero subtrahat seu subtrahere voluerit ab aliquo loco, vel communitate, solvat tallias et onera sibi imposita in villa in qua sic fuit talliatus vel oneratus, antequam receptus esset in burgensem vel advoatus tamquam burgensis in alia villa in qua requisivit esse burgensem, vel partem debitorum pro exitu ville. Ab alia vero parte solvet omnes tallias, juratas et onera illius ville in qua receptus est burgensis, ab illo die quo receptus fuit, vel receptus erit, usque ad diem quo se subtrahere voluerit publice a loco dicte burgessie. Et etiam ordinatum est quod nullus vel nulla burgensis reci-

bourgeoisie a toutes les festes annex, se il sont ou pais.

6. Item, il est ordené que se aucuns ou aucune receuz a (1) la bourgeoisie, ou a recevoir en la fourme desus dite, s'estoit partiz ou partoît de ci en avant, d'aucun leu ou d'aucune commune, il paera les talles, les frez de la (2) ville, de tout comme il fu (3) talliez ou gité sus li, avant ce qu'il fust receuz et avoez comme bourgeois a l'autre ville dont il aura requis (4) la bourgeoisie, ou sa partie de doite, pour yssue de ville. D'autre part il paera aussi toutes les talles, les jurées et les frez de la ville ou il sera receuz bourgeois, ou a esté, des le jour en avant qu'il fu, ou aura esté receuz à la bourgeoisie, jusques a tant qu'il se departe publeement de la bourgeoisie. Et est ordené que nul bourgeois

(1) en (B).

(2) le (B).

(3) sera (B).

(4) requise (B).

piatur, aut defendatur (1) in aliqua burgesia, quamdiu tenebit primam in qua receptus fuerat et etiam advoatus.

7. Item, est ordinatum et statutum quod ille dominus, de sub cujus jurisdictione burgensis hujusmodi se subtrahit (2) omnino habebit cognitionem et executionem omnium causarum et questionum et querelarum motarum contra ipsum et occasione ipsius, omniumque excessuum per eum commissorum, tribus mensibus antequam receptus esset et advoatus in burgensem, ut superius est expressum; quod intelligendum est de querelis et excessibus, de quibus notorium, aut ordine judiciario cognitum extat vel exitit, vel que dominus predictus per sufficientes testes probare potuerit coram iudicio dicte burgessie, infra tres menses postquam receptus, ut predictum est vel advoatus fuerit (3) ut burgensem.

8. Item, statutum est quod nullus predictorum burgensium sustinebitur aut defendetur,

et nule bourgoise ne sera receuz a (1) nule bourgoisie, ne gardez ne deffenduz, tantdis com la premiere a laquelle il aura este receuz et avoez (2) durra.

7. Item, il est ordené que sires desouz cui tel maniere de bourgeois ou de bourgoises se partiront pour entrer en bourgoisie, si com dessus est dit, aura la connoissance et l'execution de toutes les querelles meues contre lui et pour achoison de li, et de touz les meffais avenuz trois mois avant ce qu'il fust receuz comme bourgeois, et avoez si comme dessus, est dit; c'est a savoir des querelles ou meffais qui seront notoire ou conneu, ou que li sires pourra prouver par tesmoinz soufisanz devant la justice de la bourgoisie, dedenz trois mois après ce qu'il sera receuz et avoez comme bourgeois ou bourgoise (3).

8. Item, il est ordené que nuls bourgeois, ne nule bourgoise, ne sera deffenduz ne

(1) recipietur aut deffendetur (B).

(2) subtrahat (B).

(3) fuerat (B).

(1) en (B).

(2) et avoez] *manque* (B).

(3) ou bourgoise] en bourgoisie (B).

quominus, in causa hereditatis contra eos vel ab eis mota seu movenda, debeat parere juri coram domino vel dominis, sub quo vel quibus est hereditas memorata. Idem etiam est censendum circa debita que subditi predictorum dominorum debent dictis (1) burgensibus debebunt.

9. Item, sciendum est quod per hujusmodi statuta seu ordinationes, nos aut nostrum consilium, non intendimus in aliquo variare vel litterarum que nos, aut predecessores nostri, concessimus, quibus juste sine malicia usum fuerit et eciam sine fraude. Nec est intentionis nostre quin subjecti nostri possint requirere, aut de prefatis burgensiis extrahere homines suos de corpore ascripticios, seu glebe affixos, aut alterius servilis condicionis modo debito seu eciam consueto.

10. Publicabitur autem hec ordinatio per quemlibet ballivum aut senescallum, in prima assissia quam tenebunt. Et dicetur sub hoc modo (2) quod omnes qui voluerint gaudere

soustenuz contre ce que il ne facent droit de leur heritages, et prengnent droit par les segneurs souz cui il ont leur heritages; et ce meisme des dettes que leur sobgiet doivent ou devrontas diz bourgeois et (1) bourgoises.

9. Item, il est a savoir que par cest ordenement, li roys nostre sires, ne son conseil (2), n'entendent de riens a changier ne muer les privilèges ne les poinz des chartres qu'il et si en ancesseur ont donné, dont l'en (3) a bonement usé sanz malice et sans fraude. Ne n'est aussi sa ententions que si sobgiet ne puissent poursuivre a (4) retraire de bourgeoisie (5) leur hommes de cors ou d'autre condition, en la manere que l'en a (6) acostumé.

10. Et sera publiée ceste ordenance en chacune baillie, en la premiere assise qui sera.

(1) predictis (B).

(2) Sub hac forma (B).

(1) ou (B).

(2) ses consals (B).

(3) l'en] on (B).

(4) et (B).

(5) des bourgeoisies (B).

(6) que l'en a] con a (B).

de predictis burgesiis, veniant infra mensem, a tempore publicationis predictæ, pro renovandis dictis burgesiis, sub modo et forma superius expressis; et nisi infra prefixum terminum venerint, vel si non se excusaverint, non defenduntur ab illa hora in antea aut habebuntur ut burgenses.

Intencionisque curie seu consilii nostri extitit, quod hujusmodi statua et ordinationes firmiter teneantur, contraria consuetudine qualibet non obstante, nisi specialiter aliquæ persone puncto littere regie aut privilegio eis concessio, quo bene et legitime fuerint use, extiterint premunite.

Omnes autem istas ordinationes (1) prescriptas (2) statutaque salubria facimus, sancimus et promulgamus, tene-rique firmiter, et inviolabiliter precipimus observari, pro bono regimine regni nostri et utilitate reipublice; requirentes prelatos, barones, et alios fideles et subditos nostros quatenus

(1) Ces formules finales visent naturellement toutes les dispositions de la grande ordonnance de 1303 à la suite de laquelle nous est parvenu ce texte et non pas seulement l'ordonnance sur les bourgeoisies.

(2) supra scriptas (B).

Et sera dit en tel maniere que ceus (1) qui voudront joir desdites bourgeoisies vieignent dedenz I. mois du tens, puis ce (2) publiement, por renouveler leurs bourgeoisies, en la maniere qui est desus dite (3), et se il ne (4) viennent dedans ce (5) terme, il ne seront pas defenduz de ceste (6) bourgeoisie.

Et entend la cour que ceste ordenance soit tenue, non contraitant saisine ne usaige contraire, se il ne l'ont par point de chartre, ou de privelege, dont il aient (7) bien usé.

Ceste ordenance fut faite au parlement de la Penthecoste, l'an M. II^c III^{xx} VII.

(1) cil (B).

(2) du tens, puis ce] durant cel (B).

(3) en tel maniere qu'il est dessus dit (B).

Peut-être devrions-nous adopter cette leçon; il est vraisemblable qu'elle ne vient pas du scribe, lequel écrit constamment « kil » et plus haut « telle manière ». Ce passage ne dériverait-il pas de l'original perdu?

(4) ni (B).

(5) cel (B).

(6) cele (B).

(7) soient (B).

eas, vel ea, faciant a subditis suis teneri et firmiter observari in terris et jurisdictionibus suis, precipiantque fieri officiariis (1) suis, modo quo injungimus nos et nostris. In cujus rei testimonium presentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, die lune post mediam Quadragesimam, anno Domini M^o, CCC^o. secundo. — Collatio fit.

(1) officialibus (B).

Demum (1), cum postmodum placuisset domino regi quod aliquibus de causis, hujusmodi ordinatio de burgensiis in villis sitis in marchiis sive in finibus regni sui a parte imperii Alemannie minime servaretur ;

Demum, dominus rex, anno Domini M^o CC^o nonagesimo tercio, circa Ascensionem Domini (2), apud Pontisaram, cum majori et saniori parte sui consilii, voluit et precepit quod dicta ordinatio de burgensiis per totum regnum suum, tam in finibus quam alibi, generaliter observetur.

Item, anno nonagesimo quinto, presentibus duce Burgundie (3), comite Sancti Pauli (4), constabulario (5), episcopis Tornacensi (6), Dolensi (7), et P. Flote (8), recitata fuit predicta ordinatio et approbata, et fuit superadditum quo nulla fieret revochatio in Campania. In parlamento Omnium Sanctorum, presente toto parlamento.

(1) Ces notes sur l'exécution de l'ordonnance se trouvent au registre JJ 34, fol. 35, en marge du texte français de l'ordonnance de 1287.

(2) Vers le 7 mai.

(3) Robert II, duc de Bourgogne, de 1272 à 1305.

(4) Gui IV, comte de Saint-Pol, de 1292 à 1317.

(5) Raoul II, de Clermont, seigneur de Nesle, connétable, de 1285 à 1302.

(6) Jehan III de Vassoigne, évêque de Tournai, de 1292 à 1300.

(7) Thibaud I, de Pouencé, évêque de Dol, de 1280 à 1301.

(8) Pierre Flotte, alors conseiller du roi, plus tard garde des sceaux de France, mort en 1302.

APPENDICE II

PIÈCES CONCERNANT BERNARD MANANT

1.

26 février 1290.

Jean de Trie, bailli d'Auvergne, notifie à Guillaume Bovis, chevalier et à Etienne de Teupont, chatelain d'Auzon, qu'il a reçu des lettres-royaux dans lesquelles Philippe le Bel lui ordonne, ainsi qu'au chatelain d'Auzon, de faire rendre à Bernard Manant ses biens détenus par le chapitre de Brioude s'il leur semble que c'est injustement qu'ils ont été saisis, et de faire amender s'il y a lieu les injures infligées par ledit chapitre audit Bernard. Le bailli trop occupé commet le chatelain et le chevalier à l'exécution de ces lettres. De même il leur délègue ses pouvoirs pour faire une enquête au sujet de soixante livres tournois extorqués par Guillaume le Charnier à Bernard et à ses amis.

Orig. sur parchemin, scellé sur simple queue. Arch. Nat., J., 4046, n° 42.

Johannes de Tria baillius Aruernie dilectis suis domino Guilelmo Boui militi et Stephano de Tespont domicello castellano Alzonii salutem et dilectionem cuidam. Noueritis nos recepisce literas regis in hec verba : « Ph. Dei gratia Francorum rex bal-
 « liuo Aruernie et castellano Alzonii salutem. Mandamus vobis
 « quatinus (1) si vobis constiterit, quod capitulum briuatense
 « bona mobilia et immobilia Bernardi dicti Manent burgensis
 « nostri de Nonneta indebite ceperit et adhuc, ut dicitur, detinet
 « occupata sine causa rationabili, et alias indebitas iniurias dicto
 « burgensi fecerit in casu ad dictum capitulum non pertinente,
 « dicta bona dicto Bernardo reddi et restitui, prout iustum
 « fuerit faciatis, vocatis qui super hoc fuerint euocandi et dictas
 « iniurias nobis et sibi emendari si eas in casu ad dictum capi-

(1) quatinus] suit *si vobis constinus* biffé.

« tulum non pertinente inueneritis esse factas, nisi fuerit aliud
 « rationabile quod obsistat. Actum Parisius etc. » Et cum simus
 pluribus arduis negociis ocupati ita quod ad presens dictum
 mandamentum non possumus adimplere, vobis mandamus
 quatinus loco nostri dictum mandamentum ut superius est
 expressum executari (1) demandetis, vocatis qui fuerint evocandi
 diligenter. Item cum Guilelmus Charnerii extorcerit (2), occasione
 cuiusdam donationis sibi facta a Gregorio Renardi de re litigiosa, ut
 dicitur, sexaginta libras turonensium uel circa a dicto Bernardo
 Manent de Noneta burgensi nostro et ab amicis ipsius Bernardj
 per vexationes indebitas predictas sexaginta libras uel circa vobis
 mandamus quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, diligenter
 super predictis inquiratis veritatem, et quidquid super predictis
 inueneritis nobis fideliter in scriptis refferatis; et nos quo ad
 predicta omnia facienda et conprobanda committimus vices
 nostras mandantes vniuersis et singulis ut vobis tamquam nobis
 in premissis et premissa tangentibus pareant et intendant.
 Datum die Veneris post dominicam in qua cantatur reminiscere (3) anno Domini M^o. CC^o. LXXX nono.

2.

25 avril 1290.

*J. de Trie, bailli d'Auvergne, expose au prévôt royal de Brioude
 que le prévôt de l'église de cette ville a exercé des vexations
 sur les hommes de Brioude, bourgeois du roi à Nonette, et
 qu'il a été en vain plusieurs fois requis de les faire cesser.
 Le bailli mande en conséquence au prévôt royal d'enjoindre*

(1) Abrégé irrégulièrement : *executai* avec tilde sur *ai*. Peut-être faudrait-il lire *executioni*, *o* et *a* se confondant dans cette écriture.

(2) *extorcerit*] graphie fréquente en France.

(3) *reminiscere*] même remarque.

au prévôt de l'église de faire cesser les abus ; en le contraignant au besoin par la saisie du temporel.

Orig. sur parchemin scellé sur simple queue (sceau mutilé). Arch. Nat., J. 1046, n° 1.

Johannes de Tria (1) bailiius Aruernie preposito briuatensi salutem. Cum intellexerimus quod prepositus ecclesie briuatensis quosdam homines briuatenses, burgenses domini regis uille Nonete uexet et molestet, variis locis et diuersis iudiciis quosdam citando et alios excommunicando, quod nobis multum est obuium, quia de ipsis parati sumus, si petierit, facere breue jus et maturum, et cum alias et pluries magistrum Bertrandum et Petrum de Cluzellis nomine dicti prepositi requisierimus, quod a uexationibus seu inquietationibus desisti facerent dictum prepositum hominum predictorum (2), quod facere, ut dicitur, recusarunt, ymo contempto nostro mandato iterum et pluries dictos burgenses idem dominus prepositus vexari non cesset, vobis precipiendo mandamus, quatinus personaliter ad dominum prepositum predictum accedatis uel eius locum tenentem, inhiabentes eidem ex parte domini regis (3) quatinus super actione reali seu personali nisi ad se de jure nouerit pertinere contra dictos burgenses de cetero procedere non presumat et excommunicatos ad eius instantiam absolui faciat indilate, precipientesque eidem quod guegia que cepit nomine ipsius Petrus de Cluzellis eiusdem baiulus ab hominibus supradictis, ea eisdem hominibus reddat prout fuerit rationis. Que autem predicta si facere neglexerit ipsum per bonorum suorum temporalium captionem ad predicta exequenda (4) uiriliter conpellatis ; vobis quo ad hoc committi-

(1) Tria] la troisième lettre recouverte par une tache.

(2) quod... predictorum]. Cette phrase n'est pas claire et fait supposer une distraction du rédacteur ou du scribe de la chartre.

(3) ex parte domini regis] en surcharge.

(4) exequenda) graphie fréquente en France.

mus vices nostras mandantes vniuersis et singulis ut vobis in premissis pareant et intendant. Datum in festo beati Marci euuangeliste anno Domini M°. CC°. nonagesimo.

3.

Juin 1290.

Philippe le Bel fixe les conditions requises pour acquérir la bourgeoisie de Nonette. Il oblige entre autres les nouveaux bourgeois à posséder dans ladite ville une maison représentant un revenu déterminé, à y faire résidence eux ou leur mesnie pendant un an et un jour au début de la bourgeoisie et pour la suite, à faire acte de présence personnelle aux quatre fêtes.

Minute ou acte non expédié sur parchemin (1). Arch. Nat., J. 1046, n° 3.— Edit. insuffisante, Rivière, Instit. de l'Auvergne, II, p. 337.

(1) La pièce n'est pas scellée et ne l'a jamais été. Elle n'a donc pu être expédiée. La question de savoir si l'on est en présence d'un acte non expédié à cause des erreurs qui s'y étaient glissées et que les nombreuses surcharges et corrections auraient mal dissimulées, ou bien s'il s'agit d'une minute ne nous semble pas pouvoir être résolue. Cf sur ce point, Prou, *Nouv. rev. hist.*, 1884, p. 275, note 6, et *supra*, p. 83. Nous reproduisons ici le texte (Arch. nat., S. 1046 n° 5 *bis*), publié par Prou, *ibid.*, p. 546 (n° XXI), afin qu'on puisse se rendre compte de ce que nous avons avancé plus haut : Ph[elipe], par la grâce de Dieu roy de France, à touz ceus qui veront ces presentes leitres, salut. Sachent tuit que nous voulons et otroions pour nous et pour touz noz successeurs, que tuit cil qui sont et qui seront bourgeois de nostre chastel de Nonneite et des apartenances, qu'il soient tenuz de faire les choses qui s'ensuient.

Premierement, que chascun bourgeois dudit lieu ou des apartenances soit tenuz d'avoir maison ou dit chastel ou es apartenances, en la quele maison nous et noz successeurs puissons prandre sis deniers de rente chascun an a touzjours mes; et voulons que chascun des diz bourgeois soit tenuz de faire residence au commencement de sa bourgeoisie ou dit chastel ou es apartenances un an et un jour tant seulement. Et, se il advenoit que il eust a faire en marcheandises ou en autre besongnes dedans l'an et le jour desus diz, nous voulons que sa mesnice face résidence pour lui

Phel. par la grace de Dieu rois de France a touz ceulx qui ces presentes lettres verront et orront salut. Sachent tuit que nous voulons et otroions por nous et pour touz noz successeurs que tuit cil qui sont et qui seront bourgeois de nostre chastel de Nonete ou des apartenances (1), qu'il soient tenu de fere les choses qui s'ensuiuent. Premièrement que chescuns des diz bourgeois soit tenuz d'avoir maison ou dit chastel ou es apartenances en (2) laquele maison nous et noz successeurs puissions prendre vi deniers de rente chescun an a touz jourz mais. Et voulons que il soit tenuz de fere residence ou dit chastel ou es apartenances au comencement de sa bourgeoisie j. an et j. jour tant solement. Et s'il avenoit qu'il eüst afere en marchandise ou en autres besoi-gnes dedenz l'an et le jour desus dit, nous voulons que sa mesniée face residence pour lui et (3) qui autant li vaille comme se il l'avoit faite en sa prope (4) persone et aussi bien soit tenuz

au dit lieu l'an et le jour desus diz, et que autant li vaille comme se il avoit faite sa residence en sa propre personne, et ausi bien soit tenuz pour nostre bourgeois; et voulons encores que il soit tenuz chascun an de faire residence au dit lieu ou es apartenances par lui ou par aucun de sa mesniee de la Touz Sains jusques à la Chandeleur; et qu'il soit tenuz avec tout ce de paier les autres choses qui sont acoustumées de paier au dit chastel, c'est asavoir guet et manœuvre; et ce fait qui est dessus dit, nous nous hi donnons, otroions et confermons les coustumes et les franchises de la bourgeoisie du dit chastel de Nonneite, ensamble ou toutes les coustumes et les franchises que nous ou noz devanciers avons otroiées à la ville de Lorrez en Gastinaz; et assouvies les choses desus dites par les bourgeois desus diz, nous metons eus et chascun d'eus et touz leurs biens et de chascun d'eus en nostre garde et en nostre protection et deffense. Ce fu fait en l'an de grace, le jeudi empres la Saint Jehan Bap[tiste] mil cc quatre vinz et dis.

Au dos : Recepta per manum Philippi Garempo, burgensis Brictatensis.

(1) ou des appartenances] addition interlinéaire.

(2) en] addition interlinéaire.

(3) et] addition interlinéaire.

(4) prope] orthographe phonétique.

pour nostre bourgeois; et voulons (1) qu'il soit tenuz de venir (2) ou dit lieu chascun an as m^j. festes c'est a savoir au Noel, a Pasques, a Pentecouste et a la Toussains. Et voulons encores avuec tout ce (3) qu'il soient tenuz de paier les autres choses qui sont acoustumées a paier ou dit chastel, c'est a savoir guiet et menovre (4) et ce fait qui est dessus dit (5) par les bourgeois desus diz nous leur donons et ottoions les coustumes et les franchises dudit chastel ensemble o toutes les coustumes et les franchises que nous et nostre devancier avomes ottoiées a la ville de Lorriz en Gastinois, et (6) ce fet qui est desus dit, nous metons euls et chescun de euls et touz leur biens et de chescun de euls en nostre garde et en nostre protection et deffense. Ce fu fet et doné a Paris en l'an de grace mil. cc. m^j^{xx}. et x. ou mois de juing.

4.

6 juin 1290.

Guillaume de Hala, garde sceau du roi en Auvergne, vidime à la requête de Bernard Manent les lettres par lesquelles Philippe Auguste a accordé la coutume de Lorriz aux habitants de Nonette.

*Orig. sur parchemin, scellé et contrescellé sur cordelettes de chanvre.
Arch. Nat. J. 4046 N° 2.*

Uniuersis presentes literas jnspecturis et auditoris Guilelmus de Hala clericus tenens sigillum regis Francorum in Aluernia

(1) suit encore biffé.

(2) venir] primitivement *venur* le deuxième jambage de *u* exponctué.

(3) avuec tout ce] addition interlinéaire.

(4) Corrigé sur *manovre*.

(5) et ce fait qui est dessus dit] en surcharge; dans la ligne : et *acomplis les choses dessus dites* biffé.

(6) et] suit : *assoues* le biffé.

constitutum salutem in Domino. Noueritis quod nos vidimus et diligenter inspeximus et de verbo ad verbum legimus quasdam literas non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua sui parte viciatas cum vero et integro sigillo felicis recordationis Philippi Dei gratia condam regis Francorum, quarum tenor est qui sequitur in hec verba et signa, que signa prout melius potuimus eisdem fecimus conformari. « In nomine . . » (1). In cuius visionis et inspectionis testimonium ad instanciam et rogatum Bernardi Manent burgensis de Noneta nobis dictas literas exhibentis dictum sigillum in Aluernia constitutum presentibus literis duximus apponendum. Datum visionis et inspexionis huius modi die Martis ante festum beati Barnabe apostoli anno Domini M°. CC°. nonagesimo.

Rulhac (2).

Facta est collatio (3).

5.

Paris, 17 juin 1290.

Philippe le Bel mande au bailli d'Auvergne et au châtelain d'Auzon ou à leurs lieutenants de protéger et défendre Ber-

(1) Suit le texte publié par M. Prou, *Nouv. rev. hist.*, 1884, p. 535, n° XII : In nomine sancte et individue Trinitatis, Amen. Philippus Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quoniam universis apud Nonetam habitantibus et habitaturis concedimus easdem consuetudines habendas et observandas quas habent et observant homines nostri de Lorriaco. Quod ut in posterum ratum et illibatum permaneat presentem cartam sigili nostri auctoritate ac regii nominis Karactere inferius annotato precepimus confirmari. Actum apud Podium, anno ab Incarnatione Domini M° C° LXXX° VIII°, regni nostri anno nono. Astantibus in palacio nostro quorum nomina subposita sunt et singna. S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathei, camerarii. S. Radolphi, constabularii. Data vacante [*Locus monogrammatiss*] cancellaria.

(2) Rulhac] au coin droit, recouvert par le repli.

(3) Facta est collatio] sur le repli.

nard Manant et les autres bourgeois de Nonette contre le prévôt et le chapitre de l'église de Brioude ainsi que contre toute autre personne, en spécifiant que dans l'exécution de cet ordre les deux autorités agiront par prévention mutuelle.

Orig. sur parchemin scellé et contrescellé sur simple queue (sceau mutilé). Arch. Nat. J. 1046 N° 10.

Ph. Dei gratia Francorum rex balliuo Aruernie et castello (1) de Ausonio vel eorum loca tenentibus salutem. Mandamus vobis quatinus Bernardum Manant et alios burgenses nostros de Nonneta custodiat et defendatis in suis iustis possessionibus et libertatibus ab iniuriis, oppressionibus ac violenciis manifestis erga prepositum et capitulum ecclesie briuatensis et omnes alios quoscunque, nec permittatis eisdem aliquas fieri indebitas nouitates. Ad hoc autem alter vestrum alterum non expectet. Actum Parisius sabbato ante festum natiuitatis beati Johannis Baptiste anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo.

Notice au dos : Recepit per manum castellani Alzonij.

6.

Paris, 23 juin 1290.

Philippe le Bel expose au bailli d'Auvergne et au châtelain d'Auzon que Bernard Manant lui a signifié que maître Lubin et Poitevin (?) dit de la Faye, chanoines, Damas dit Ausel et Martin dit la Gueite, procureurs cités à l'enquête du châtelain et de Guillaume Bovis, chevalier, conformément à des lettres royaux précédentes, pour répondre des injures et violences commises envers le dit Bernard par le chapitre de Brioude, n'ont pas voulu répondre aux demandes de celui-ci ni obéir

(1) castello] lisez : castellano.

aux injonctions du châtelain et du chevalier. Ils ont au contraire injurié les gens du roi et menacé Bernard de le mettre en prison. Le roi ordonne donc de refaire l'enquête précédemment ordonnée même si le chapitre fait défaut et de saisir les biens temporels du dit chapitre tant pour amender sa désobéissance que pour dédommager Bernard des torts qu'il a subis.

Orig. sur parchemin scellé et contrescellé sur simple queue. Sceau mutilé (Une mince lanière de parchemin est détachée de la queue au-dessous du sceau). Arch. Nat. J. 1046 N° 9.

Ph. Dei gratia Francorum rex bailliuo Aruernie et castellano de Auzonio salutem. Significauit nobis Bernardus dictus Manent burgensis noster de Nonneta quod cum vobis per nostras litteras dederimus in mandatis, quod, vocato capitulo ecclesie briuatensis inquireretis, prout iustum esset, de quibusdam iniuriis et violentiis iniustis eidem Bernardo ab eodem capitulo illatis iniuste, ut dicebat, et dictus castellanus una cum Guilelmo Bouis milite loco dicti bailliui subrogato dictas partes coram se vocauerint ad certam diem de premissis inquisituri prout iustum esset, magister Lubinus et Pictauinus dictus de la Faye dicte ecclesie canonici et Damas dictus Ausel ac Martinus dictus la Gueite ipsius ecclesie procuratores coram dictis milite et castellano comparentes pro capitulo predicto, septem diebus sibi continue assignatis, competentibus interuallis interpositis, noluerunt petitionibus dicti Bernardi in aliquo respondere nec bona ipsius recedere nec iussioni seu prohibitioni a predictis milite et castellano sibi factis obedire; immo de nobis et mandato nostro in bonorum presentia in assisia nostra existentium, multa uerba inuitiosa (1) turpiter protulerunt nec non minati fuerunt dicto Bernardo quod ipsum carceri manciparent, ut patet per litteras castellani predicti. Quocirca mandamus uobis quatinus si est ita, vos vel alter vestrum de predictis iniuriis et violentiis eidem Bernardo illatis, ut dicitur, inquiratis veritatem iuxta priorum continen-

tiam litterarum et dictum capitulum cum predictis canonicis compellatis per captionem bonorum suorum temporalium ad soluendum nobis emendam de inobedientia supradicta et ad restituendum dampna parti lese ac etiam ad cessandum ab iniuriis minis et violentiis supradictis, eorum absentia non obstante, ita quod ob vestri deffectum non sit ad nos super hoc amplius recurrendum. Actum Parisius die Veneris ante nativitatem beati Johannis Baptiste anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo.

Notice au dos : Recepit per manum castellani Alzonij.

7.

28 septembre 1290.

Etienne de Tenpont, châtelain d'Auzon et gardien des bourgeois de Nonette, vidime les lettres du 23 juin 1290 publiées plus haut n° 6. Bernard Manant lui avait réclamé ces lettres, pour les présenter, conformément au mandement du roi (1), au jour de la baillie d'Auvergne, avec les autres lettres impétrées par lui contre le prévôt et chapitre de l'église de Brioude ; mais le chatelain a refusé de s'en dessaisir pour garder par devers lui un moyen de justification.

Orig. sur parchemin scellé sur simple queue. Arch. Nat. J. 1046 N° 11 bis.

Nos Stephanus de Tepont domicellus castellanus Alzonij custosque [bur] gensium (2) domini regis castri de Noneta pro domino rege Francorum notum facimus vniuersis presentes

(1) Mandement perdu.

(2) [bur] gensium] par suite d'une mutilation, les trois premières lettres ont disparu.

litteras inspecturis quod nos habuimus et recepimus quandam litteram regiam sigillo domini regis sigillatam non abolitam non cancelatam nec in aliqua sui parte vitiatam cuius tenor talis est. « Philippus. . . » (1). Quam autem litteram predictam dictus Bernardus a nobis petijt prout habuerat in mandatis a domino rege, quod ipse Bernardus litteras quas habet a domino rege jmpetratas contra prepositum et capitulum ecclesie briuatensis pariter defferet ad diem bayliuie Aluernie, et nos, dictus castellanus, ad requisitionem dicti Bernardi predictam litteram noluimus reddere ad excusationem et deffentionem nostri, si (2) aliquid super hoc seu super dicta litera contra nos per aliquem seu per aliquos poterat jnquiriri, et vt nos possemus deffendere si locus erat propter litteram supradictam et etiam propter hoc quod [d]e (3) dicta litera vsi fueraus iuxta mandatum domini regis. Jn cuius rei testimonium nos dictus castellanus ad requisitionem dicti Bernardi huic presenti litere sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Alzonium die Jouis post festum beati Mathie apostoli anno Domini M°. CC°. nonagesimo.

8.

Paris, 30 septembre 1290.

Philippe le Bel manle au châtelain d'Auzon de recevoir comme bourgeois tous ceux qui voudront entrer dans la bourgeoisie de Nonette, et qu'ils ne soient pas forcés d'en sortir, pourvu toutefois qu'ils observent l'ordonnance de 1287. Tout ce qui regarde la bourgeoisie de Nonette est du ressort du châtelain d'Auzon, lequel n'aura à obéir aux ordres de personne, à moins qu'il ne s'agisse d'un ordre écrit du roi.

(1) Suit le texte de la charte publiée sous le n° 6; transcrite avec quelques incorrections.

(2) si] suit *super* biffé.

(3) [d] e]. La première lettre a disparu par suite d'une mutilation.

Orig. parch, scellé et contrescellé sur simple queue (sceau mutilé)
Arch. Nat., J., 1046, n° 4.

Ph. Dei gratia Francorum rex castellano de Auzonio salutem. Mandamus tibi quatinus burgenses quoscumque qui in burgesium nostram de Noneta intrare voluerint recipias et ab ea recedere non cogantur dum tamen ordinationem nostram factam de nouo teneant et super hoc faciant quod facere tenebuntur, volentes quod illos quos in predictis rebelles inueneris compellas, iustitia mediante, ad obseruantiam premissorum. Damus autem omnibus tenore presentium in mandatis quatinus in hijs que ad dictam burgesium pertinent tibi efficaciter pareant et intendant, nec volumus quod tu quantum ad predicta mandato alicuius obediās nisi nostro litteratorie tibi facto. Actum Parisius sabbato post festum beati Michaelis anno Domini ducentesimo nonagesimo.

9.

28 octobre 1290.

Etienne de Teupont, châtelain d'Auzon et gardien des bourgeois de Nonette, notifie à Cedon, sergent du roi dans la prévôté de Brioude, qu'il a reçu les lettres du 21 septembre précédent adressées à lui et au bailli d'Auvergne. Philippe le Bel leur mande dans ces lettres d'informer sommairement si Bernard Manant a reçu la tonsure et si ledit Bernard se comporte dans la vie comme un laïc et non comme un clerc. Il leur enjoint de ne pas exclure Bernard de la bourgeoisie de Nonette, mais de le défendre et protéger, s'il est démontré que Bernard a bien il est vrai porté la tonsure mais que c'était par peur ou par légèreté et qu'elle lui avait été faite non par un prélat ou un évêque mais par un barbier. Le bailli et le châtelain devront en ce qui concerne cette affaire agir par prévention mutuelle. E. de Teupont, en conséquence de ces lettres mande au sergent Cédon d'ajourner Bernard Manant, le

chapitre et le prévôt de l'église de Brioude ou leurs procureurs ainsi que tous les témoins qu'ils voudront produire, à comparaître le 7 novembre suivant dans la maison des Frères Mineurs à Brioude aux fins de l'enquête prescrite par les susdites lettres royaux, en avisant le chapitre et le prévôt que s'ils font défaut il sera passé outre malgré leur absence.

Orig. scellé sur simple queue (Il est détaché une autre queue sans trace de sceau). Arch. Nat., J., 4046, n° 11.

Stephanus de Teupont castellanus Alzonij custosque burgen-
sium de Noneta pro illustrissimo domino rege Francorum dilecto
suo dicto Cedon seruienti domini regis in prepositura briuatensi
salutem et scinceram dilectionem. Literas domini regis nos
noueris recepisce in hec verba: « Phs. Dei gratia Francorum rex
■ balliuo Aluernie et castellano de Auzonio uel eorum loca
« tenentibus salutem. Mandamus vobis quatinus sumarie vos
« informetis, vtrum Bernardus dictus Manent burgenssis noster
« de Noneta vnquam ab aliquo prelato tonsuram habuerit cleri-
« calem et vtrum idem Bernardus tempore quo contraxit matri-
« monium et ante esset in possessione tonsure, et vtrum post
« contractum matrimonium et ante tanquam laycus non tanquam
« clericus se teneret et vestes radiatas deferret et adhuc deferat,
« et si vobis constiterit de premissis, videlicet quod tanquam
« laycus non tanquam clericus se tenuerit et adhuc teneat, et quod
« tonsuram clericalem non habuerit a prelato et vestes radiatas
« defferat et negotiis secularibus se inmiscuerit et adhuc inmis-
« ceat que contraria clericatui esse noscuntur, mandamus vobis
« quatinus dictum Bernardum a burgenssia nostra de Noneta seu
« a nostro seruitio a nobis sibi concesso aliquatenus non repel-
« latis, etiam si inueneritis ipsum Bernardum propter timorem
« uel propter aliquam leuitatem aliquotiens portasse tonsuram a
« non prelato seu episcopo, ut aserit, sibi datam set potius a
« barbitonsore occasione premissorum, et ipsum Bernardum ab
« omnibus iniuriis et violentiis custodiatis et deffendatis et ad

« premissa et singula facienda alter vestrum alterum non expectet. Actum apud domum nostram (1) la Fouillée die Jouis in festo beati Mathei apostoli anno Domini millesimo CC°. nonagesimo. » § Quarum auctoritate tibi precipimus et mandamus quatinus omnes testes quos tibi nominabit Bernardus dictus Manent coram nobis adiornes apud Briuatam in domo fratrum minorum ad diem Lune post festum Omnium Sanctorum in tertiis. Item adiornes coram nobis ad dictam diem et horam capitulum et prepositum ecclesie Briuate seu eorum procuratores, si sua crediderint interesse, et omnes testes quos produxere (2) voluerint super contentis in dictis literis et omnes alios quos ad dictum videris expedire, dicens et iniungens dicto capitulo et preposito seu eorum procuratoribus quod siue ad dictam diem et horam et locum venerint siue non, nos in dicto negotio procedemus iuxta continentiam dictarum literarum regiarum, eorum absentia non obstante, mandantes tibi quatinus ad dictam diem et horam et locum coram nobis compareas (3) dicturus et relaturus te dictam citationem seu citationes fecisse prout superius est expressum, et in testimonium premissorum presentes literas sigillo nostro duximus sigillandum. Datum die sabbati ante festum Omnium Sanctorum anno Domini millesimo CC°. nonagesimo. Et in signum dicte citationis facte seu citationum factarum sigillum tuum tibi presentibus precipio apponendum.

10.

Paris, 18 décembre 1290.

Philippe le Bel ayant précédemment confié à Etienne de Teupont la garde du château d'Auzon, de la maison de Comps et des bourgeois de Nonette ainsi que celle des juifs présents et

[1] *Nram*, le tilde manque.

[2] *produxere* } lisez *producere*. Cette graphie est due à la prononciation de l'x.

[3] Corrigé sur *compareasis*.

à venir dans les prévôtés de Nonette, Auzon, Brioude et Langeac, lui concède la faculté de se substituer des délégués dans ces lieux et prévôtés et d'y constituer des sergents. Il aura en outre le droit de demander raisons à ceux qui n'obéiraient pas à ses justes injonctions ou à celles de ses délégués en levant sur eux des amendes dont il devra rendre compte au bailli d'Auvergne.

Orig. sur parchemin scellé et contrescellé sur simple queue. (Une mince lanière de parchemin est détachée de la queue et y append audessous du sceau). Arch. Nat., J., 1046, n° 6.

Phs. Dei gratia Francorum rex Stephano de Tespont castellano de Auzonio salutem. Cum nos custodiam castri nostri de Auzonio, domus de Comps, burgensium de Noneta, ac etiam custodiam judeorum existentium presentium et futurorum in preposituris de Noneta, de Auzonio, de Briuata, et de Langiac, tibi tradiderimus quamdiu nostri placuerit uoluntati, tenore presentium tibi concedimus quod in locis et preposituris predictis loco tui alium seu alios possis substituere ad premissa facienda quotienscunque ibidem interesse non poteris ac etiam in locis et preposituris predictis constituere seruientes, tibi in super concedentes quod si fuerint aliqui qui iustis mandatis tuis aut mandati tui loco tui constituti in locis et preposituris predictis non obediuerint, ab eisdem clamores deffectus et emendas leuare ac habere valeas, prout fuerit rationis, de quibus emendis volumus ut tu reddas, certum computum bailiuo nostro Aruernie jndistanter. Actum Parisius anno Domini M^o. ducentesimo nonagessimo, die Lune post festum beate Lucie virginis.

Notice au dos : Recepit per manum castellani Alzonij.

11.

13 janvier 1291.

Guillaume de Hala, gardien du sceau royal en Auvergne, vidime à la requête de Bernard Manant des lettres royaux de décembre 1290 dans lesquelles Philippe le Bel, après avoir rappelé les termes des lettres royaux du 21 septembre précédent (analysées supra n° 9) constate que l'enquête par lui ordonnée et faite par le châtelain d'Auzon a été favorable à Bernard Manant, déclare celui-ci laïc et soumis à la juridiction séculière. Il ordonne à ses officiers d'Auvergne de considérer Bernard comme bourgeois de Nonette et de le garder comme tel lui et ses biens nonobstant toutes lettres contraires.

Orig. sur parchemin scellé et contrescellé sur cordelettes de chanvre. Arch. Nat., J., 1046, n° 11 ter.

Vniuersis presentes litteras inspecturis et audituris Guilelmus de Hala clericus tenens sigillum regis Francorum jn Aruernia constitutum salutem jn Domino. Noueritis quod nos vidimus et de verbo ad verbum legimus et diligenter inspeximus quasdam litteras non raras nec habolitas nec in aliqua sui parte vitiatas sigillo proprio dicti domini regis sigillatas tenorem qui sequitur continentes : « Phs. Dei gratia Francorum rex notum facimus vni-
« versis presentes litteras inspecturis quod cum nos baylliuo
« Aluernie et castellano, de Auzonio dedissemus in mandatis, vt
« ipsi summarie se informarent vtrum Bernardus dictus Manant,
« burgensis noster de Noneta, vmquam ab aliquo prelato tonsu-
« ram habuisset clericalem, et vtrum idem Bernardus tempore
« quo contraxit matrimonium et ante fuisset in possessione
« tonsure et vtrum post contractum matrimonium et ante
« tamquam laycus non tamquam clericus se tenuisset et vestes

« radiatas detulisset et adhuc deferret et si eisdem constaret de
 « premissis, videlicet quod tamquam laicus non tamquam cleri-
 « cus se tenuisset et adhuc se teneret et quod tonsuram clerica-
 « lem non habuisset a prelato, et vestes radiatas deferret et
 « negotiis secularibus se jnmiscuisset et adhuc jnmisceret; que
 « contraria clericatuj esse noscuntur, quod ipsi bayllius et
 « castellanus ipsum Bernardum a burgesia nostra de Noneta seu
 « a nostro seruitio sibi a nobis concesso aliquatenus non repel-
 « lerent, etiam si jnuenirent ipsum Bernardum propter timorem
 « vel aliquam leuitatem aliquotiens portasse tonsuram a ñon
 « prelato seu episcopo, vt asserit dictus Bernardus, sibi datam ste
 « potius a barbitonsore occasione premissorum ac ipsum Ber-
 « nardum ab omnibus jñiuriis et violenciis custodirent et deffen-
 « derent, jta quod ad predicta omnia et singula exequenda alter
 « alterum non expectaret; prefatusque castellanus de Ausonio,
 « adiuncto sibi, vt asserit, consilio peritorum, diligenter super
 « premissis, vt asserit, jnquisiuerit veritatem, et veritate super
 « hoc per testes ydoneos et juratos (1) jnuenerit, vt asserit, predic-
 « tum Bernardum esse et fuisse laycum portantem et defferentem
 « vestes radiatas ac se jnmiscuisse et adhuc jnmiscere negotiis
 « secularibus antequam idem Bernardus matrimonium con-
 « traxisset et post contractum dictum matrimonium ac etiam
 « prefatum Bernardum numquam habuisse ab aliquo prelato ton-
 « suram clericalem, dictusque castellanus de Ausonio nobis super
 « hoc jnquestam ab eo factam direxerit jnterelusam ac sigillo
 « suo sigillatam, prefatum Bernardum juxta tenorem et formam
 « prefate jnqueste a nobis publicate et aperte merum laycum, vt
 « premittitur, jnuenimus pronuntiantes de bonorum virorum
 « consilio prefatum Bernardum merum laycum existere ac
 « fuisse ac ipsum ex nunc jn perpetuum merum laycum et
 « cohertioni seculari subditum diffinitue pronuntiantes ac
 « etiam decernentes, mandantes igitur baylliuo nostro Aluernie
 « et omnibus aliis nostris justiciariis jn Aluernia constitutis qui

(1) juratos] suppléez un mot p. ex. *inquisita*.

« nunc sunt et qui pro tempore erunt, ac etiam eisdem precipien-
 « tes vt ipsi prefatum Bernardum tamquam nostrum burgensem
 « de Noneta et jn nostro seruitio sibi a nobis concesso existentem
 « teneant et habeant ac cognitionem et custodiam eiusdem
 « Bernardi et bonorum suorum nomine nostro habeant et
 « conseruent nec ipsam cognitionem predicti Bernardj aut
 « bonorum eiusdem aliis quibuslibet personis ipsam cognitionem
 « petentibus aliquatenus tradant deliberent vel dimittant, quibus-
 « libet litteris a quibusconque personis contra dictum Bernar-
 « dum quoad predictam cognitionem a nobis jnpetratis vel
 « etiam inpetrandis cessantibus penitus et remotis et jn suo
 « robore minime valituris, presentibus nostris litteris jn suo
 « robore nichilominus jn perpetuum valituris ac etiam duratu-
 « ris. Actum Parisius anno Domini M° CC° nonagesimo mense
 « decembri ». Jn cuius visionis et jnspectionis et lecture testi-
 monium ad rogatum et jnstanciam Bernardi Manent nobis dictas
 litteras exhibentis huc presenti transcripto dictum sigillum regis
 jn Aruernia constitutum duximus apponendum, testibus Petro
 Girardj et Bertrando Denarii clericis. Datum die sabbatj post
 festum Epiphanie Domini anno eiusdem M°. CC°. nonagesimo.

Sur le repli : Concessa est gratis (?) (1).

12.

13 février 1291.

*Guillaume de Hala, garde sceau du roi en Auvergne, vidime des
 lettres de Philippe le Bel du 4 février 1290, mandant au
 bailli d'Auvergne, au châtelain d'Auzon et à tous les autres
 officiers et justiciers royaux de faire rendre à Bernard Manant
 ou à son ordre toutes les dettes contractées envers lui et prou-
 vées en justice.*

(1) Suivent des abréviations indéchiffrables.

*Orig. sur parchemin scellé et contrescellé sur cordelettes de chanvre.
Arch. Nat., J., 1046, n° 7.*

Vniuersis presentes inspecturis et audituris Guilelmus de Hala clericus tenens sigillum regis Francorum in Aruernia constitutum salutem in Domino. Noueritis quod nos vidimus et diligenter inspeximus et de verbo ad verbum legimus quasdam litteras vero sigillo jllustrissimi domini regis Francorum sigillatas, quarum tenor sequitur in hec verba: « Ph. Dei gratia Francorum » rex bayliuo Aruernie et castellano de Auzonio et omnibus aliis » justiciariis et officialibus nostris salutem. Mandamus vobis » quatinus omnia debita que debentur Bernardo dicto Manent » burgensi nostro de Noneta, que quidem debita coram vobis seu » aliis quibuscunque iudicibus iudicata fuerint uel probata seu » cognita eidem Bernardo uel eius certo mandato reddi faciatis ut » iustum fuerit et persolui, creditores ipsius modo debito conpel- » lendo. Actum Parisius die Sabbati post candelariam anno Domini » M°. CC°. octoagesimo nono ». In cuius visionis testimonium presenti transcripto ad instantiam Bernardi Manent nobis dictas litteras exhibentis, dictum sigillum in Aruernia constitutum duximus apponendum. Datum die Martis post octabas festi Purificationis beate Marie anno Domini M°. CC°. nonagesimo.

Rigaldus (1).

Notice au dos : Recepta per manum Andreu Fornerij hominis (2) uille Briuatensis, que litera fuit petita a catellano (3) Alzonij qui dictus catellanus (4) respondit quod Bernardus Manens habebat eam.

(1) Rigaldus] dans le coin droit, en avant du repli.

(2) hominis] abrégé par suspension *homi* avec un tilde.

(3) catellano] orthographe phonétique.

(4) catellanus] même remarque.

13.

S. d. n. l.

Les bourgeois de Nonette exposent au roi leurs griefs contre le chapitre de Brioude et en demandent réparation.

Orig.? sur parchemin Arch. Nat., J., 1046, n° 13.

A la roial maiesté nostre seigneur le roi et a son noble conseil. Souppliant li bourgeois nostre seigneur le roi de Nonnete, que des griés et des injures que li prevoz et li chapistres de Brides ont fet as bourgeois devant diz, que nostre sires li rois en ait tele amende comme il apartient et que les damages que li dit bourgeois ont eüz et receüz et lor mesniées sanz cause et sanz reson par les devant diz prevost et chapistre leur soient renduz et que les injures qui s'ensiuent leur soient aussi amendées.

§ Premièrement le dit chapistre tint en prison par xij. semaines Bernart dit Monent, bourgeois nostre seigneur le roi, et avant qu'il peüst issir de la dite prison il vodrent avoir de lui par force L. lb. torn. ; et après, a tort et a force il brisierent son ostel et ses huches et vendirent de ses biens duques a la valeur de L. lb. ; et après, li diz prevoz prist a j. samedi au soir la femme au dit Bernart sanz cause et sanz raison et la mist en prison et pour la paour et l'angoisse que ele ot en cele prison, ele agiut d'un enfant liquieuls enfes morut au tierz jour après.

§ Item que li chenoinne dou dit chapistre viennent de nuiz a estre heure as ostiex as diz bourgeois disguiseement et prennent (1) les femmes as bourgeois devant diz et les enmoient la ou il leur plect et les tiennent nj. jourz [ou nj. et puis les renvoient arrier ; et quant li dit bourgeois pallent de ces choses, li dit chanoinne les prennent et les reambent (2) de leur biens

(1) prennent] primitivement *preennent*, le deuxième *e* exponctué.

(2) reambent] orthog. phonétique, pour *rcamblent*.

et de leur deniers avant qu'il puissent estre hors de prison et ce meesme font aussi la gent au prevost lesquieuls il a a ferme.

§ Item la nuit de la saint Pierre en aoust (1) furent mandé li dit bourgeois pour aler au secours le roi a besoing liquel furent pris et desrobé par la gent au dit prevost et du chapistre, et en y ot de navrez duques a mort ou chemin le roi.

§ Item li dit prevotz et chapistres retienent les choses que li dit bourgeois tienent de euls a cense et a ferme et n'en pueent de rien joyr pour ce qu'il se tienent bourgeois le roi, dont li dit bourgeois sont durement adamagiés.

§ Item li prevoz et li chapistres font adjourner en divers lieux par lettres de Romme les diz bourgeois et quant il y vont ou envoient il ne truevent ne juge ne partie, dont il en y a bien d'excomeniez L. ou plus.

§ Toutes ces grietez et ces damages sont fet as diz bourgeois ou damage et ou prejudice de nostre seigneur le roi. Les queles choses il sont appareillié de prover en lieu et en tans tant qu'il souffira. Et encore plusieurs autres griés qu'il leur ont fez, li quel grief sont rendu au baillif d'Auverne.

14.

S. d. n. l.

Enumération des lettres et privilèges impétrés par Bernard Manant au préjudice du roi.

Orig.? sur parchemin Arch. Nat., J., 1046, n° 14.

C'est ce que Bernart Manant de Brides a empétré ou dommage et ou prejudice nostre sire le roy et d'autres seigneurs nobles et religieux de la baillie d'Auvergne. C'est assavoir : li diz Bernart a empétré de nouvel marchié a Polhoguet, une ville qui est de

(1) Nuit du 31 juillet au 1^{er} août.

nonnains et en celle ville prez d'une ville le roy ou il queurt marchié pour le roy qui est appelée Langac, bonne ville et grosse et i pert le roy xxx livres et plus chascun an ; et de ce li dit Bernard out lettres du roy de cire vert et a cordon de soie scelées pendans et les vendit aus nonnains xl. livres, et de ce nul restor de dommage n'en est fet au roy (1).

Item il a empetré que comme il est en la prioré de Coins en Auvergne une garde de ladite prioré, des personnes des biens et des appartenances de par le roy pour le contens qui est par reison de la garde de cele prioré entre l'evesque de Clermont, et l'abbé de la Chase Dé et les hommes tenanz d'euz, pour raison de leur personnes ne de leur biens ne sont tenuz respondre devant nul quel qui soit, fors devant cil qui est gardeeur de cele priore ; et en a eü lettres pendans du roy par la vertu desqueles li dit gardeeur a serjans par soi et i tient assises et faite (2) toutes autres choses de justice comme juge ordinaire sanz ce qu'il en vieigne profit nul au roy (3).

Item il a empetré du roy estre serjant de iij. prevostés en Auvergne et la garde des boys du roy a Langac a xij. deniers de gages a sa vie (4) ou il n'eût onques mais que vj d. de gages et aveques ices gages il a empetré la chace des garennnes, la busche seche et la fressonne de ses pors et puet ce bien valoir chascun an xx. livres outre les gages ; et de ce a il lettres pendans du roy, ja soi ce que il ne autre de ses antecessours ne furent onques mais en office du roy ne de conte ; et si faint estre lay et il est clerc.

Item li diz Bernart est de mauvese vie et a esté plusieurs foiz souppeçonné pour sa malice de cas de crime, et puni pour son meffet ; et plusieurs autres choses pueent estre dites contre li et

(1) Lettres perdues.

(2) Lisez : fait.

(3) Lettres perdues.

(4) Lettres publiées par Chassaing, *Spicilgium Brivatense*, p. 186.

prouvées qui en voudroit enquerre et aveques ce il a empétrées lettres du roy autres que cestes viij. ou ix. qui sont contre raison et contre la general coustume forme et stille de la court du roy, damageuses et prejudiciales du roy et des seigneurs du païs.

15.

S. d. n. 1.

Conclusions présentées par les procureurs du prévôt et du chapitre de l'église de Brioude énumérant les lettres impétrées par Bernard Manant et tendant 1° à les faire casser; 2° à l'abolition de la charge du gardien des bourgeois.

Orig.? sur parchemin. Dans la marge supérieure est pratiquée une incision traversée par une bande de parchemin nouée; l'un des bouts est scellé (sceau mutilé). Arch. Nat., J., 1046, n° 15.

§ — Hec sunt litere quas Bernardus Manans clericus ville briuatensis impetrauit ut laicus in preiudicium ecclesie, domini regis et aliorum de patria.

§ — Primo literam in qua mandatum fuit castellano Alzonii quod debitores dicti Bernardi compelleret ad soluendum eidem, nulla distinctione habita de hominibus alterius iurisdictionis quam regis, pretextu cuius litere infinita grauia dampna sustinuit ecclesia briuatensis et homines sui (1).

§ — Secundo literam in qua significauit, falso asserens se (2) regium burgensem, quod ipso existente burgensi domini regis, captus fuit per capitulum et coactus se redimere, propter quod capitulum et homines sui multum fuerunt oppressi (3).

§ — Tertio literam in qua fuit mandatum ballivo Aluernie et

(1) Lettre vidimées plus haut, n° 12.

(2) Suppléez *esse*.

(3) Lettre publiée plus haut, n° 1.

prefato castellano ita quod alter alterum in hoc non expectaret, quod ipsi inquirerent si dictus B. fuit in clericum ordinatus (1), et facta informatione per ballium, nichilominus castellanus predictus informauit se super clericatu dicti Bernardi, vocato capitulo; et, cum capitulum misisset procuratores et consiliarios suos, inclusit eos a domo in qua inquesta fiebat, nec eos super aliquo voluit audire.

§ — Quarto literam quod omnia bona sua mobilia et immobilia sint ad manum domini regis (2), et tamen idem Bernardus ea tenet et possidet et gaudet de ipsis ut prius, et capitulum et alij a quibus possessiones tenet impediuntur redditus suos percipere et leuare.

§ — Quinto literam sigillatam cera viridi in qua pronunciatur ipsum esse laicum in perpetuum non obstantibus literis quibuscunque impetratis et impetrandis, et quod suum seruitium sibi reddatur (3).

§ — Sexto literam quod esset serviens in quatuor serianterijs ut magis posset capitulum aggrauare et pro certo tenendum est quod ratione dictarum serianteriarum capitulum et homines suos dampnificauit in centum marchas argenti et ultra (4).

§ — Septimo literam quod ipsi qui sunt et erunt deinceps burgenses Nonete facta residentia unius anni non teneantur residere ibidem nisi in m^j^{or} festis annualibus et quod dictam residentiam possint facere in mandamento uel pertinentiis dicti castri, et est ista sigillata sigillo viridi (5) quam vendidit L^a. libris, et ista est in destructione totius Aruernie et contra ordinationem alias editam super burgesiis totius regni (6).

§ — Octauo literam quod burgenses Nonete qui non fecerant

(1) Lettres vidimées plus haut, n° 9.

(2) Lettres perdues.

(3) Le vidimus de cette lettre est publié plus haut, n° 11.

(4) Lettres perdues.

(5) Lettres perdues cf. plus haut, p. 83 et n° 3.

(6) Ordonnance de 1287.

suam residentiam et per hoc secundum ordinationem alias editam super burgesijs erant reddendi suis dominis temporalibus, quod adhuc possint eam perficere et complere, et tempus preteritum coniungatur cum futuro, et valeat ad residentiam perficiendam et complendam, cessante omni defectu et discontinuatione quacunque (1), quod est in enorme dampnum ecclesie predictae et aliorum de patria et contra ordinationem curie alias edictam super burgesiis totius regni.

§ — Nono quod burgenses Nonete quamquam sint morantes et residentes Briuate habent specialem custodem et iudicem castellanum Alzonij qui nunc est (2).

§ — Decimo quod idem castellanus et custos possit seruientes statuere, clamores leuare, emendas et defectus et alia facere que ad iudicem ordinarium spectant (3); qui quidem posuit plures seruientes et notarios et ex hoc multum opprimitur ecclesia et omnes illi de patria, et est hoc nouum in terra illa scilicet dare talem custodem.

§ — xi^o Quod dictus custos possit burgenses undecunque venientes recipere et custodire eosdem, cum hoc non deberet facere nisi prepositus castri predicti (4). Item impetrauit ad opus dicti custodis custodiam iudeorum (5). Item custodiam quarundam monialium (6).

§ — xij^o Quod dictus castellanus non teneatur respondere de predictis coram balliuo nec alio quocumque nisi coram curia domini regis uel coram alio sibi litteratorie destinato (7).

§ — xiiij^o Literam in qua sunt sibi, scilicet dicto Bernardo, data gagia cuiusdam foreste et licet non consueuerint esse gagia nisi

(1) Lettres perdues.

(2) Lettres perdues.

(3) Lettres publiées plus haut, n^o 10.

(4) Lettres publiées plus haut, n^o 8.

(5) Lettres mentionnées au n^o 10.

(6) Lettre mentionnée n^o 10.

(7) Clause finale des lettres n^o 8.

vi. denariorum, ipse tamen habet xij denarios (1). Jtem dicta foresta ultra gagia bene valet sibi xx^{ti} libras.

§ — xiii^o Impetrauit mercatum in quadam villa priorisse de Coins preiudiciale ecclesie briuatensi cum sit prope leucam Briuate et eadem die qua est mercatum briuatense (2). Est etiam ad dampnum regis, cum sit ad aliam leucam prope Langiacum ubi est mercatum domini regis; quam vendidit dictus Bernardus magnam pecuniam.

§ — xv^o Quia dicta priorissa nec homines sui teneantur respondere nisi coram custode quam nunc habent, uel habebunt in posterum (3), et sciendum est quod dictus castellanus habebat custodiam dictarum monialium pro controuersia que est de dicto prioratu inter dominum episcopum claromontensem et abbatem Case Dei de quibus habuit XL. libras et de consimilibus poterit habere dominus rex in Aluernia xx^{ti} millia libras et amplius.

§ — Jtem plures alias literas impetrauit que poterunt inueniri una cum precedentibus, cum castellano Alzonij uel cum fratribus minoribus briuatensibus.

§ — Ex premissis concludendo, cum dictus Bernardus citatus fuerit ad presens parlamentum ad instantiam prepositi et capituli predictorum, et mandatum reciperet speciale quod literas predictas redderet omnes bailliuo Aruernie, uel quod asportaret (4) easdem, et in hijs fuerit inobediens, supplicant [procurator (5) dictorum prepositi et capituli dictas literas omnes quassari et annullari ut pote sibi preiudiciales et tanquam obtentas subrepticie et contra ius et contra ordinationem curie; uel saltem mandari bailliuo quod si earum tenorem siue substantiam inuenerit esse talem, quod eas auctoritate uestra pronunciet esse quassas et nullas. Si uero aliquid dubium emergeret in predictis, illud

(1) Lettres publiées par Chassaing, *Spic. brev.*, p. 186.

(2) Lettres perdues.

(3) Même remarque.

(4) asportaret] Forme analogique (transportare).

(5) procurator] corrigez *procuratores*.

prima ratione et sine mora decidat, uel asportet ad proximum parlamentum.

§ — Jtem ante omnia et supra omnia, supplicanti dictum custodem amoueri ex causis predictis et quia sufficere debet in patria regimen balliui et aliorum prepositorum. (1).

Notice au dos : Cedula balliui Aluernie dirigenda contra Bernardum Manant.

(1) Cet article semble avoir été ajouté après coup ainsi que le fait supposer la différence d'encre.

APPENDICE III

TEXTES DIVERS

1.

Gisors, septembre 1317.

Philippe le Long disperse Bartholomé Placzars, bourgeois de Villefranche et de Mâcon, de se rendre aux trois fêtes (1) dans cette ville comme il y est tenu. Il n'en gardera pas moins les privilèges des bourgeois de Mâcon à condition qu'il paie les droits afférents à la bourgeoisie.

Copie. Arch. Nat., J. J., 53, n° 312. (Publié fragmentairement dans Du Cange, V° Burgensis).

Ill^c. Xlj. Gratia facta Bertholomeo Placzars quod reputetur ut burgensis Masticonensis (2).

Ph. etc. Notum facimus uniuersis tam presentibus quam futuris quod cum Bertholomeus Placzars, Ville Franche ac Matisconensis burgensis, apud villam Matisconensem ratione burgessie ville eiusdem esse personaliter in festis Sanctorum Omnium, Natiuitatis Domini, ac Pentecostes annis singulis teneatur, nos consideratione dilecti ac fidelis nostri G. dominj de Bello Joco prefato Bertholomeo concedimus de gratia speciali quod ipse ad villam Matisconensem predictam in predictis tribus festis accedere personaliter nequaquam teneatur, et nichilominus tanquam burgensis dicti loci de cetero censeatur, ac priuilegiis, franchisiis et libertatibus burgessie dicte ville sicut ceteri burgenses loci eiusdem gaudeat et utatur plenarie, pacifice et quiete, soluendo tamen alia denaria consueta, bailliuo nostro Matisconensi moderno et qui pro tempore fuerit, presentium tenoré mandantes quatinus prefatum Bartholomeum dictis franchisiis

(1) Les bourgeois de Mâcon étaient tenus de résider dans leur ville aux quatre fêtes annuelles (*Ordon*, t. II, p. 560). Il n'est ici question que de trois fêtes. Le scribe du registre a peut-être omis de mentionner la quatrième.

(2) Rubrique en rouge.

priuilegiis et libertatibus uti faciat et gaudere. Quod ut ratum et stabile perpetuo perseueret presentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum Actum apud Gisorcium anno Domini millesimo ccc°. xviij°. mense septembri.

Per dominum Regem ad relationem vestram.

P. Barr.

2.

Paris, 16 octobre 1317.

Philippe le Long expose que Philippe de Flaganasce, originaire de Lombardie mais marié à la fille de Georges de Palaige, bourgeois de Paris, est devenu lui-même par faveur spéciale bourgeois de cette ville et qu'il se plaint que, nonobstant, les collecteurs des impôts du denier de la livre sur les marchandises le forcent, en vertu des ordonnances, à payer les redevances dues par les Lombards et Italiens : le roi déclare que ledit Philippe devra être considéré comme un bourgeois de Paris et non comme un Italien ou Lombard, malgré les dispositions contraires des ordonnances et des édits.

Copie. Arch. Nat., J. J., 54, A, n° 691.

Philippus dei gratia Francorum et Navarre rex uniuresis presentes literas inspecturis salutem. Notum facimus quod cum nos ad requisitionem quorundam amicorum nostrorum specialium Philippum dictum de Flaganasce oriundum de partibus Lombardie, qui cum filia Georgij de Palaige burgensis parisiensis matrimonium contraxisset et liberos ex eadem genitos habere omnemque terram et hereditatem suam et bona in territorio ville Parisius et locorum circonuicinorum possidere dinoscitur, burgensem nostrum parisiensem de speciali gratia nostra fecerimus, non obstante quod de dictis Lombardie partibus fuerit oriundus, concesserimusque dicto Philippo, quod ipse de cetero non tanquam Lombardus seu Ytalicus sed sicut burgensis

parisiensis contribuens omnibus debitis, tallijs et alijs quibuscunque redibentijs et impositionibus eiusdem ville pertractetur, quodque ad contribuendum seu prestandum qualescunque financias aut redibentias sicut Ytalicus aut cum Ytalici (1) minime compellatur, sed solum sicut burgensis parisiensis et cum burgensibus ville Parisius predicte manuteneatur prout hec omnia in alijs nostris super hoc specialiter confectis literis plenius continentur, dictusque Philippus nuper ad nos accedens nobis grauitur conquestus fuerit, quod collectores mercaturarum denarij pro libra, pretextu quorondam ordinationum contra Ytalicos seu Lombardos maritatos factarum, ipsum Philippum ad contribuendum et soluendum de mercaturis suis, que per se et eius familiares exercet et ducit, dictum denarium de libra et alias consuetudines seu redibentias Ytalicis impositas sicut alios Lombardos seu Ytalicos nullam libertatem seu priuilegium a nobis habentes compellere nituntur et compellunt, contra tenorem dicti priuilegij et libertatem a nobis eisdem concessis, et in preiudicium maximumque detrimentum eorundem dictique Philippi dampnum non modicum et grauamen, supplicans humiliter idem Philippus, ut gratiam de dicta burgesia parisiensi concessam per nos teneri et inuiolabiliter obseruari ac eundem sicut burgensem parisiensem solum et non sicut Ytalicum manuteneneri (2) et deffendi priuilegiisque gratiis et libertatibus burgensibus parisiensibus concessis et concedendis gaudere et uti pacifice faceremus, nos autem eiusdem supplicationi annuentes in hac parte uolumus et eidem Philippo tenore presentium concedimus nostram super hoc intentionem declarantes, quod ordinationibus, editis uel statutis contra Ytalicos seu Lombardos coniugatos et alios ac eorum mercaturas et bona jam factis in contrarium aut faciendis im posterum non obstantibus quibuscunque, quod ipse francus burgensis noster pari-

(1) Ytalici] lisez : *Ytalicis*.

(2) manuteneneri] lisez : *manuteneneri*.

siensis existat et solum sicut burgensis parisiensis et non de cetero sicut Ytalicus seu Lombardus pertractetur, manuteneatur et defendatur, libertatibusque gratijs, franchisijs et priuilegijs quibus burgenses nostri parisienses consueuerint gaudere et uti, deinceps gaudeat et utatur, eundem et eius quascunque mercaturas et bona ab omnibus subuentionibus, tallijs, consuetudinibus, redibentijs, maletoltis et quibuscunque financijs Lombardis seu Ytalicis jam impositis vel etiam imponendis liberando et totaliter eximendo, mandantes hijs presentibus, uniuersis et singulis justitiarijs et subditis nostris necnon omnibus commissarijs viarumque passagiorum locorum et districtium custodibus jam deputatis ac deputandis cuiuscunque status et conditionis existant et quocunque nomine censeantur aut eorum loca tenentibus ceteros que amicos nostros nobis non subditos presentibus requirentes quatinus eundem Philippum contra tenorem presentium aliqualiter non molestent impedian vel perturbent, ipsamque sicut nostrum burgensem parisiensem liberum una cum eius bonis et mercaturis quibuscunque et non sicut Ytalicum seu Lombardum teneant et pertractent manuteneant conseruent et defendant, nec eundem de cetero ad contribuendum seu prestandum qualescunque financias, redibentias, collectas, maletotas, seu alia quecunque deueria sicut Ytalicum seu cum Ytalicis, sed solum sicut burgensem de villa Parisius oriundum et cum burgensibus eiusdem uille Parisius compellant seu permittant a quoquam compelli, non obstantibus quibuscunque ordinationibus editis aut statutis supradictis jam factis in contrarium seu etiam faciendis, per quas uel que nolumus in premissis aut aliquo premissorum derogari, seu aliquod detrimentum preiudiciabile generari, que omnia supradicta, dicto Philippo tenore presentium, ex certa scientia concedimus de gratia speciali. In cuius rei testimonium presentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius xvj^a die octobris anno Domini m^o. ccc^o. decimoseptimo. Per dominum regem, Belleymont.

En marge : Collatio.

3.

Mars 1318.

Philippe le Long dispense Geoffroi de Saint-Amour, bourgeois de Mâcon et ses descendants mâles de résider dans cette ville aux quatre fêtes annuelles. Le sénéchal de Lyon et les autres officiers du royaume sont chargés de faire respecter ce privilège.

Copie Arch. Nat., J.J. 56, n° 191.

ix. ^{xx} xj. Franchisia concessa Gaufrido de Sancto Amore (1). Ph. etc. Notum facimus uniuersis tam presentibus quam futuris quod nos Gaufrido de Sancto Amore, burgensi Matisconensi, ut ipse residentiam ibidem in quatuor festis annalibus quibus, juxta consuetudinem burgesiarum, jn dicta uilla residentiam facere tenebatur minime faciat, quodque privilegiis et libertatibus dicte burgesie Matisconensis ut alij burgenses dicte uille gaudeat et utatur perpetuo, de speciali gratia et ex certa scientia concedimus per presentes. Hujusmodi uero gratie nostre prerogative perpetuo gaudere uolumus omnes eiusdem Gaufridi liberos masculos (2) cum tota posteritate ipsorum, de suo corpore ex (3) legitimo matrimonio procreatos, seu etiam procreandos, dato quod residentiam non faciant supradictam, statutis etiam seu consuetudinibus ville nostre Matisconensis predictae cessantibus jn hac parte. Senescallo lugdunensi ceterisque justiciariis regni nostri modernis et qui pro tempore fuerint, presentium tenore mandantes quatinus dictum Gaufridum eiusque liberos masculos (4) et

(1) Rubrique en rouge.

(2) masculos] addition interlinéaire.

(3) de suo corpore ex] addition interlinéaire. Primitivement *de* biffé à la ligne au lieu de *ex*.

(4) masculos] addition interlinéaire.

posteror ipsorum contra presentis gratie nostre tenorem a quoquam minime inquietari permittant, nostro et alieno in omnibus aliis jure salvo. Quod ut perpetue robur obtineat, firmitatis nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Anno Domini m°. ccc°. decimo septimo, mense martij. Per dominum regem ad relationem vestram elerius (1).

4.

1^{er} juin 1331.

Arrêt rendu en faveur d'Alice de Montaigu, dame de Saint-Maurice et de Pailly, contre des serfs de ces localités.

Alice de Montaigu se prétendant en saisine des droits de taille et de main-morte sur les habitants de Saint-Maurice et de Pailly, fit mettre en prison un certain nombre d'entre eux, les uns pour refus de payer la taille, les autres, parce qu'il s'avaient indûment bourgeois du roi à Ville-Neuve-le-Roi en Sénonais. Des sergents royaux avaient fait remettre en liberté les hommes emprisonnés, et placé leurs biens sous la main royale. Le bailli de Sens, à la prière d'Alice, fit restituer les choses en état mais par la suite il mit la main du roi sur les susdits habitants et leurs biens sous prétexte qu'ils s'étaient avoués bourgeois du roi. Des commissaires furent nommés par le Parlement à fins d'enquête. Alice conclut devant eux à ce que délivrance lui fut donnée des personnes et des biens placés sous la main royale. Les hommes de Saint-Maurice et de Pailly alléguèrent qu'ils étaient depuis un an et plus en saisine de la bourgeoisie de Villeneuve-le-Roi, qu'en outre des irrégularités de procédure ayant eu lieu, on devait avant tout leur restituer leurs biens et les dédommager des frais du procès.

(1) Commencement du mot recouvert par la rubrique de l'article suivant et illisible.

Le parlement, vu l'enquête de ses commissaires, ordonne au bailli de Sens de mettre les biens susdits hors de la main royale et maintient Alice dans la saisine par elle prétendue.

Arch. Nat., X¹^a, 6, fol. 194, r^o.

Dudum delicta et fidelis nostra Helis de Monte Acuto dominâ de Sancto Mauricio et de Poilliaco nobis conquerendo monstravit quod, cum ipsa ratione dotalitij sui esset in possessione et saisina iusticiandi omnes habitatores castrorum et villarum de Sancto Mauricio veteri ac de Poilliaco, necnon leuandi et percipiendi manusmortuas, iusticiandi et explectandi ac taillandi dictos habitatores tanquam suos homines taillabiles de alto et basso de suita et manumortua (1), dictaque conquerans capi et in prisonibus dictorum castrorum poni fecisset Stephanum Baucheri, Johannem eius filium; Petrum Benoist, Stephanum Venotin, Stephanum Nicart, Regnaudum le Grele, Guyotum Poillu, Johannem Aleys, Johannem Patrice alias le Morat, Petrum filium Feliseij Raguin, Felisium Surgum, Johannem Sapient, Evardum de Roable, Petrum et Adam diz Sapient, Renaudum Boiller, Robertum Surgum, Regnaudum Chade, Johanninum More, Edelinam relictam Petri Jurget filium Gauffridi Boilegue, Adam le Deuinat, Edelinam filiam Guerini More, Edelinam Leurarde, Stephanum dou Breau, Beronnam la Charnee relictam Johannis dicti Aleys, Johannem le Fuirat, Girardum Jehan dictum la Goigesse, et Stephanum eius filium (2) habitatores de Sancto Mauricio et de Poliacco ex eo quia aliqui predictorum habitatorum talias per ipsam conquerentem impositas indebite soluere recusabant, et alij conspiracyonem inter se fecerant se aduoando indebite et de novo pro burgesibus nostris de Villa Noua Regis, dicebatque predicta conquerens quod propter predictam conspiracyonem dictos habitatores in curia sua emendam gagiauerant eidem ad

(1) tanquam suss... manumortus] en surcharge. Primitivement *ad voluntatem* biffé.

(2) filium] suit : *Agetem sororem Johannis le Fuirat* biffé.

voluntatem suam exigendam. Item dicebat quod Johannes Braz de Fer, Johannes Pagnerij et Stephanus Thibaut servientes nostri in baillivia Senon. potentia sui officij et sine speciali mandato sua, propria auctoritate prenomatos habitatores de dictis prisionibus extraxerant sine hoc quod dicta conquerens vel gentes sue super hoc voca (fol. 194. V^o) rentur eciam prenominatorum bona ad manum nostram ponendo. Super quibus extractione et manus appositione fuit conquesta dicta conquerens bailliuo nostro Senonensi. Et quamvis dictus bailliuus restitui fecerit dictam conquerentem de dictis hominibus et maiori parte bonorum per dictos seruientes captorum, nichilominus postmodum dictus bailliuus predictos habitatores et bona sua ad manum nostram posuit occasione aduocationis predictae quod erat in prejudicium dicte conquerentis ut dicebat non modicum et grauamen. Super quibus commisimus commissarios qui super hoc, vocatis partibus, inquirerent cum diligentia veritatem et curiae nostrae refferrent. Coram quibus commissariis predicta conquerens proposuit dicta facta sua ad finem quod ipsa remaneret in possessione et saisina predictorum ; necnon quod manus apposita per dictum bailliuum in hominibus et bonis predictis, ad utilitatem dicte conquerentis amoueretur. Dictis hominibus inter cetera ex aduerso proponentibus quod cum ipsi essent et fuissent in possessione et saisina burgesie nostre de Villa Noua Regis per annum et ultra, jpsisque existentibus in possessione dicte burgesie dicta conquerens dictos habitatores indebite et jniuste spoliauerat de pluribus bonis suis, dicebant eciam se minime sufficienter citatos fuisse quare petebant se ad omnia bona sua restitui ante omnia, et expensas factas propter dictam indebitam vocationem eis reddi et super hoc jus sibi dici et fieri antequam ulterius procedere tenerentur. Facta igitur inquesta per dictos commissarios super predictis et ad curiam nostram remissa, et auditis partibus ad iudicandum, admissa ipsa visa et diligenter examinata, per curie nostre iudicum (1) dictum fuit quod manus

(1) iudicum] lisez : *judicium*.

apposita per dictum baillium in hominibus et bonis predictis ad utilitatem domine predictae amouebitur et remanebit dicta conquerens in possessione et saisina predictorum prima die Junij. anno ccc° tricesimo primo. Hysardus R.

5.

Sommières, 12 décembre 1354.

Jean le Bon expose au sénéchal de Beaucaire qu'il a reçu une requête de l'évêque Maguelonne se plaignant de ce que certains de ses sujets immédiats se faisaient bourgeois de la part antique de Montpellier [Montpellier] et qu'il en résultait de grands abus; le Recteur de la part antique les recevait comme bourgeois, et bien qu'ils ne remplissent pas leur devoir de bourgeoisie, empêchait l'évêque de les justicier pour les délits commis par eux sur sa terre ou perpétrés avant leur entrée en bourgeoisie. Le roi ordonne en conséquence au sénéchal de faire une enquête et d'ordonner s'il y a lieu au Recteur de Montpellier de mettre fin aux abus qu'il commet et de réparer ceux qu'il a commis.

Copie, Archives départ. de l'Hérault. G. fol. 5, V° d'après G., IV, I (Cartulaire de l'évêché de Maguelonne), t. F, fol. 182, art. 2153. (1).

Johannes, Dei gratia Francorum rex, Senescallo Bellicadri vel ejus locumtenenti, salutem. Querimoniam dilecti et fidelis nostri episcopi Magalonensis recepimus continentem quod nonnulli sui immediate subjecti et justiciabiles in locis suis, in quibus omnem jurisdictionem habet commorantes, in eisque majorem partem facultatum suarum habentes et possidentes, et de quibus eciam aliqui plures excessus, crimina et delicta in ipsius episcopi

(1) Communiqué par M. Berthélé, archiviste départemental de l'Hérault, à qui nous adressons nos respectueux remerciements.

jurisdictione commiserunt, se cum ipsorum uxoribus et familiaribus fecerunt et faciunt de die in diem burgenses nostre partis antique montis pessulani, et Rector eos in burgenses admisit et admittit, inhibuitque et inhibet de die in diem episcopo supradicto seu ejus justiciariis et aliis officialibus, sub certis et magnis penis excessivis, ne de dictis et burgensibus receptis se aliquatenus civiliter vel criminaliter intromittat, (1) licet sint in burgenses recepti, illa ad que tenentur, juxta tenores privilegiorum et statutorum non adimpleverint nec curent adimplere, unde multi, sub fiducia predictæ burgesiæ, in dicti episcopi jurisdictionem plures excessus committunt et delicta, de quibus, neque de illis que ante receptionem ipsorum in burgenses commiserant, ut prefertur, ipse episcopus vel ejus justiciarii facere justiciam non sunt ausi, sed pretextu hujus modi burgesiæ delicta que commiserunt et committunt remanent impunita, in grande (2) justiciæ lesionem, dictique episcopi jurisdictio et jura impediuntur minus juste, sicut dicit, supplicans de remedio provideri. Quocirca mandamus vobis quatinus si, vocatis evocandis, vobis constiterit ita esse, inhibeatis pro parte nostra Rectori supradicto ne supplicantem predictum occasione talium burgensiarum in jurisdictione et juribus suis, in casibus ad quos tenor dictorum privilegiorum et statutorum super hoc editorum se non extendit, nullatenus impediat aut impediri nec ipsis privilegiis dictos burgenses gaudere faciat aut permittat, nisi ipsi burgenses adimpleant vel adimpleverint omnia et singula ad que tenentur virtute dictorum privilegiorum et statutorum super hoc editorum, sed facta in contrarium si que sint vel fuerint, ad statum pristinum reducat vel reduci faciat indilate, taliter quod non sit ad nos propter hoc recurrendum.

Datum Sumidrii, duodecima die decembris. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo quarto.

In Requestis, vobis presentibus. — P. Blanchet.

(1) intromittat] il faut ajouter [et].

(2) grande] lisez *grandem*.

6.

S. d. n. l.

Pièce de procédure (?) exposant 1° les griefs des bourgeois du roi de Chambry contre l'évêque de Meaux, 2° les excès de pouvoir commis par cet évêque, à l'occasion de la maladrerie de Saint-Ladre de Meaux, 3° l'établissement par lui d'une garenne à Villenoy? et à Varedes au préjudice du roi et des gens du pays. (XIII^e ou XIV^e s.).

Orig.? sur parchemin. Arch. Nat., J., 206, Meaux, n° 8.

Ce sont li non des bourjois le roy de la ville de Chamberi les quex li evesques de Miaux vuet contreindre qu'il mettent hors de leurs meins leur heritaiges qui muevent de li et de autres signours lesquex il ont tenu par si lonc temps comme il apert ci dessouz.

§ — Premierement Renauz Blondeauz en tient entour demi arpant et demi quartier que il que ses peres ont tenu paisiblement par l'espace de XL anz ou de plus.

§ — Item Everoz Flamanz en tient entour v quartiers et les a tenu paisiblement par l'espace de XLV ans ou de plus que il que cil dont il a cause.

§ — Item Jehan Flamant en tient entour j quartier et l'a tenu paisiblement par l'espace de XLV anz et de plus.

§ — Item Pierres Renier et Symon son frere en tient entour LJ arpanz et les ont tenu paisiblement par l'espace de XL anz et de plus.

§ — Item Guiarz Felise, Jehan Roget et Symon Chauderi (1) en tiennent entour j. arpant et l'ont tenu paisiblement bien a XL anz et plus.

(1) ou *Chandevi*.

§ — Pierre Blondel et Adenius son frere en tienent v quartiers bien a xx anz et plus.

§ — Oudoyarz la Tonele et Pierre son neveu en tienent j arpant et ont tenu pasiblement que il cil dont il ont cause bien a L anz et plus.

§ — Pierre Tonel en tient la moytié de v quartiers et a tenu paisiblement bien a xxii anz et plus.

§ — Li anfanx Chante-Prime en tienent j arpant et ont tenu pasiblement bien a xxiii anz et plus.

§ — Item Symon de Prez en a acheté iii quartiers du temps de cest evesque et en a païé vin et vantes et l'en a mis en saysine li diz evesques, et maintenant vuet que il la mette hors de sa main.

§ — Item Symon de Prez en tient demi arpent qui muet de monsignor Thomas de Sini chevalier, et n'en a receu ne vin ne vantes, et maintenant vuet li diz evesque que il le mette hors de ses meins pour tant que li dimi arpent est en sa joustice.

§ — Item Jehan de Brie en tient entour xv perches qu'il a acheté dou temps de cest evesque et en a païé vins et vantes au dit euesque, et l'en a mis en saisine et maintenant vuet qu'il le mette hors de ses meins.

§ — Item Raoul Agout en tient entour j. arpant et l'a tenu par le temps de trois evesques paisiblement, et maintenant vuet qu'il le mette hors de ses meins.

§ — Item cil Raoul en tient entour demi arpent qui muet de l'eglise de Fontenes, et n'en a ne cens ne vin ne vantes, et maintenant vuet li diz evesques qu'il le mette hors de ses meins pour tant que elle est en sa joustice et a V anz et plus qu'il la tient.

§ — Item Thiebaut Boutemie en tient j. arpant et l'a tenu bien a xv anz paisiblement et maintenant vuet qu'il le mette hors de ses meins.

§ — Item Jehan li Fournier en tient autour j. quartier et l'a tenu bien a xx anz et plus.

§ — Item Ernoul Bagoys en tient entour j. quartier et l'a tenu *mj* anz et plus.

§ — Item Robin Pellet en tient entour *mj* quartiers et les a tenu que il que ses peres bien a XXX anz et plus.

§ — Jehan li filz Gilet en tient entour j. arpant et bien a XXV anz et plus que il que ses peres l'ont tenu.

Et dient que li diz evesques les a contreint en ceste année a fere fouler leur vandanges aus vignes et a convenu qu'il aient repris leur vandanges seur plaiges et vuet avoir gagnié les fruiz de ceste année avec les heritaiges, pour ce qu'il ne les ont mis hors de leurs meins.

§ — Item Li diz euesques se met nouvellement en saisine de garder la maladerie de saint Ladre de Miauz, laquele est et doit estre de la garde et de la commande le roy par raison de Champagne, et fu fondée dou conte de Champagne ou de ses bourgeois de Miauz ; et vuet li diz euesque recevoir les compes de ladite maladerie senz appeller les genz le roy a qui il apartient, quar li sires de Champagne a esté en saysine de garder ladite maladerie et de recevoir les compes dou temps le roy Thiebaut le pere et le roy Thibaut le fil et dou temps dou bayl.

§ — Item Li diz evesques fet nouvellement garenne a Villenel et a Varedes en prejudice de nostre seignor le roy et des bones genz dou païs, quar ce ne fu fait omques (1) mais en ces leus.

Notice au dos : V. Nomina hominum de Chamberj conquestencium de episcopo Meldensj.

(1) *sic* pour onques.

TABLE ALPHABÉTIQUE

des noms de Lieux et de Personnes

CONTENUS DANS LES APPENDICES II & III

(Les numéros renvoient aux pages).

A

ADAM dit SAPIENT, servus dominae de Monte Acuto, 183.

ADAM LE DEVINAT, servus domina de Monte Acuto, 183.

ADENIUS, frère de Pierre Blondel, bourgeois du roi, à Chambry, 188.

AGNES soror Johannis li Fuirat, serva dominae de Bonte Acuto, 183, n. 1.

AGOUT, V. Raoul.

ALEYS, V. Beronna.

ALEYS, V. Johannes.

ALVERNIA, V. Arvernia.

ALZONIUM, *Auzonium*, *Ausonium*, *Auzonum*, *Auzon*. Auzon, Haute-Loire, arr. de Brioude, 159, 161, Castellanus Alzonii, 147, 153, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 165, 168 et s., prepositura Alzonii, 161.

ANDREAS FORNERIUS OU FORNERII homo brivatensis, 165.

ARVERNIA. *Alvernia*, *Auverne*, *Auvergne*. Baillivus Arvenia, 147, 149, 154, 155, 157, 159, 162, 167, 173.

AUVERGNE, V. Arvernia.

AUVERNE, V. Arvernia.

AUSONIUM, V. Alzonium.

AUZEL, V. Damas.

AUZONIUM, V. Alzonium.

AUZON, V. Alzonium.

AUZONUM, V. Alzonium.

B

BAGOYS, V. Ernoul.

BAUCHERI, V. Stephanus.

BARR (P). 178.

BEAUCAIRE, V. Bellicadrum.

BELLEYMONT, 180.

BELLICADRUM, Beaucaire, Gard, arr. de Nîmes. Senescallus Bellicadri, 185.

BELLO JOCO (dominus G. de), 167.

BENOIST, V. Petrus.

BERNARDUS MANANT, *Manans*, *Manens*, *Manent*, *Monent*, burgensis de Noneta, 147, 153, 154, 155, 157, 159, 162, 165, 166, dicitur clericus, 172, homo brivatensis, 167, forestarius apud Langiocum, 168, 171, laicus, 163, serviens in quatuor serjanteriis, 168, 170.

BERONNA LA CHARNEE, relicta Johannis dicti Aleys, serva dominæ de Monte Acuto, 183.

BERTHOLOMEUS PLACZARZ, Ville Franche ac Matiscanensis burgensis, 177.

BERTRANDUS DENARIJ clericus, 164.

BLANCHET (P.), 186.

BLONDEAUZ, V. Renauz.

BLONDEL, V. Pierre, V. Adenius.

BOILEGUE, V. Gauffridus.

BOILLAR, V. Renaudus.

BOUTEMIE, V. Thiebaut.

BRAZ DE FER, V. Johannes.

BREAU (don), V. Stephanus.

BRIDES, V. Brivata.

BRIE (de), V. Jehan.

BRIOUDE, V. Brivata.

BRIVATA, *Brides*, Brioude, Haute-Loire, 159, capitulum brivatense, 147, 154, 157, 159, 161, 166, 169 et s., prepositus, 149, 159, 161, 166.

BRIVATENSE capitulum et ecclesia, prepositus, V. Brivata.

BRIVATENSIS. V. Brivata.

C

CASA DEI, Chase Dé, La Chaise-Dieu, Haute-Loire, arr. de Brioude. 168, 172.

CEDON serviens domini regis in prepositura brivatensi, 159.

CHADE, V. Regnaudus.

CHAMBERI, Chambry, S.-et-M., arr. et canton de Meaux, 187, 188.

CHAMBRY, V. Chamberi.

CHAMPAIGNF, comte de, 189.

CHANTE-PRIME, les enfants, bourgeois du roi, à Chambry, 188.

CHARNEE (la), V. Beronna.

CHAISE DIEU, V. Casa Dei.

CHASE DÉ, V. Casa Dei.

CHAUDERI, V. Symond.

CLAROMONTENSIS (Clermont-Ferrant) episcopus, 168, 172.

CLUZELLIS (de), V. Petrus de.

COINS, V. Comps.

COMPS, *Coins*, auj. La Vaudieu, Haute-Loire, arr. et canton de Brioude, domus de, 164, prioratus priorissa, 168, 172.

D

DAMAS dictus Auzel, procurator ecclesiæ brivatensis, 155.

DENARIJ, V. Bertrandus.

DEVINAT (le), V. Adam.

E

EDELINA filia Guerini Mare, serva dominæ de Monte Acuto, 183.

EDELINA LEURARDE serva dominæ de Monte Acuto, 183.

EDELINA relicta Petri Jurguet filii Gauffridi Boilegue, serva dominæ de Monte Acuto, 183.

ERNOUL BAGOYS, bourgeois du roi, à Chambry, 189.

EVARDUS DE ROABLE, servus dominæ de Monte Acuto, 183.

EVEROZ FLAMANZ, bourgeois du roi, à Chambry, 187.

F

FAYE (de la), V. Pictavinus.

FELISE, V. Guiarz.

FELISEIUS RAGUIN, V. Petrus.

FELESIIUS SURGUS, servus dominæ de Monte Acuto, 183.

FLAGANASES, V. Philippus de

FLAMANT, V. Jehan.

FLAMANZ, V. Everoz.

FONTENES, église de, 188.

FORNERIUS ou FORNERII, V. Andreas.

FOUILLÉE (la), domus regia, 160.

FOURNIER (le), V. Jehan.
 FUIRAT (le), V. Agnes, V. Johannes.

G

GAUFFRIDUS BOILEGUE, V. Edelina.
 GAUFFRIDUS DE SANCTO AMORE, burgensis
 Matisconensis, 181.
 GEORGIUS DE PALAIGE, burgensis pari-
 siensis, 178.
 GILET, V. Jehan fils de
 GIRARDUS JEHAN dictus LA GOIGESSE,
 servus dominæ de Monte Acuto, 183.
 GISORCIUM, Gisors, Eure, arr. des An-
 delys, 178.
 GOIGESSE (la), V. Girardus, V. Ste-
 phanus.
 GREGORIUS RENARDI, 148.
 GRELE, V. Regnaudus le
 GUILIELMUS BOVIS, miles 147, 155.
 GUILIELMUS CHARNERI, 148.
 GUILIELMUS DE HALA, clericus tenens
 sigillum regis in Arvernia, 152, 162,
 164.
 GUEITE (la), V. Martinus.
 GUERINUS MORE, V. Edelina.
 GUIARZ FELISE, bourgeois du roi à
 Chambry, 187.
 GUYOTUS POILLU servus dominæ de
 Monte Acuto, 183.

H

HALA, V. Guilelmus de
 HELIS DE MONTE ACUTO domina de Sancto
 Mauricio et de Poilliaco, 183 et suiv.
 HYSARDUS, 185.

J

JEHAN DE BRIE, bourgeois du roi à
 Chambry, 188.
 JEHAN FLAMANT, bourgeois du roi à
 Chambry, 187.

CHABRUN.

JEHAN, fils Gilet, bourgeois du roi à
 Chambry, 189.
 JEHAN LI FOURNIER, bourgeois du roi à
 Chambry, 189.
 JEHAN ROGET, bourgeois du roi à Cham-
 bry, 187.
 JEHAN, V. Girardus. V. Stephanus.
 JOHANNES ALEYS, servus dominæ de
 Monte Acuto, 183.
 JOHANNES BRAZ DE FER, serviens regis
 in baillivia senonensi, 184.
 JOHANNES DE TRIA, baillivus Arvernæ,
 147, 149.
 JOHANNES dictus ALEYS, V. Beronna.
 JOHANNES filius Steph. Baucheri, servus
 dominæ de Monte Acuto, 183.
 JOHANNES, Jean le Bon, 185.
 JOHANNES LE FUIRAT, servus dominæ de
 Monte Acuto, 183.
 JOHANNES PAGNERII, serviens regis in
 baillivia senonensi, 183.
 JOHANNES PATRICE alias LE MORAT, servus
 dominæ de Monte Acuto, 183.
 JOHANNES SAPIENT servus dominæ de
 Monte Acuto, 183.
 JOHANNINUS MORE servus dominæ de
 Monte Acuto, 183.
 JURGET, V. Petrus.

L

LA VAUDIEU, V. Comps.
 LANGAC, V. Langiacum.
 LANGEAC, V. Langiacum.
 LANGIACUM, *Langac*, Langeac, Haute-
 Loire, arr. de Brioude, 168, prepo-
 situa Langiaci, 161.
 LEURARDE, V. Edelina.
 LORRIZ EN GASTINOIS, Lorris, Loiret,
 arr. de Montargis, 152.
 LUBINUS magister, canonicus briva-
 tensis, 155.

M

MAGALONENSIS episcopus Maguelonne,
Hérault, arr. de Montpellier, canton
de Frontignan, 185.

MAGUELONE, V. Magalonensis.

MANANS, V. Bernardus Manant.

MANENS, V. Bernardus Manant.

MANENT, V. Bernardus Manant.

MARTINUS dictus LA GUEITE procurator
ecclesiæ brivatensis.

MATISCONENSIS (Mâcon, Saône-et-Loire),
burgensis, 177, 181.

MELDENSIS episcopus, V. Meaux.

MEAUX, V. Miaux.

MIAUX, *Miauz*, Meaux, S.-et-M., bour-
geois de, 189, évêque de, 187 et suiv.,
la maladrerie de St-Ladre de, 189.

MONENT, V. Bernardus Manant.

MONTE ACUTO, V. Helis de.

MONTEPESSULANUM, Montpellier, Hérault,
pars Antiqua Montepessulani (Mont-
pelliéret), 186. Rector partis antiquæ,
187.

MONTPELLIER, V. Montepessulanum.

MORAT (le), V. Johannes Patrice.

MORE, V. Guerinus.

MORE, V. Johanninus.

N

NICART, V. Stephanus.

NONEITE, V. Nonete.

NONETA, V. Nonete.

NONETE, *Noneta*, *Noneite*, *Nonetta*, *Non-
nette*, *Nonnetta*. Nonette, Puy-de-
Dôme, arr. d'Issoire, canton de Saint-
Germain Lembran, burgesia regis,
147, 149, 151, 153, 155, 157, 158, 159,
161, 162, 169, prepositura Nonetæ, 161.

NONETTA, V. Nonete.

NONNETA, V. Nonette.

NONNETTE, V. Nonette.

O

OUDOYARS la TONELE, bourgeois du roi
à Chambry, 188.

P

PAGNERII, V. Johannes.

PAILLY, V. Poilliacum.

PALAIGE, V. Georgius de

PARISIENSIS, burgesia, 179.

PARISIUS, villa, 179.

PARISIUS, Paris, 152, 154, 156, 158, 161,
164, 180.

PATRICE, V. Johannes.

PAULHAGUET, V. Polhoguet.

PELLET, V. Robin.

PETRUS BENOIST, servus dominæ de
Monte Acuto, 183.

PETRUS DE CLUZELLIS, bajulus prepositi
capituli brivatensis, 149.

PETRUS dit SAPIENT servus dominæ de
de Monte Acuto, 183.

PETRUS filius PELISEIUS RAGUIN servus
dominæ de Monte Acuto, 183.

PETRUS GIRARDI, 164.

PETRUS JURGET, V. Edelina.

PHILIPPUS DE FLAGAFNASCE, Lombardus,
burgensis parisiensis, 178.

PHILIPPUS, Philippe Auguste, 153.

PHILIPPUS, Philippe le Bel, 151, 154, 155,
157, 158, 159, 161, 162, 163.

PHILIPPUS, Philippe le Long, 177, 178,
181.

PICTAVINUS dictus de la Faye, magister,
canonicus ecclesiæ brivatensis, 153.

PIERRE BLONDEL, bourgeois du roi à
Chambry, 188.

PIERRE, neveu d'Oudoyarz la Tonele,
bourgeois du roi à Chambry, 188.

PIERRE TONEL, bourgeois du roi à
Chambry, 188.

PIERRES RENIER, bourgeois du roi à
Chambry, 187.

POILLIACUM. Pailly, Yonne, arr. de Sens, canton de Sergines, 183 et suiv.
 POILLU, V. Guyotus.
 POLHOGUET. Paulhaguet, Haute-Loire, arr. de Brioude, 167.
 PREZ (de), V. Symon.

R

RAGUIN, V. Petrus.
 RAOUL AGOUT, bourgeois du roi, à Chambry, 188.
 REGNAUDUS CHADE, servus dominæ de Monte Acuto, 183.
 REGNAUDUS LE GRELE, servus dominæ de Monte Acuto, 183.
 RENAUDUS BOILLER, servus dominæ de Monte Acuto, 183.
 RENAUX BLONDEAUZ, bourgeois du roi, à Chambry, 187.
 REMIER, V. Pierres, V. Symon.
 RIGALDUS, 163.
 ROABLE, V. Evardus de.
 ROBERTUS SURGUS, servus dominæ de Monte Acuto, 183.
 ROBIN PELLET, bourgeois du roi, à Chambry, 189.
 ROGET, V. Jehan.
 ROMME, Rome (lettres de), 167.
 RULHAC, 156.

S

SANCTUS MAURICIUS. St-Maurice, Yonne, arr. de Sens, canton de Sergines, 183 et suiv.
 SAPIENT, V. Johannes.
 SAPIENT, V. Petrus et Adam.
 SENONENSIS baillivus, 184, 185.
 SINI (de), V. Thomas.
 SOMMIÈRES, V. Sumidrium.
 STEPHANUS BAUCHERI servus dominæ de Monte Acuto, 183.

STEPHANUS DE TEUPONT, *Tespont, Tepont*, domicellus, castellanus Alzonii custosque burgensium regis de Noneta 147, 156, 159, 161 custos judeorum in preposituris de Noneta, de Auzonio, de Brivata, de Laugiaco, 161; custos monialium de Coins, 161.

STEPHANUS DOU BREAU servus dominæ de Monte Acuto, 183.

STEPHANUS, filius Girardi Jehan dicti la Goigesse, servus dominæ de Monte Acuto, 183.

STEPHANUS NICART servus dominæ de Monte Acuto, 183.

STEPHANUS THIBAUT, serviens regis in baillivia senonensi, 184.

STEPHANUS VENOTIN, servus dominæ de Monte Acuto, 183.

SUMIDRIUM Sommières, Gard, arr. de Nîmes, 186.

SURGUS, V. Felisius.

SURGUS, V. Robertus.

SYMON DE PREZ, bourgeois du roi à Chambry, 188.

SYMON, frère de Pierre Renier, bourgeois du roi à Chambry.

SYMON CHAUDERI, bourgeois du roi à Chambry, 187.

T

TEPONT, V. Teupont.

TESPONT, V. Teupont.

TEUPONT, V. Stephanus de

THIBAUT, V. Stephanus.

THIEBAUT BOUTEMIE, bourgeois du roi à Chambry, 188.

THIBAUT, *Thibaut*, comte de Champagne, 189.

THOMAS DE SINI (Monseigneur), chevalier, 188.

TONEL, V. Pierre.

TONELE (la), V. Oudoyarz, V. Pierre.

V		VILLA FRANCA. Villefranche, 177.
VAREDES, Varedes, S.-et-M. arr. et canton de Meaux, 189.	-	VILLA NOVA REGIS, Villeneuve-s.-Yonne, Yonne, arr. de Joigny, 183.
		VILLENEL, Villenoy ?, S.-et-M., arr. et canton de Meaux, 189.
VENOTIN, V. Stephanus.		

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	I
INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE I. — De 1250 à 1287.....	13
CHAPITRE II. — De l'ordonnance sur les bourgeoisies à Charles V..	52
CHAPITRE III. — Les bourgeois du roi en Champagne.....	109
APPENDICE I. — Ordonnances de 1287 et de 1303.....	133
APPENDICE II. — Pièces concernant Bernard Manant.....	145
APPENDICE III. — Textes divers.....	175
TABLE ALPHABÉTIQUE des noms de lieux et de personnes contenues dans les Appendices II et III...	491

